Vol. 4 No. 25 • Du 5 au 11 janvier 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

GONAÏVES : PRÉVAL HUÉ PAR LA FOULE

Voir page 4

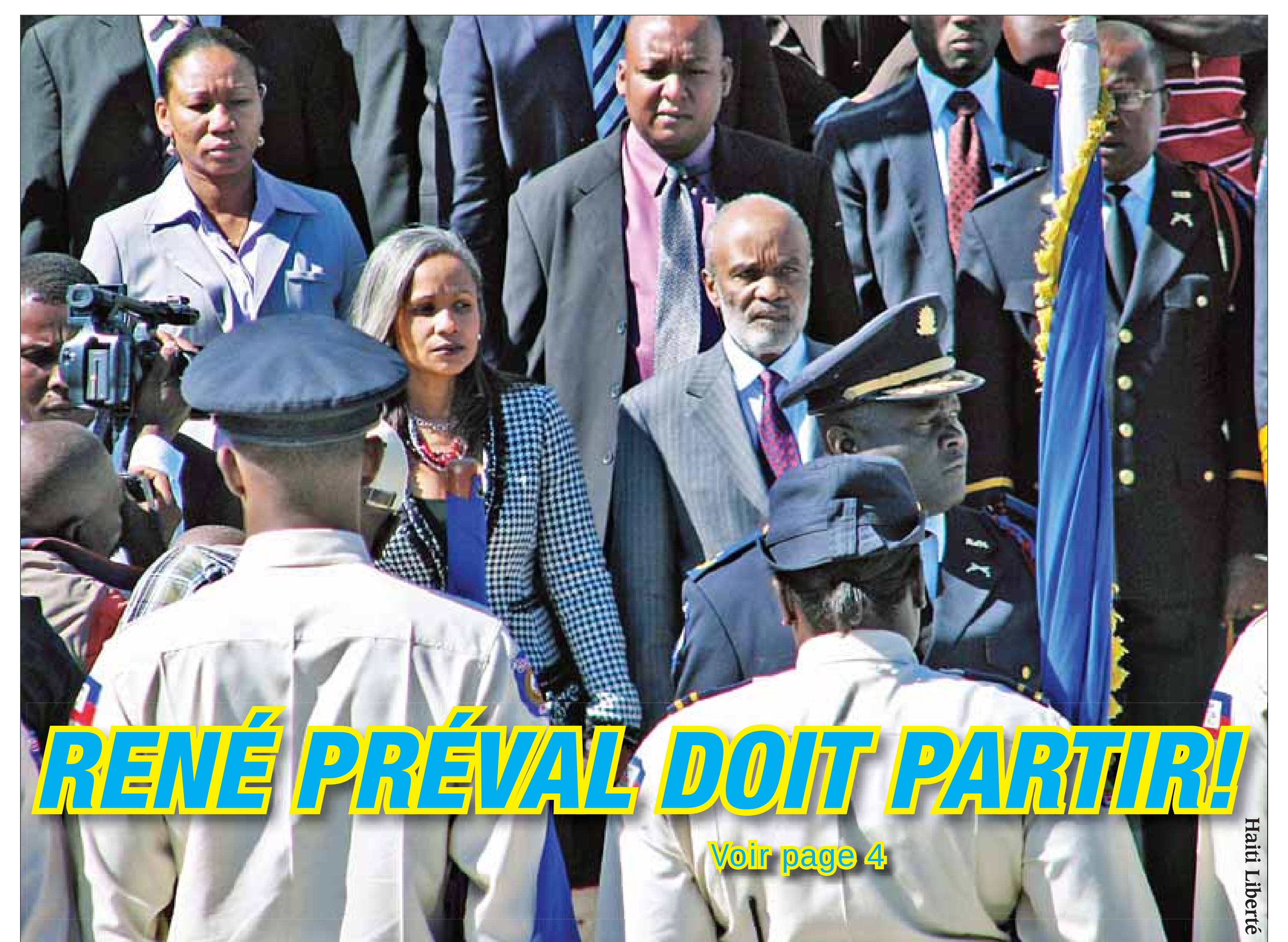


Haïti Liberté

Le peuple a non seulement hué Préval mais il a catégoriquement manifesté son désaccord avec lui aux cris de « Aba Préval »

RENÉ PRÉVAL DOIT PARTIR!

Voir page 4



Haïti Liberté

Préval et sa femme à Gonaïves le premier janvier 2011, plusieurs secteurs de la vie nationale ne cessent d'élever la voix pour exiger l'annulation des sélections, la révocation et l'arrestation des membres du CEP et le départ de René Préval à la tête du pays le 7 février 2011



Haïti à la croisée des chemins!

Page 7



Le choléra a fait 3333 morts en 2010

Page 8



Entretien avec Rafael Correa Président de l'Equateur « J'ai demandé une arme pour me défendre »

Page 10



Les Etats-Unis et l'UE préparent une action militaire contre la Côte d'Ivoire

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Faut-il faire des voeux?

Par Frantz Latour

Souhaiter des vœux, chaque année, c'est une habitude, une coutume, un usage, une tradition, un rituel, une routine, un réflexe, une formule automatique de fin d'année, un élan de plume sinon du cœur, un besoin urgent d'écrire de belles phrases, une fièvre de coucher sur le papier de beaux souhaits même si au fond de soi on sent, on soupçonne ou bien l'on sait que c'est un effort que l'on fait pour avoir bonne conscience, pour dire quelque chose, pour ne pas être en reste avec le reste de l'humanité, pour satisfaire à un rite universel, pour faire plaisir, pour être dans l'air frais du temps des vœux, l'air nouveau, l'air de ce qui pourrait être, de ce qu'on voudrait qui fût, l'air de vouloir donner le ton, de se donner du courage et du courage aux autres, l'air de nouvel an, l'air de bonne année, heureuse année, santé, prospérité, *apye nou ye*.

Je pourrais par exemple parler de plein soleil de justice, je le fais d'ailleurs depuis bien des lunes, je l'ai fait dans un autre journal ; dans ce journal aussi, je l'ai fait les ans passés, mais je ne peux m'empêcher de constater qu'une éclipse cache cette justice. Je veux bien souhaiter que vienne le temps de revivifier l'esprit de résistance de ce peuple qui depuis deux cents ans tient en échec les plans ténébreux des grandes puissances alliées aux classes possédantes locales, ce serait un vœu on ne peut plus progressiste. Mais ils sont un million sous les tentes, le choléra fait des ravages, la misère taille son banda, *kote kouray* pour «revivifier l'esprit de résistance»? Derrière mon clavier, moi qui suis en forme, j'écris, c'est beau écrire, je pourrais faire des souhaits, mais faut-il vraiment formuler des vœux quand le cœur et le temps n'y sont pas? Pour personne d'ailleurs.

Du reste, je serais intéressé à faire parvenir des vœux beaucoup plus aux masses haïtiennes percluses de désespoir qu'à quiconque d'autre. Mais elles n'ont pas accès au journal, *yo pa kab li m*. Alors dois-je écrire des vœux seulement pour un lectorat restreint, ou juste pour me contempler dans le miroir de mes belles phrases; et puis est-ce qu'elles sont belles vraiment ? Qui me l'a dit ? Les masses qui ne peuvent pas me lire ou les membres du staff du journal qui comme moi ont eu leur morue sur le gril à Noël ? Vous qui me lisez, *di m si sa a bèl*: *il faudra que viennent des temps meilleurs de justice, des temps meilleurs de plein soleil de justice… il viendra le temps de ranimer la flamme de liberté du peuple haïtien…*bla bla bla… En admettant même que *franse a bèl*, il n'en reste pas moins vrai que *nou anba* tutelle. Alors?

Comment puis-je dire au peuple haïtien, aux masses au plus bas de tous les malheurs, au plus profond de la douleur, comment puis-je dire "bonne et heureuse année" ?. N'avez-vous pas lu ? **Heureuse** année, oui. Sauf à parler de vœu pieux, c'est se leurrer. Car on sait que tous les paramètres sont là qui nous disent qu'en aucune façon l'année 2011 *pap kab* heureuse, quelle que soit l'intensité, la chaleur, la ferveur du souhait. Ce n'est pas seulement avec l'amour qu'il ne faut pas badiner, il ne faut pas non plus badiner avec les vœux, d'autant que nous savons déjà ce qui nous attend avec cette CIRH de malheur et la malveillance de Préval que la communauté internationale a d'ailleurs failli mettre dans un avion pour l'expédier *aziboutou kote chen ponn*. Elle a bien raté son coup !

Non. Cette année, nous allons prendre un peu de répit, un petit souffle comme nous autres les Haïtiens aimons dire, rentrer en nous-mêmes, réfléchir à ce qui est possible, scruter l'horizon, observer, *take it easy*, et attendre de pied ferme les manœuvres de *zòt*, plus malin et pervers qu'on ne le croit. Nous avons assez de réserve de courage pour tenir le coup. L'an prochain on verra bien s'il faut reprendre la bonne habitude des vœux de nouvel an.

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ____________________________
Prénom: ________________________
Adresse: ________________________
Ville: ____________________________
Etat / Pays: _____________________
Zip Code / Code Postal: ___________
Tél: ______________________________
E-mail: __________________________

Modalités de paiement

Montant : $ ___________
☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**
☐ **Carte de crédit**
Numéro : _________________________
Date d'expiration : ________ / _______
Code de sécurité : _________________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis
Première Classe
☐ $80 pour un an
☐ $42 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Décès de 5 jeunes haitiano-américains à Miami

Par Jackson Rateau

Le lundi 27 décembre 2010 dernier, au centre-ville de Miami, Etat de Floride, ont été victimes, intoxiqués dans une chambre d'hôtel, cinq jeunes américains d'origine haïtienne.

Jonas Anténor, 18 ans, Pierre Ferdinand, 16 ans, Peterson Nazon, 17 ans, Evans Charles, 19 ans et Juchen Martial 19 ans, sont morts suffoqués à Hialeah Motel dans le quartier de Little Haïti, alors qu'ils étaient en train de célébrer l'anniversaire de naissance du dernier copain cité plus haut (Juchen Martial). Ces cinq décès ont été causés par une intoxication due à une fuite de monoxyde de carbone, un gaz mortel qui aurait envahi la chambre où se réunissaient les cinq jeunes. Le produit s'échappait du moteur du véhicule qui transportait les copains. L'engin qui se trouvait dans un parking très proche de la chambre tournait toute la nuit à cause d'une défection du barillet.

« Nous avons dû aérer la chambre avant d'entrer. Le moteur du véhicule ayant transporté les jeunes gens, tournait encore lorsque les agents sont arrivés sur place », a indiqué le porte-parole de la police de Miami.

Pas de deuxième tour possible avant février

Dans une déclaration rendue publique le mardi 4 janvier 2011, le directeur général du Conseil Electoral Provisoire, Pierre Louis Aupont, a fait savoir que le CEP ne sera pas en mesure d'organiser un deuxième tour des élections (présidentielle et législative) avant le mois de février.

« *Il est matériellement impossible d'organiser le second tour le 16 janvier 2011, à partir de la date de la publication des résultats définitifs du premier tour. Nous aurons besoin d'au moins d'un mois pour tenir le second tour* », a-t-il précisé.

Le temps limite des travaux de vérification et de recomptage du premier tour par les experts n'étant pas défini, donc il s'avère impossible de préciser une date pour la réalisation du deuxième tour des élections (présidentielles, législatives comprises). Aucun calendrier ne peut être envisagé sans le rapport des travaux des experts de l'OEA et la publication des résultats définitifs.



Pierre Louis Aupont

« *Aucune déclaration publique ne sera faite au cours du processus qui se déroulera à huis clos et qui s'achèvera par la publication d'un rapport, probablement la semaine prochaine* », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains, Albert Randim.

Rappelons que les experts de l'OEA qui sont en train de travailler à vérifier et recompter les procès verbaux du premier tour des élections du 28 novembre 2010, ont débuté leurs travaux le jeudi 30 décembre 2010.

Des compatriotes haïtiens en situation difficile en République Dominicaine

La semaine dernière, de nombreux compatriotes haïtiens, vivant en République Dominicaine, accusés par les autochtones de la Dominicanie d'avoir commis des crimes dans différentes localités où ils vivent, ont été menacés d'expulsion forcée et de lynchage.

Selon le quotidien dominicain Listin Dario qui a stigmatisé les accusations, les cours entourant les établissements scolaires et certains périmètres de lieux publics, ont été badigeonnés d'excréments par les Haïtiens. Listin Dario a profité de l'occasion pour comparer les haïtiens aux soldats de la MINUSTAH, qui ont largué leurs déchets dans la Rivière de Meille à Mirebalais, occasionnant la contamination du fleuve Artibonite par le bacille du choléra vecteur d'une mortelle épidémie.

Dans la localité de Christore, au sud de Santiago, des résidents dominicains réclament l'expulsion des compatriotes haïtiens, accusés d'avoir commis des vols et des agressions dans cette localité. Plus d'une trentaine d'Haïtiens ont déjà abandonné leurs domiciles dans ce quartier. Ils devront être suivis de 2000 autres qui sont menacés d'expulsion forcée.

Par ailleurs, selon le Directeur général de l'Immigration, le vice-amiral Sigfrigo Pared Perez, après les dernières décisions du gouvernement, qui devront être rendues publiques le 6 janvier prochain, le ministère de l'Immigration dominicaine réagira avec force contre les ressortissants haïtiens vivant illégalement en République Dominicaine.



Le Directeur général de l'Immigration, le vice-amiral Sigfrigo Pared Perez

« *Nous allons attendre le 6 janvier, qui est la date à laquelle les autorités seront autorisées à intervenir en la matière afin de procéder au rapatriement de ceux qui résident illégalement dans divers secteurs de Santiago* ». Les Haïtiens sont devenus une grave menace pour la paix et les activités économiques des familles dans divers quartiers de Santiago, a ajouté le directeur Pared Perez.

Envoyer ces produits en baril à votre famille, vos amis et enfants qui sont restés au pays.
Cherchez et demandez pour ces produits de la meilleure qualité dans les magasins.

Rabais! Champion marque haïtienne Riz "Parboiled" (riz cuit à demi). Meilleure qualité, meilleur goût, préparation rapide dans 15 minutes.



Rabais! Mama Haïti Riz parfumé Jasmine est aussi joli que Mama Haïti. C'est la meilleure de toutes les marques, délicieux, préparation rapide dans 12 minutes.



Rabais! Marque Greenland, le meilleur lait en poudre dans le monde, fortifie enfants et adultes.

Greenland
Greenland
MILK POWDER
Poudre de Lait
ENTIER INSTANTANEE
POUDRE DE LAIT

Rabais! Fromage marque Tip top. Le meilleur en Haïti. 1 paquet pour 8 délicieux sandwiches.

Tip Top
SPREADABLE PROCESS CHEESE
8 PORTIONS

On sale at all West Indian food stores, supermarkets & 99 Cent stores: **Blue Angel**, 24 Brooklyn Terminal Market; **Chef's Choice**, 1051 Utica Ave., Brooklyn; **Ufarmland**, Utica & Church; **Target**, 1928 Utica Ave. Brooklyn, **Doreen Food Store**, 4055 Covinton Highway, Georgia 404-534-0208; **Lithonia Food Store**, 6453 Rd Lithonia, Georgia 770-482-1120; **Caribbean Supercenter**, 5111 W. Colonial Dr. Orlando FL 407-523-1308; **Palm Tree**, 3717 Boston Rd., Bronx; **Brother**, 1154 Gun Hill Rd., Bronx; **World of Spice**, 4404 White Plains Rd., Bronx; **World of Spice**, 2164 Westchester Ave., Bronx; **Joe's New Jersey**, 201 Main St., E. Orange, 1011 S. Orange, 16 Washington.

Gonaïves : Préval hué par la foule

Par Mona Péralte

Il est triste de le dire, mais c'est la réalité. Il n'y a pas eu de commémoration de l'indépendance et du jour des aïeux. En effet, le 1er janvier 2011 à l'occasion du 207e anniversaire de l'Indépendance d'Haïti, aux Gonaïves, le président Préval s'est rendu dans la cité de l'indépendance, accompagné d'un groupe de ministres, de sénateurs de la République, d'autres élus et personnalités de tout acabit.

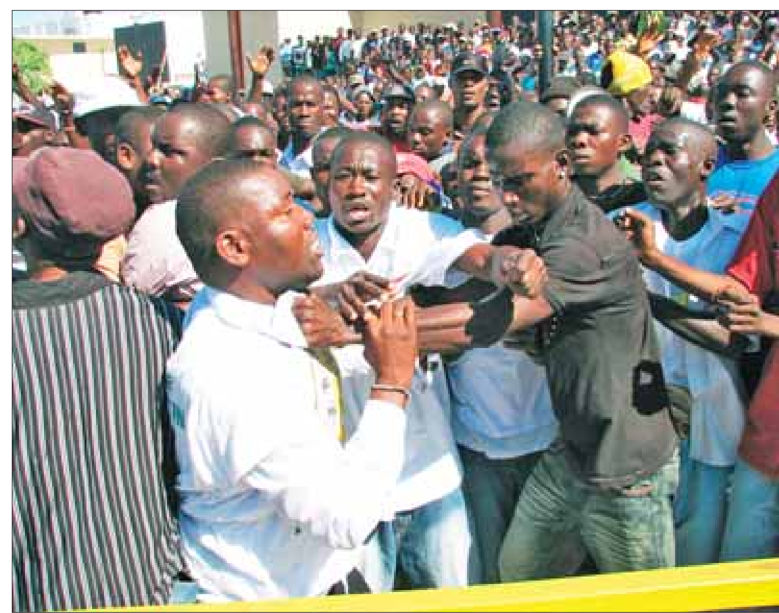
A la Cathédrale du Souvenir, il n'y avait pas de grande foule à la messe traditionnelle du 1er janvier et l'église était à moitié vide.

Après la messe, le président et ses officiels se sont rendus à la Place d'Armes pour s'adresser comme de coutume à la nation. Le peuple a non seulement hué Préval mais il a catégoriquement manifesté son désaccord avec lui aux cris de « Aba Préval ». Il faut souligner que beaucoup de partisans du camp de l'Inite étaient présents pour supporter leur président. La présence de ces groupes changea en bagarre la célébration et la police a même dû intervenir pour les calmer. On ne pouvait rien entendre de ce que disait Préval. Il semblerait pour la population que ce qu'il disait n'avait aucune importance et c'était vrai quand on l'a entendu déclarer des sottises comme quoi « *l'épidémie de choléra est une opportunité afin que nous changions le système de santé dans le pays* »

Il a ensuite indiqué dans son discours de circonstance que « *Nous sommes aujourd'hui au carrefour de tous les dangers. En plus de la calamité de la nature, nous sommes dans une grave crise politique. Il y a également la reconstruction du pays, la bataille contre le choléra,*



Le président Préval s'est rendu dans la cité de l'indépendance, accompagné d'un groupe de ministres, de sénateurs de la République, d'autres élus et personnalités de tout acabit



Bagarre entre la population et un représentant de l'Inite de Préval

la bataille pour l'éducation, la bataille pour la justice… »



A la Cathédrale du Souvenir, il n'y avait pas de grande foule à la messe traditionnelle du 1er janvier et l'église était à moitié vide

Par ailleurs les vrais dirigeants du pays ont également envoyé des vœux à la nation pour la commémoration de son indépendance proclamée le 1er janvier 1804. La Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton a écrit « *Au nom du Président Obama et du peuple des États-Unis, je me joins à la population de la République d'Haïti pour honorer le 207e anniversaire de votre indépendance ce 1er Janvier.*

Quand Haïti a cassé les liens de l'esclavage et a déclaré son indépendance de la France en 1804, elle a écrit l'histoire, créant un précédent pour l'indépendance en Amérique latine et créant la première nation post-coloniale dirigée par des noirs dans le monde. Aujourd'hui, nous voyons le courage de cette lutte, du leadership de Jean-Jacques Dessalines et Toussaint Louverture à la force et l'unité du peuple haïtien - qui se reflète dans la réponse d'Haïti au séisme dévastateur du 12 Janvier 2010. En dépit de tout ce que Haïti a affronté, les Haïtiens ont démontré une inébranlable force, volonté et passion pour d'.

Le peuple et le gouvernement des Etats-Unis apportent leur ferme soutien au peuple d'Haïti et nous avons pris l'engagement d'aider à assurer que ce soit sa voix qui détermine le chemin de l'avenir pour sa nation et son gouvernement »

L'ambassadeur des Etats-Unis à Port-au-Prince, Kenneth Merten, a pour sa part souhaité que l'année 2011 soit meilleure pour les haïtiens et déclara en cette circonstance «*Vous avez surmonté ces difficultés avec dignité et courage et je suis persuadé qu'avec votre détermination, l'année 2011 sera meilleure en dépit des immenses défis qui persistent. Ce beau pays est resté sous des nuages trop longtemps. Mon souhait pour 2011, c'est que Haiti puisse démarrer et retrouver pleinement sa place dans la région et dans le monde.*

Je fais appel à tous les leaders haïtiens, amoureux de leur patrie, qu'ils soient dans le secteur politique, privé, social, ou religieux,

Suite à la page (18)

7 Février 2011: René Préval doit partir!

Par Yves Pierre Louis

Après la déclaration du président René Préval, voulant prolonger son mandat de 5 ans jusqu'au 14 Mai 2011 et l'arrivée d'une mission spéciale de l'Organisation des Etats Américains (OEA) composée de 6 personnes, venue imposée leur volonté, plusieurs secteurs de la vie nationale ne cessent d'élever la voix pour dénoncer le complot du chef de l'Etat et de la Communauté internationale, qui veulent à tout prix imposer au peuple haïtien un successeur à René Préval. Les élections-farces du 28 Novembre 2010 ont directement entraîné le pays dans une crise électorale sans pareil, vu que 12 des 19 candidats ont péremptoirement exigé l'annulation de cette mascarade, la révocation et l'arrestation des membres du Conseil Electoral Provisoire (CEP) et le départ de René Préval à la tête du pays.

L'un des candidats du groupe des douze (G12), Jacques Edouard Alexis réclame coûte que coûte le départ de René Préval le 7 Février 2011 et son remplacement par un gouvernement provisoire dont la véritable mission sera d'organiser des élections libres, démocratiques et inclusives. « *Je vous donne la garantie que le 7 Février le peuple installera un nouveau président à la tête d'un gouvernement provisoire en remplacement de René Préval à dessein d'organiser les élections.* » a déclaré Jacques E. Alexis, lors d'une conférence de presse du groupe des douze. Le groupe des douze ne s'en prend pas seulement à René Préval, il a affirmé ne pas reconnaître la mission spéciale de l'OEA que le chef de l'Etat a sollicité pour venir confirmer les résultats proclamés par le CEP de la mascarade du 28 Novembre dernier.

D'autres secteurs de la société dite civile qui ont supporté le processus électoral à côté de la communauté internationale se plaignent également de la crise électorale. Dans une note datée du 31 décembre dernier, portant signature de plusieurs organisations, on a écrit : « *Les irrégularités, les fraudes systématiques en faveur d'une formation politique et les actes de violence qui ont entaché le scrutin du 28 Novembre ont aggravé la situation déjà catastrophique dans laquelle se trouve aujourd'hui la nation haïtienne. Pour être viable et opérationnelle toute la solution doit faire l'objet d'un consensus entre les différents acteurs impliqués dans le processus : partis politiques, candidats, représentants de l'Exécutif, du CEP, de la Société Civile au sens large de la communauté internationale.* »

De leur côté, une vingtaine d'écrivains, créateurs, chercheurs, intellectuels ont dénoncé devant l'opinion publique nationale et internationale, les attaques à la vie, les atteints au droit et autres actes répréhensibles favorisés ou encouragés par le pouvoir en place pour imposer un choix politique unilatéral que la population haïtienne a massivement rejeté.

« *De nombreux citoyens haïtiens avaient exprimé leurs réserves relatives à l'impartialité du Conseil électoral provisoire. Une partie des représentants de la « communauté internationale », en particulier l'OEA, dans le mépris de ces voix haïtiennes, s'est embarquée sans discernement avec le pouvoir et ses alliés dont un conseil électoral décrié, dans le scandale électoral du 28 Novembre 2010. Ils sont tous responsables de ce naufrage annoncé.*

En persistant dans cette voie le pouvoir politique actuel et toute institution qui lui servait d'appui obligeront l'ensemble de la société à réclamer l'annulation pure et simple des « élections » du 28 Novembre 2010, ce qui correspond déjà à la demande formulée par une partie de la population et constitue le point de vue majoritaire des secteurs organisés de la société. », écrivent-ils.

Du côté de l'international, le départ du président haïtien, René Préval a été déjà évoqué, selon l'ex-représentant de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus. Lors d'une réunion du groupe d'appui à Haïti, le 28 Novembre dernier après une journée bouleversante, certains membres de la communauté internationale ont ouvertement évoqué le départ anticipé de René Préval a relevé Ricardo Seitenfus dans une interview accordée le 29 Décembre 2010 au journal brésilien « Folha do Brazil ».

« *J'étais vraiment surpris de constater le silence du secrétaire général adjoint de l'OEA face à l'éventualité que le mandat d'un président légitimement élu soit écourté.* » a révélé Ricardo Seitenfus. De plus, la question de trouver un avion pour transporter le président René Préval avait également fait l'objet de la discussion, en présence de son Premier ministre, Jean Max Bellerive.

« *C'est vraiment curieux que le représentant de l'OEA en Haïti soit absent au moment d'une crise électorale. Pourtant, mieux que plus d'un à l'OEA et au sein de la communauté internationale, j'ai l'avantage de pouvoir dialoguer avec le gouvernement haïtien.* », a-t-il déploré.

Rappelons, après un long entretien de Ricardo Seitenfus au journal Suisse « Le Temps » où il a dit des vérités sur le dossier d'Haïti, le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza lui a demandé de prendre des vacances, une façon de le révoquer à son poste en Haïti, alors qu'il reste seulement 3 mois de son mandat.

Quant au président René Préval, dans sons discours sur la place d'armes des Gonaïves à l'occasion du 207ieme anniversaire de l'Indépendance d'Haïti, le Premier Janvier 2011, il a déclaré : « *Nou nan yon kriz politik ki sòti nan eleksyon 28 Novanm yo, rezilta eleksyon sa yo bay pwoblèm, nou genyen konstitisyon an ak lwa elektoral la ki la pou rezoud pwoblèm sa yo. Si nou sòti nan konstitisyon an ak lwa elektoral la n ap nan kriz pi rèd.* »

Alors que dit la constitution haïtienne de 1987, qui est placée au sommet de la loi dans la hiérarchie des normes ?

L'article 134-1 est clair : « *La durée du mandat présidentiel est de cinq ans. Cette période commence et se terminera le 7 Février suivant la date des élections.* » Et l'article 149 de la constitution propose la façon de résoudre toute vacance présidentielle. Donc toute loi qui ne respecte pas les prescrits de la Constitution ne doit pas être évoquée pour résoudre la crise politique qui a vu le jour lors de la mascarade du 8 Novembre 2010. Le président René Préval qui aura à terminer son second mandat de cinq ans le 7 Février 2011 devra quitter le pouvoir à la même date. Qui est celle prévue par la Constitution. Et la loi électorale de Juillet 2008 en son article 232 précise : « *La durée des mandats des élus de l'année 2006 est fixée de la manière suivante. Le président de la République est en fonction jusqu'au 7 Février 2011.*»

Dans cet ordre d'idées, au nom de la constitution de 1987, le peuple haïtien doit continuer à se mobiliser pour faire respecter la charte fondamentale et les lois du pays. Selon la Constitution, et sous aucun prétexte un président ne doit s'arroger le droit de prolonger son mandat.

Par ailleurs, les agents de la mission spéciale de l'OEA auraient placé le poulain de Préval Jude Célestin en première position dans la course et sans doute ils pourraient publier le résultat de leur job au service de l'Inite le vendredi 7 janvier 2011 prochain.

RR, restez raide

Par Fanfan La Tulipe

Ce n'est pas la première fois, ce n'est pas la dernière non plus, que je fais appel à des souvenirs grand-maternels, grand-mère du côté paternel. A l'occasion, il m'arrive d'aller fouiller dans sa grande malle aux souvenirs. Souvent, j'ai la chance d'en tirer une formule, un bon mot, une expression qui m'est source d'inspiration. Je me rappelle, par exemple, que lorsqu'elle avait fini de faire une distribution de *dous* aux six enfants que nous étions à la maison, nous aurions été très mal avisés de lui en demander davantage, car alors elle nous aurait sorti: *pa gen ankò*, *se* rr, restez raide.

Depuis les fameuses zélections du 28 novembre, à combien de gymnastiques, d'acrobaties, de mouvements nuls, de *gwo gòj* et grosses garganes, de déclarations intempestives, de retournements de veste (ou de soutien-gorge), de reniements, de *pinga* adressés au pouvoir, de groupements à douze ou à dix ou à trois, n'avons-nous eu pas droit. Les *chuichui* ne manquent pas. Tout le monde est à l'affût de nouvelles, de *zen*, de papotages, bavardages et tripotages tant on veut en finir avec un gouvernement qui lui n'en finit pas d'exaspérer. Mais la Police nationale et la MINUSTAH veillent au grain du grand patron. On n'a pas le choix, tout le monde *se* RR, restez raide.

Dans le monde politichien, toutes sortes de propositions sont sur la table. Il y en a qui veulent l'annulation pure et simple de la mascarade du 28 novembre. D'autres veulent d'un recomptage, à trois ou à dix-neuf, peu importe. D'autres encore exigent un gouvernement provisoire devant déboucher sur de nouvelles élections. Je fais remarquer qu'au départ tous ces olibrius de candidats et leur entourage immédiat savaient que la journée du vote allait être une *tentennad* bien concoctée, bien ficelée au profit de Jude Célestin. Ils le savaient tous, mais la tentation d'aller faire les *madigra*, la tentation d'aller faire le pitre, de jouer à l'important ou à l'importante, de ne pas rater le coche électoral *pousizoka*, était plus forte. Plutôt que de boycotter la farce de Préval, la gente candidate s'est jetée tête baissée dans la *grimas* électorale. En plein milieu de la traversée electoro-grimasante plusieurs des candidats se rendant compte que ça sentait mauvais ont préféré se retirer. D'autres à l'odorat moins sensible sont restés de leur plein gré espérant que le CEP ferait un miracle à leur avantage au dernier moment. A celle qui se dit «*devan li devan nèt*», à ceux qui sont *dèyè yo dèyè nèt* Préval aurait fait parvenir des voeux d'endurance jusqu'au mois de mai et leur aurait envoyé ce petit message laconique, lapidaire : *se* RR, restez raide.



Quand verra-t-on des intellectuels vivant en Haïti laisser leur tour d'ivoire et d'écriture pour organiser des sit-in continus devant l'ambassade américaine, parce que *maleng lan se la li ye ?*

Dans le sud du pays et ailleurs aussi, des «engendrés», sans doute des chrétiens ultra-fondamentalistes, surzélés, et peut-être poussés *an pispidin* par des pasteurs ou des curés obscurantistes et ignorants, ont fait passer à l'infinitif du verbe occire plusieurs personnes sans défense, essentiellement des vodouisants, qu'ils accusent à tort d'être les propagateurs de l'épidémie de choléra. Bien sûr, les gens sensés s'en sont émus, toute la presse parlée a poussé de hauts cris d'indignation tandis que la presse écrite alignait sur plusieurs pages sa colère et sa honte. Mais au niveau de l'Etat, il n'y a aucune mobilisation pour trouver les coupables, aucune mobilisation pour ramener dans le chemin des droits humains ces bergers chrétiens égarés dans les corridors ténébreux de l'ignorance. L'Etat se tient en dehors de ses responsabilités et veut rester neutre. La consigne du jour est la suivante: *se* RR, restez raide.

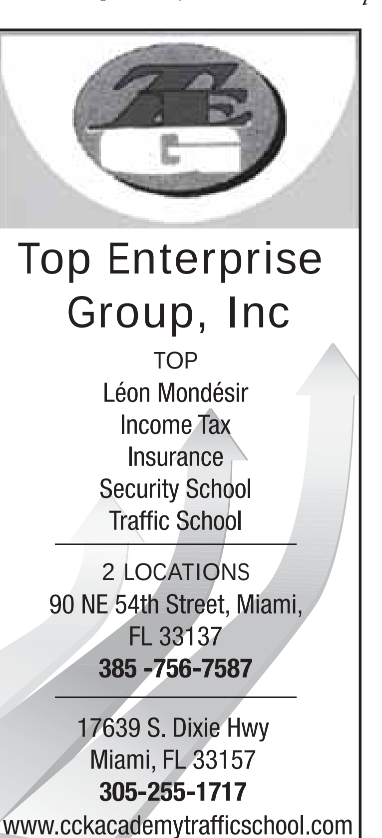
En date du 30 décembre 2010 a paru dans AlterPresse une Pétition d'intellectuels haïtiens dénonçant avec raison et à juste titre les outrageantes extravagances anti-démocratiques du gouvernement Préval/Bellerive. Ces «*citoyens haïtiens, écrivains, créateurs, chercheurs, [dénoncent] avec la plus grande fermeté les atteintes au droit, et autres actes répréhensibles favorisés ou encouragés par le pouvoir actuel pour imposer un choix politique que la population massivement rejette Une partie des représentants de la "communauté internationale", en particulier l'OEA, dans le mépris de ces voix haïtiennes, s'est embarquée sans discernement avec le pouvoir et ses alliés dont un Conseil électoral décrié, dans le scandale électoral du 28 novembre 2010. Ils sont tous responsables de ce naufrage annoncé.* »

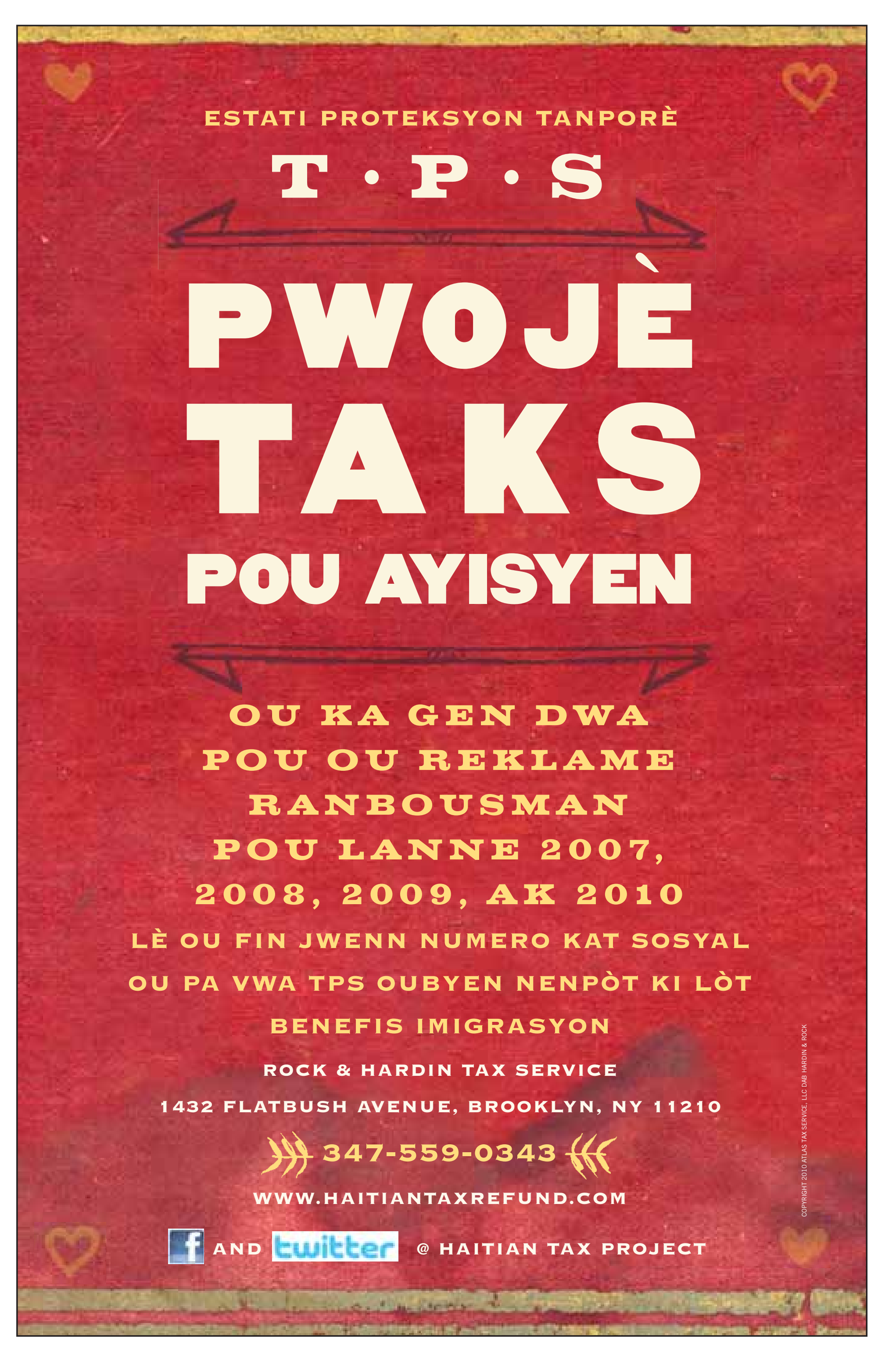
En fin de texte, les intellectuels pétitionnants souhaitent que «*Les responsables du gouvernement avec leurs alliés doivent se ressaisir et prendre de bonne foi le chemin du dialogue* ». Soit. On est bien d'accord avec les signataires et on souscrit volontiers à leur requête ressaisissante. Mais il y a pourtant un problème bien saisissable qui devrait porter nos intellectuels à se ressaisir, eux aussi. Ils savent trop bien que cette "*communauté internationale*" comprend surtout la France et le Canada à l'unisson de Washington, tous trois agents de déstabilisation en 2003-2004. Ils savent aussi que l'OEA et le CEP (les «alliés») ne sont que des exécutants des hautes ou basses œuvres du caïman étoilé. Alors, pourquoi ne pas dénoncer les vrais auteurs de ce dévergondage électoral. Pourquoi ne pas les interpeller nommément ? Les ambassadeurs *meriken* et français seraient-ils étrangers à tout ce désordre ? Est-ce que parmi ces intellectuels il y en aurait qui peut-être a**uraient** peur de perdre leur visa ou d'autres avantages matériels, ergo peur de dénoncer? Quand verra-t-on des intellectuels vivant en Haïti laisser leur tour d'ivoire et d'écriture pour organiser des sit-in continus devant l'ambassade américaine, parce que *maleng lan se la li ye*. Les déstabilisateurs, les corrupteurs, les comploteurs, les conspirateurs, les soutireurs, c'est dans l'enceinte cinquante-étoilée qu'ils se terrent. Car s'ils avaient voulu déstabiliser Préval jusqu'à le kidnapper et l'expédier, disons, aux îles Marshall, pour prévenir cette gigantesque *malpwòpte* électorale, ils l'auraient déjà fait. Mais ils sont de connivence avec le mec. Ces intellectuels ne peuvent plus se satisfaire d'appartenir «aux sphères transcendantes de l'esprit». Ils doivent «prendre le béton».

Et, «*tandis que se joue le destin des* [Haïtiens] *dans une formidable convulsion historique*», il va falloir que les intellectuels acceptent certains sacrifices, se relaient quotidiennement devant l'antre de la bête, ralliant autour d'eux le plus de femmes et d'hommes conséquents, le plus d'organisations populaires non encore corrompues, le plus de jeunes avertis, mobilisent la presse et les organisations des droits humains, de façon à faire pression sur les décideurs multiétoilés et essayer d'obtenir gain de cause. L'OEA n'est qu'une oseille dans la soupe des intérêts de l'empire. Il faut dénoncer à plus haut niveau. Il faut que ces intellectuels arrêtent de *kite kò pou al kriye nan pye sèkèy*, autrement ils seront condamnés à pratiquer (jusqu'en mai 2011, possiblement) le *RR, restez raide*.

Il est clair que Préval n'a cure des «propositions» qui lui sont faites directement ou indirectement. Il est clair que *li santi l byen chita*. Dans ses deux dernières interventions il ne s'est même pas donné la peine d'en venir à l'essentiel de ce qui fait problème aujourd'hui. *Li menm bay entèvyou* au cours de laquelle *li woule jounalis yo byen woule*. Ces types en sont sortis avec de la farine jusque *nan pwèl je yo*. L'animal n'est intéressé à aucun dialogue. Satisfait d'être le paillasson de l'Oncle, tout ce qui l'intéresse c'est de coopter et de corrompre les petites cervelles vides prêtes à se faire des transfuges ou à être carrément des traîtres à leur parti d'origine, tel un Paul Denis ou un Yves Cristallin. Après leur avoir lancé un os à sucer, *yon bon zo mwèl*, Préval leur rappelle que la grand-mère de la Tulipe avait l'habitude de lui dire : *pa gen ankò*, *se* RR, restez raide.

Nous voilà déjà au lendemain des fêtes de fin d'année, des *ti joudlan*, des distributions d'étrennes, des filleuls et filleules qui sont allés saluer parrains et marraines. Et j'entends à la radio que ça a déjà commencé à chauffer en Haïti. Pourtant les commissions de l'OEA venues «sur demande» du président Préval et qui doivent «retabuler» les bulletins de vote - dont des milliers qui sont passés au prix de trois centimes - n'ont encore soufflé mot de leur retabulation. Peut-être qu'il n'y a rien à retabuler. Les mecs de l'OEA doivent n'en avoir cure de ces retabulades, mascarades, des prévalades, célestinades, manigatades et autres candidatades, d'ailleurs de très mauvais goût. Ils mangent copieusement à l'hôtel Kinam et sirotent chaque jour du bon Barbancourt aux fraises importées de Californie, quel est leur mêle, *ki mele yo* ? Au fait, ils doivent bien se demander, comment va finir cette tragicomédie sans queue ni tête. Attendons, attendez, et en attendant *se* RR, restez raide.





Deklarasyon Kolektif Aksyon pou Defann Anplwaye Viktim (KADAV)

Komite Ekzekitif **Kolektif Aksyon pou Defann Anplwaye Viktim (KADAV),** prete tout fòs tout Ginen yo ak tout Zansèt yo pou l kondane san mank **ZAK SASINAY** Malveyan, Kriminèl ak Asasen nan relijyon fondamantalis enperyalis dlo pote vini yo tankou potestan ak katolik ap fè sou frè n ak sè n yo nan depatamn Grandans sitou nan vil Jeremi depi plis pase yon mwa kote plis pase yon senkantèn Sèvitè Vodouyizan gentan mouri tèt nwè anba kout manchèt, kout baton, kout rach, kout pik, kout wòch ak kout katchapika. **KADAV** pwofite voye senpati bay tout frè n ak sè n **Sèvitè** yo ki viktim lòt Replik **Tè Tranble** yo rele **MERA KOLERA** a Mouche Leblan Minista Militè Nepalè Malè ki vin defann gwo enterè Mouche Leblan Enperyalis yo ak boujwa patripòch pa bò isit pote fè n kado a.

KADAV pap pèdi tan l pou l mete yon gout dlo Kolera nan kwen bouch li pou l denonse maladi Bèbè ki pran tout propriyetè boutik defansè dwa moun, abolotcho nan swa dizan sosyete sivil tankou sa yo bay pou Rony Desroches la ki la pou l lage peyi a nan plis katchouboumbe nan bay fo rezilta zeleksyon seleksyon, tout pastè pèpè legliz potestan tankou sa yo bay pou Edouard Paultre la ki te patisipe nan are konplotan kont mas popilè yo nan lokazyon Tè Tranble yo te rele GNB a, tout monsenyè ak pè atoufè nan legliz katolik, tout politisyen rat do kale ki te patisipe nan kreye kriz sou kriz pou ka fè pil asasen militè atoufè yo rele Minista a yo vin imilye Souverènte peyi a detan yo fè n kado **MERA KOLERA**, tout kolektif entèlektyèl makrèl ki pwograme tankou yon kasèt pou denonse « Chimè » ak « Rat pa Kaka » pou yo ka jwenn de twa sak sinistre ki fin fè vè ak vètè nan men anbasadè Mouche Leblan papa bon kè.

KADAV pap pèdi tan pou l fè sonje nan lane 1941 Mouche Leblan Enperyalis te mare sosis li ak legliz katolik ak legliz potestan pou yo te kraze Peristil, sasinen tout frè n ak sè n Sèvitè Vodouyizan ki pat dakò vale grenn anmè kou fyèl levanjil reziyasyon an yo te soti pou foure nan ti gòjèt yo a. Jis jounen jodi pesonn pa denonse Krim kont Limanite sa a. Nan lane 1986, menm Mouche Leblan Enperyalis sa a te mare sosis li ak legliz potestan mangouyan pou te òganize zak sasinay sou frè n Vodouyizan yon lòt fwa ankò. Jis jounen jodi, pesonn pa denonse Zak Kriminèl sa a.

Tout **Sèvitè Vodouyizan** an yo sonje byen nan lane 2003, menm Mouche Leblan Enperyalis sa a yo tankou peyi Lafrans, Etazini ak Kanada ki sèmante 77777 fwa 77 fwa fòk yo kraze eskanp figi peyi nou an Ayiti, te mare sosis yo ak politisyen mazenflen, entèlektyèl makrèl, legliz katolik ak legliz potestan, etidyan malveyan, sosyete sivil dekovil, sektè prive pirat pwazon rat pou te kreye kriz sou kriz pou te destabilize peyi nou Ayiti Toma paske Prezidan Titid te adopte yon lwa pou fè Vodou a vin yon relijyon tankou tout lòt yo.

Se ekzakteman destabilizsyon sa a ki fè jounen jodi a militè atoufè sanginè Minista pote boure vin kale kò yo fè postè pa bò sisit kote yo touye, vòlè, vyole, kraze brize, lè yo vle, jan yo vle, kote yo vle san kè sote. E se menm militè zakè Minista Nepalè malè sa a yo ki debake kagezon **MERA KOLERA** nan tout rivyè Mibalè e ki fin simaye nan tout rakwen jis byen lwen nan peyi n Ayiti. Nan mwa fevriye 2010 la menm Mouche Leblan Enperyalis sa a yo te monte tèt kèk tchoul yo tankou yon salopri ak zèl yo bay pou Jan Batis ki mete kostim «pastè » sou do l, pou yon ti monnen epi te al sasinen **Sèvitè Vodouyizan** nan komin **Site Solèy.** Menm zak sa a yo te rive tou nan katye **Fontamara** kote sa yo bay pou Potestan ana yo te akize Sèvitè Vodouyizan an yo kom kwa dire se yo ki fè **Tè Tranble** 12 janvye a depatcha yon pati nan peyi n Ayiti.

Menm jan lòt peyi yo gen tout dwa pou yo pran tout mezi sekirite yo konnen pou anpeche Teworis anjandre rantre nan peyi yo vin fè zak pou detwi lavi pèp yo, se tout dwa **KADAV** nan non Pèp Ayisyen an tou pou l mande Mouche Bann Ki Moun sispann voye Salopri, Malè, Anjandre, Pwazon Vyolan ak Atoufè yo rele Militè Nepalè yo ban nou paske yo pote **MERA KOLERA** ki menm jan ak Teworis anjandre detwi lavi pèp Ayisyen an. Pou **KADAV,** Militè Minista ak **MERA KOLERA,** se **Marasa** paske toulede detwi lavi. Anplis de sa, **KADAV** ap mande reskonsab Ministè Lajistis, Ministè Lakilti ak Ministè Kilt yo pou mennen gwo gwo ankèt prese prese pou ta rive konnen aklè si se pa menm **MINISTA** sa a, lòt anbasad loksidan an yo ak menm Mouche Leblan Enperyalis sa a yo, ONG Zenglendo yo, Mafya Entènasyonal yo ak lòt kalte Zenglendo ak Kostim ki se yon bann Ekspè nan Koudeta ak Destabilizasyon ki mare sosis yo ak menm legliz potestan mangouyan an yo pou òganize zak sasinay sou frè n ak sè n Sèvitè Vodouyizan yon lòt fwa ankò detan yo vle fè konprann se poud kolera yo fè ki simaye maladi enpòte medin Minista yo rele **MERA KOLERA** a. Men fwa sa a **KADAV** denonse tout zak sasinay sa a yo san l pa mete yon gout dlo kolera nan bouch li e mande pou lajistis rapouswiv tout potestan mangouyan k ap fè zak sasinay sou **Sèvitè** yo.

Pou fini, **KADAV** ap pwofite fè tout **Sèvitè Vodouyizan** an yo alawonnbadè sonje lè Zagoloray Loksidan an yo ak Mafya Entènasyonal la bezwen depatcha yon lòt peyi pakanpak si se pa ak Bonm, ou ak Zeleksyon / Seleksyon / Esklizyon, se ak **SIDA** ou byen ak **MERA KOLERA** yo sèvi. Konsa, **KADAV** ap di tout Sèvitè pou yo pran tout dispozisyon ki nesesè, itilize tout mwayen yo konnen, tout sa yo ka jwenn pou yo sispann kite zòt vin plante Lakwa malè ak Lakwa lanmò ni nan Lakou yo, ni nan Bitasyon yo, ni nan Badji yo, ni nan Sobagri yo, ni nan Peristil yo, ni nan Houfò yo ni nan Demanbre yo. Si Gwo Manman pare pou Zepina, se tou nòmal pou Zepina pare tou pou ret tann Gwo manman pou fè l jwenn ak zo grann li. Lakwa pou lakwa se pou l al devan kay zòt tou pou l ka wè si l dous. Paske se mèt kò ki siveye kò. Nou tande frè n ak sè n Sèvitè yo ?

KADAV ap di responsab Ministè Kilt yo si potestan rive ap lapide Sèvitè Vodouyizan yo jis yo rive touye yo tèt nwè konsa se yo menm menm ki responsab. Paske yo youn pa janm pran okenn dispozisyon lalwa pou mete yon fren sèk nan fèy lang pastè deloryòm ak pastè atoufè ki kite sa « bib » la di pou yo salanbe **Sèvitè Vodouyizan** pou fè Mouche Leblan Enperyalis plezi nèt al kole. Pastè raketè sa a yo, apre yo fin pase yon nwit nan tafya ak nan lòt plezi lachè, monte sou chè pou yo radote san gade dèyè si w konn dèyè ki gen dyare kolera san fren. Tankou yon plak ki kole, yo gen yon sèl diskou rans, yon grenn diskou tenten, yon grenn pawòl tafya ki se salanbe **Seremoni Bwa Kayiman**, salanbe tout mouvman ki te mennen peyi a nan **Lendepandans**, pale de yon pil koze rans tankou yon zafè « dyab rasyal » kòm si **Sèvitè Vodouyizan** n yo ta pi mal pase militè meriken k ap touye, vyole, fè zak kraze brize jan yo vle nan peyi Lirak ak peyi Afganistan. Sa n pa koprann se ak lentansyon menm pou yo monte tèt

Ale nan paj 16

Aktivite Politik

Pou komemore 207yèm anivèsè endepandans Ayiti Toma, Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ak Rezo Entènasyonal pou sipòte lit popilè a an Ayiti ap envite nou nan yon fowòm:

Endepandans ak okipasyon se lèt ak sitwon.

Nou pral debat ansanm:

- Poukisa Ayiti dwe repran souverènte li
- Echèk okipan yo ak souzòd yo
- Dwa Pèp la pou l chwazi dirijan l vle
- Dwa e Kapasite Pèp la pou l dirije Nasyon an.

Vin fè tande vwa nou an foul!

Dimanch 16 janvye 2011, 5 è p.m.
Nan lokal Haïti Liberté
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)
Nan Brooklyn

Antre Gratis!
Pou plis enfòmasyon rele (718) 421-0162 • (917) 251-6057
Osnon E-mail konbitla@yahoo.com

Premye Janvye 1804-Premye Janvye 2011: 207 lane…

Samdi Premye Janvye 2011 lan fè 207 lane depi zansèt nou yo tankou : Jean-Jacques Dessalines, Henry Christophe, Boisrond Tonnerre te pwoklame endepandans peyi Dayiti sou plas Dam Gonayiv lan, yo rele Site Endepandans. 207 lane depi Dessalines nan tèt lame endijèn lan te chase kolon fransè yo nan peyi Dayiti epi mete kanpe yon Repiblik. 2 lane pita an 1806 yo fè konplo ak yon konze yo te rele Alexandre Pétion, yo touye papa nasyon an, Dessalines. 21 lane aprè, an 1825, ansyen kolon te mete kouto anba gòj Jean Pierre Boyer pou fè l bay yon ranson ki se 150 milyon fran pou yo te rekonèt endenpandans lan. 61 lane aprè, an 1865, Etazini te aksepte rekonèt endepandans Dayiti. 28 Jiyè 1915, Etazini te debake nan peyi a ak lame li yo, pase endepandans peyi a anba pye l, pyetine souverènte nasyonal la, pandan 19 lane, jiskan 1934.

An 1994 sou pretèks y ap fè demokrasi pèpè yo a retounen nan peyi a, Etazini te debake yon lòt fwa ankò ak 20 mil sòlda, pase souverènte peyi Dayiti anba pye yo. Premye Jen 2006, anba chapo Nasyonzini (LONI) gran pwisans ameriken yo al Ewopeyèn yo te debake ak Lame aprè yo te fin kidnape yon prezidan pèp la te mete yon fason demokratik nan tèt peyi a. Depi lè sa a, okipan Loni yo anba chapo Minustah tabli yo nan peyi a, kote y ap vyole dwa moun, vyole enstitisyon yo nan peyi a, antre nan inivèsite arete epi touye etidyan, touye popilasyon an a maladi Kolera, apovri peyi a pi plis, tire gwo kout zam sou manifestasyon popilasyon an.

Nan entèval tout peryòd okipasyon sa yo, pwisans ewopeyen yo ak ameriken pa janm sispann sipòte diktatè, kouwè Duvalier yo ki te dire 29 lane. Sitiyasyon okipasyon ak diktati sa yo te toujou bloke devlopman, demokrasi, emansipasyon peyi Dayiti. Se sa ki fè Ayiti se peyi ki pi pòv nan kontinan Ameriken an touprè peyi ki pi rich la, ki se Etazini. Yo toujou di : « Ayiti se yon wont pou Lamerik la. »

Ayiti peyi ki pi pòv nan Lamerik la te konnen 3 gwo evènman katastwofik diran lane 2010 la : Tranblemanntè 12 Janvye a, ki te bay gwo pwisans enperyalis yo okazyon pou te vin okipe peyi a, sou pretèks se ede yo vini ede. Tranblemanntè sa a touye 300 mil moun, lage yon milyon 500 mil lòt Ayisyen nan lari jouk jounen jodi a, pandan anviwon 14 mil sòlda Loni ap pase anba pye yo bout tè papa Dessalines nan. Sòlda Loni sa a pote yon lòt fado pou pèp ayisyen an, ki se maladi Kolera, ki deja touye plis pase 3 mil Ayisyen e voye plis pase 200 mil lòt al kouche sou kabann lopital, ak maladi Kolera sa a sòlda Loni yo vin mete abse sou klou nan peyi Dayiti. Yon siklòn Toma te frape peyi Dayiti nan mwa Oktòb pase a, ki te pote ale plizyè dizèn Ayisyen.

Anplis katastwòf natirèl yo, epidemi Kolera-Minustah-Loni (Loni), gwo pisans enperyalis ameriken ak ewopeyen yo, òganizasyon entènasyonal yo : ONU, OEA, Union-Ewopeyèn, ak restavèk yo nan peyi a, gouvènman Preval/Bellerive, manm KEP Gaillot Dorsinvil la ak yon bon pati nan klas politik la ak sosyete sivil la mete peyi a nan yon kriz elektoral ak maskarad yo te òganize 28 Novanm 2010. Jouk jounen jodi a rezilta a kwoke nan men yo, sa vin fè gwo peyi enperyalis yo foure men yo pifon toujou nan zafè politik peyi a. Se nan kontèks sa a Ayiti ta dwe selebre 207 lane endepandans li, men pèp ayisyen an pa t santi l alèz pou l te selebre gwo jou sa a. Nan Pòtoprens, sou apèl Tèt kole òganizasyon popilè yo, plizyè santèn moun te pran lari a ak pankat nan men yo samdi premye Janvye 2011 pou te egzije : 1) Depa fòs okipasyon Loni yo, nan Minustah. 2) Anilasyon maskarad seleksyon 28 Novanm lan. 3) Revokasyon ak arestasyon tout manm KEP la ak direktè jeneral la. 4) Depa René Preval nan tèt peyi a, ki genyen manda l k ap fini 7 fevriye 2011. 5) Aplikasyon atik 149

Ale nan paj 16

RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti
• Nouvèl •
• Analiz •
• Kòmantè •
• Deba •
Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Haiti à la croisée des chemins !

Par Jacques Elie Leblanc

Au terme de l'année deux mille dix, le pays en général et le mouvement démocratique et progressiste en particulier confrontent une crise appelée sans doute à leur rendre service car elle guidera leurs efforts vers un meilleur développement.

Loin de regarder avec confiance l'année nouvelle qui s'annonce, n'osant plus croire en l'appui des pouvoirs publics, le mouvement progressiste réalise que l'aide escomptée lui fait défaut, que la terre tremble encore sous ses pas. Comme la plupart des peuples de ce monde, nous n'avons pas échappé à la fatalité des lois de l'évolution. Nous avons été frappés beaucoup plus durement que les autres. Notre parcours a été douloureux, parsemé de tribulations, d'humiliations et de souffrances. Haiti est atteinte d'un profond déséquilibre moral.

C'est pour pallier à cet état honteux que, pendant plus de vingt huit ans de notre existence, nous avons apporté notre humble contribution à la cause de notre pays. Nous avons parlé de notre pays et présenté, avec toute la sincérité et toute la dignité possible, nos multiples problèmes et nos pressants besoins. Tel a été et continue d'être notre idéal, tout en admettant le fait qu'il existe autant d'idéaux qu'ils existent d'être humains. « Mais il est un ensemble d'aspirations communes à tous les membres d'une société d'hommes formant une sorte de noyau central vers lequel convergent toutes les activités, un ensemble de sentiments collectifs, au-dessus des sentiments individuels, sur la légitimité et la supériorité desquelles tous sont d'accord, jeunes et vieux, riches et pauvres, gouvernants et gouvernés. C'est l'idéal national dont aucun peuple ne saurait se passer, car tout groupement humain, dès l'instant qu'il se constitue en nation, adopte un idéal autour duquel tous ses membres se rassemblent et l'aptitude de ce groupement à l'évolution de se mesurer à la grandeur ou à la médiocrité de son idéal »

Depuis deux mille quatre (2004), des puissances mondiales s'acharnent contre un petit pays, situé dans la mer des Caraïbes. Elles ne sont pas à leur coup d'essai. Elles l'ont essayé contre notre peuple frère de Cuba et continuent de le faire jusqu' à ce jour. Contre Haiti, une bataille est engagée par ces géants. On pensait qu'ils parviendraient à mettre le peuple haïtien à genoux en quelques mois. L'élan vers la démocratie, vers la liberté et la volonté indéfectible d'aller de l'avant, ont été plus forts que les dollars et les engins de mort.

Mais la volonté et l'élan du peuple haïtien n'ont été brisés ni par la caste des oppresseurs nationaux, ni par les seigneurs d'outre-mer, lesquels regardent placidement, dédaigneusement les hommes périr de misère, ne lésinant ni sur l'argent ni sur les armes quand il s'agit d'enchaîner un peuple pour en faire leur serviteur et leur esclave. Le peuple haïtien lutte. Il va de l'avant. Il l'emporte.

Le mal qui ronge les fibres les plus intimes de notre société est d'abord individuel. Pour les masses: ces conditions d'existence humiliantes, l'âpreté de la lutte quotidienne pour un lendemain incertain ; et pour les élites: l'amour des joies factices, l'appétit des jouissances grossières et faciles, le besoin déréglé de confort et de luxe acquis n'importe comment, même au prix de l'honneur et de la dignité, sont les causes de cette maladie de langueur qui menace d'emporter le peuple haïtien.



Le peuple haïtien lutte. Il va de l'avant pour libérer son pays de l'impérialisme américain et français

Voilà le défi que nous confrontons: ramener ce peuple à la vie. La décadence frappe à notre porte. Il nous appartient de travailler au sauvetage de la nation haïtienne. Nous devons réorganiser Haiti, loin de préjugés et de la perverse et inacceptable immixtion de l'étranger dans nos affaires internes. Il faut qu'un jour vienne où les démocrates, les progressistes, les révolutionnaires fassent bloc. Accepter de se sacrifier pour la paix intérieure, qui passe obligatoirement par le respect des décisions souveraines du peuple, une paix basée sur l'adhésion de tous et qui ne peut reposer que sur la liberté, sur la vérité et sur la justice sociale. Aucune organisation, aucun parti politique, aucune classe sociale ne peut le faire seule. L'heure des compromis est arrivée. Face aux forces obscures qui allument les bûchers de la division, nous nous dressons pour proclamer: Que nous ne resterons pas immobiles. Comme le monde, nous avons décidé d'aller de l'avant. Nous voulons escalader les marches qui mènent à la liberté et cela à travers maintes peines et souffrances. C'est la loi suprême de la vie, la loi de l'univers et de l'histoire qui coule, « comme un fleuve dans la voie de ses destinées »

Se trompent misérablement ceux qui croient que la lignée des Jean-Jacques Dessalines, des Charlemagne Péralte, des Christian Beaulieu, des Jacques Roumain, des Anthony Lespès, des Jacques Stéphen Alexis, des Paul Laraque, pour ne citer que ceux- là, est épuisée. Leur fierté fait encore frissonner nos coeurs, nos cerveaux et nos consciences. C'est bien cet orgueil farouche qui nous porte à lutter.

Les partis politiques les organes de presse et particulièrement les mouvements populaires et sociaux, ont le droit et même le devoir, comme dans tous les pays démocratiques, de parler à la nation quand ils le jugent nécessaire. Le jour est arrivé. C'est dans l'agitation que doit se faire le triage des idées et des hommes qui représentent ces idées. C'est la vie politique du pays. Il ne convient pas de dénaturer le sens des mots pour porter la nation à avoir peur d'elle même.

L'agitation populaire en régime démocratique, c'est la nation en marche, c'est la nation vivante, c'est la nation consciente!

L'ordre depuis 1804, c'est la collusion, c'est la trahison, le crime, le vol, c'est l'occupation de 1915, c'est le coup d'état kidnapping de 2004, c'est la force brutale. Nous n'avons jamais eu de répit.

La normale, c'est le peuple en perpétuelle alerte, organisé, UNI et FORT pour sa défense. Ainsi se protégera la structure d'une société où les droits essentiels garantis, les privilèges centenaires abolis, les occupations injustifiées répudiées, s'esquissera enfin en sa sérénité victorieuse, le nouveau visage de la patrie.

C'est le voeu, peuple fier d' Haiti et amis lecteurs, que nous formulons pour vous et la tâche à laquelle nous nous attelons avec persistance et courage durant l'année nouvelle. Et si ce voeu sain et patriotique n'arrive pas à se concrétiser, nous ferons peut être, ce qu'avait énoncé Anthony Lespès, l'un parmi les meilleurs de nos penseurs socialistes dans son recueil de poème «Les clefs de la lumière»: « *si le jour ébloui a baissé les paupières, que peut-on faire alors, si-non combler la nuit* ?»

Immaculeé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
• Jus citron • Bonbon amidon
• Bouchées • Cornets
• Pain patate (sur commande)
• Bouillon (chaque samedi)
• Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Haïti : comment reprendre le contrôle d'un scrutin



Mme Clinton a profité de l'occasion pour se réunir avec ses collègues d'Ottawa Lawrence Cannon et du Mexique Patricia Espinosa pour mettre au point une stratégie d'intervention

Par Oscar FORTIN

L'hypocrisie qui se transforme en vertu

Les résultats au premier tour du scrutin pour les présidentielles en Haïti n'ont pas été à la satisfaction d'un certain nombre de pays dont les États-Unis. Quant aux candidats perdants et à leurs partisans, il était prévisible qu'ils ne soient pas très heureux d'être mis à l'écart du second tour. Personne n'aime perdre. Les manifestations qui ont suivi, sans doute provoquées par l'insatisfaction interne et possiblement encouragées par certains intérêts internationaux, ont bien servi la volonté des États-Unis de reprendre le contrôle de ces élections pour les ajuster à ses attentes. Il ne faut pas oublier qu'il y a toujours un 11 milliards de dollars qui attendent pour venir en aide au peuple Haïtien et que l'action des pays émergents de l'Amérique latine peut faire basculer Haïti dans leur camp.

Le scénario utilisé est de toute beauté. D'abord, il faut prendre en compte que le Brésil et plusieurs pays de l'Amérique du Sud ainsi que l'ONU avaient plutôt favorisé le respect de ces résultats que les observateurs internationaux avaient validés. Les manifestations locales, dans bien des cas amplifiées et mises en évidence dans la presse internationale ont donné prétexte au Canada pour retirer son ambassadeur. Mme Clinton a profité de l'occasion pour se réunir avec ses collègues d'Ottawa et du Mexique pour mettre au point une stratégie d'intervention et faire savoir au peuple et au gouvernement d'Haïti qu'il leur appartenait de prendre leurs responsabilités, que la « communauté internationale » ne pouvant tout faire. Rien en tout cela qui puisse avoir une quelconque parenté avec l'interventionnisme.

La table est donc mise pour qu'entre en action l'Organisation des États américains (OEA), organisme multilatéral régional des plus objectifs et hors de tout soupçon d'influences indues (comme il nous l'a démontré dans le traitement du coup d'état militaire au Honduras en 2009), pour qu'il demande au gouvernement et au Conseil électoral national haïtiens de retarder la publication des résultats du recomptage effectué par ces derniers. Il faut croire que ce recomptage ne changeait pas la « donne » des premiers résultats et était, par le fait même, suspect. Selon toute vraisemblance, le gouvernement Haïtien aurait alors demandé à l'OEA de procéder elle-même à un nouveau recomptage.

À cette fin, trois pays ont été choisis pour procéder à ce recomptage. Par pur hasard et n'allez pas y voir quelque influence que ce soit, il s'agit des États-Unis, du Canada et d'un pays non membre de l'OEA, la France. Aucun pays de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a été retenu, pourtant largement majoritaire en nombre dans l'OEA. Il faut croire que le destin arrange bien les choses et que de toute manière ces derniers n'auraient fait que d'ajouter aux problèmes déjà existants. Tout le monde conviendra qu'il est plus facile de s'entendre entre gens de la «même école de pensée».

Alors nous voilà donc dans la situation où les bulletins de vote sont remis entre les mains de ceux qui ne trouvaient pas leur compte dans les premiers résultats. Je vous assure que les résultats qui vont suivre seront, cette fois, les bons et surtout, ils seront conformes aux attentes de la « communauté internationale », comme ils ont l'habitude de s'appeler. La presse sur laquelle ils ont bon contrôle aura vite fait de valider leurs conclusions et de mettre en évidence l'apport inestimable de l'OEA à la démocratie en Haïti. Le peuple Haïtien ne pourra que se réjouir, à moins qu'il ne sache où se trouve vraiment son intérêt, que de tels résultats soient le reflet de la volonté de ses voisins du nord.

Québec, le 30 décembre 2010

EXIT
3 TRUCK



Exit 3 Rte 495
Middleboro Mass
(Boston Area)
Truck Sales
Towing / Transport
Drive Away
Mr Al
(1-508) 397-0019
(1-508) 947-3467

Le choléra a fait 3333 morts en 2010

L'épidémie de choléra en Haïti a fait 3333 morts depuis son apparition à la mi-octobre, selon un nouveau bilan du ministère de la Santé haïtien consulté jeudi par l'AFP et arrêté au 26 décembre.

Augmenter police Diminuer police

Un précédent bilan, publié plus tôt jeudi et arrêté lui au 20 décembre, faisait état de 2901 morts dues au choléra. Le nouveau bilan ne précise pas cependant si les 432 nouveaux décès comptabilisés sont intervenus depuis le 20 décembre ou sur une plus longue période.

Le nouveau bilan indique également que 148 787 cas ont été recensés dans le pays. Le département de l'Artibonite (nord), où s'est déclarée l'épidémie, reste le plus touché, avec 828 morts, tandis que la capitale Port-au-Prince, où vivent dans des conditions très précaires de nombreux sinistrés du séisme du 12 janvier, déplore 281 morts.

Selon le ministère de la Santé de la République dominicaine voisine, le nombre de malades du choléra est passé à 139 dans le pays, mais aucun décès dû à la maladie n'y a été enregistré.

L'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), basée à Rome, a indiqué mercredi qu'une partie « non négligeable » de la récolte de riz en Haïti risquait d'être perdue en raison « des appréhensions des paysans quant à une possible contamination par le choléra ».

L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), branche de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avait indiqué fin novembre qu'il pourrait y avoir jusqu'à 400 000 cas de choléra au cours des douze prochains mois, dont la moitié au cours des seuls trois prochains mois.

Le bilan du ministère de la Santé haïtien est diffusé alors que les Haïtiens attendent la publication des résultats définitifs du premier tour des élections présidentielle et législative du 28 novembre, qui avaient été marquées par des incidents et des accusations de fraudes.

Agence France-Presse. Port-au-Prince, 30 décembre 2010



Une victime du choléra





L'épidémie de choléra en Haïti a fait 3333 morts depuis son apparition à la mi-octobre

Les défaillances du système d'aide internationale dans le contrôle de l'épidémie de choléra en Haïti

Par le Dr Unni Karunakara.

Rien ne laisserait penser quíHaïti puisse servir de toile de fond au plus récent revers du système díaide humanitaire. De superficie restreinte et facilement accessible, le pays bénéficie néanmoins depuis le séisme du mois de janvier d'un des déploiements d'aide humanitaire internationale les plus importants et les mieux financés au monde. On estime à 12 000 le nombre díorganisations non gouvernementales présentes sur le terrain. Alors, comment expliquer quíau moins 2 500 personnes soient décédées des suites du choléra, une maladie aussi facile à prévenir et à guérir?

Je suis arrivé à Port-au-Prince, la capitale haïtienne, à la fin du mois de novembre, et j'y ai trouvé mes collègues de Médecins Sans Frontières (MSF) submergés, après avoir traité déjà plus de 30 000 cas de choléra. Aidés de médecins cubains, nous faisions de notre mieux pour soigner chaque jour des centaines de patients, mais rares étaient les autres organismes à avoir mis en place des mesures de contrôle de liépidémie, telles que des distributions d'eau chlorée et la gestion des déchets. À cause du manque de mesures prises pour améliorer l'assainissement, le choléra síest propagé díun bout à liautre du pays avec une rapidité vertigineuse, et ce, en liespace de dix mois après la survenue du séisme.

Dix jours après l'éclosion de la maladie à Port-au-Prince, nos équipes découvraient que les habitants du bidonville de Cité Soleil étaient privés d'eau potable chlorée, alors que des fonds destinés à garantir liaccès à líeau potable avaient été octroyés aux organismes de secours par le secteur onusien chargé de l'eau et de l'assainissement. Nous avons commencé à chlorer líeau nous-mêmes. Cependant, seul un site de traitement des déchets est en service à Port-au-Prince pour une population de 3,5 millions díhabitants.

D'un côté, les Haïtiens étaient inondés de messages textes leur recommandant de se laver les mains avant de manger, tandis que de l'autre, ils níavaient pas díautre choix que de laver leurs enfants dans les eaux usées, dans une large mesure non traitées. Selon les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies, 12 pour cent seulement des 9,8 millions díhabitants que compte Haïti avaient accès à de l'eau du robinet traitée avant le séisme.

Les centaines díépidémies de choléra qui ont sévi aux quatre coins du monde dans le passé ont conduit à liélaboration díune stratégie de contrôle des épidémies. Pourtant, la population haïtienne fait face à de graves défaillances dans liapplication des mesures de contrôle, pourtant bien rodées, si bien que l'épidémie siétend à présent à tout le pays et a fait plus de 120 000 malades et au moins 2 500 morts.

Malgré cette flambée massive de choléra, on ignore encore les résultats des enquêtes menées pour déterminer liorigine de liépidémie, même si cette information est capitale pour prédire le comportement de l'épidémie. Plusieurs hypothèses allant de la contamination de la rivière Artibonite par les Casques bleus de l'ONU au changement climatique, en passant par de la sorcellerie vaudou, sont envisagées pour expliquer liorigine de liépidémie. En l'absence de transparence, la peur et la suspicion ont engendré la violence. La population redouble d'inquiétude face aux prédictions catastrophiques de propagation de liépidémie annoncées par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), un organisme connexe de l'Organisation mondiale de la Santé.



Le Dr Unni Karunakara est le président international de Médecins Sans Frontières

À aucun moment le profil épidémique réalisé par l'OPS nía abouti à un déploiement efficace de l'aide humanitaire, au contraire. Tandis quíune aide substantielle est concentrée à Port-au-Prince, les zones rurales, où le choléra fait des ravages et qui disposent díun personnel soignant peu expérimenté, ne reçoivent quíun soutien dérisoire. Les équipes MSF ont découvert des dispensaires connaissant une pénurie de fournitures médicales vitales, comme des solutions de réhydratation orale, ou encore des cliniques tout simplement fermées.

Cíest dans ce climat particulier que de nombreux organismes non gouvernementaux ont lancé des appels de fonds, alors même que leurs coffres étaient encore pleins depuis la survenue du séisme. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH) a affirmé à plusieurs reprises que liinsuffisance de mobilisation de fonds sur l'appel de 174 millions de dollars pour le choléra, principalement destiné à des organismes privés, fait obstacle à la réponse, alors même quíHaïti fait liobjet díun appel de fonds record lancé par líONU pour lianné 2010. Avec près d'un million d'Haïtiens sans abri en plein cúur díune importante crise de santé publique, liargumentaire selon lequel les fonds existants demeurent bloqués pour la réalisation de programmes à long terme perd toute crédibilité.

La réponse inadéquate apportée à la lutte contre le choléra en Haïti, qui survient dans la foulée díune action humanitaire lente et très politisée au Pakistan, alors en proie à des inondations, dresse un réquisitoire accablant contre le système international de l'aide humanitaire dont les rouages ont été minutieusement huilés au cours des 15 dernières années.

Dans les années 1990, l'ONU a mis en place un dispositif institutionnel important chargé de fournir une aide humanitaire. Pour ce faire, il a créé en 1992 le Département des affaires humanitaires, rebaptisé Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU par la suite, tout cela en donnant l'illusion de créer un système d'aide centralisée ou efficace. En 2005, à la suite du tsunami en Asie, le département a subi un autre remaniement avec la création du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), un mécanisme de financement d'urgence rapide, et liinstauration du système à responsabilité sectorielle pour améliorer les efforts d'aide humanitaire.

Aujourd'hui, le paysage de l'aide humanitaire est divisé en secteurs consacrés à des domaines différents comme celui de la santé, du logement, de l'eau et de l'assainissement, qui, sous une même bannière, tentent díune manière peu réaliste díapporter de liaide aux organisations humanitaires, sans considération de leur taille ou de leurs moyens.Depuis le séisme, le secteur onusien de la santé regroupe à lui seul 420 organisations en Haïti.

Loin de fournir le soutien technique qui profiterait à de nombreuses ONG, ces secteurs semblent uniquement capables de relayer des informations de base et díadopter quelques mesures concrètes au cúur díune situation díurgence évoluant rapidement. Le dysfonctionnement du système actuel miest apparu díautant plus saisissant lors díune réunion du secteur de la santé conduite par le président haïtien René Préval en personne qui avait pour objectif de donner une dernière impulsion à la réponse contre liépidémie.

La coordination des organisations d'aide níest pas sans servir les intérêts des bailleurs de fonds gouvernementaux qui cherchent à exercer leur influence politique ou à soigner leur image dans le but de s'attirer les faveurs de leurs sympathisants. En Haïti, cependant, le système donne une légitimité aux ONG qui disent posséder les compétences en matière de santé, d'assainissement ou autres pour une zone spécifique, mais qui ensuite, par manque de moyens ou de savoir-faire, sont incapables de mener à bien le travail nécessaire, et par conséquent de satisfaire les besoins de la population.

Alors que la coordination est clé, elle ne devrait pas être une fin en soi. Pour que les besoins soient couverts, elle doit síadapter à la réalité et se tourner vers liaction.

En Haïti, l'épidémie de choléra continuera de faire des victimes. Toutefois on ne peut récuser que la communauté humanitaire dans son ensemble n'ait pas réussi à éviter des décès inutiles, dans une population déjà si tragiquement touchée par des catastrophes à répétition.



91.5 FM, WNYE
Mardi soir 8 – 10 pm
EDUCATION, SANTÉ, DROIT, CULTURE, NOUVELLES, DÉBATS.
UNE ÉMISSION DE LA SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE RECHERCHES, DE DOCUMENTATION ET DE PROGRÈS SOCIAL)
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
Tél : (718) 693-8229
Fax : (718) 693-8269

As U.S. Openly Takes Control of Haitian Elections and Reconstruction: CEP Postpones January Run-Off

By Isabeau Doucet and Kim Ives

This week, Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) announced that the second round of dramatically flawed Nov. 28 presidential and parliamentary elections will not be held until at least February, and, given how things are degenerating in the country, it may be even later.

"*It will be materially impossible to hold the run-off on Jan. 16, 2011,*" said the CEP's Director General Pierre-Louis Opont on Jan. 4. He added that "*from the date of the publication of the final results of the first round, we will need at least one month to hold the run-off.*" The CEP was to have published the final results on Dec. 20.

But now, when those final results will be published is anyone's guess, including the CEP's, because Haiti's electoral process effectively has been taken over by the Organization of American States (OAS), which Cuba refers to a "*Washington's Ministry of Colonial Affairs.*"

On Dec. 30, a mission of ten *"OAS technical experts"* arrived in Haiti and is cloistered reviewing the elections' ballots and tally sheets. "*The mission can only be successful if it is allowed to have access to all information to make its own independent assessments,*" said OAS Assistant Secretary General Albert Ramdin.

Now, the OAS findings, which are expected possibly next week, will constitute the election's results. In essence, the OAS has usurped the CEP's role as "*final arbiter*" outlined by Haiti's Constitution and Electoral Law.

But the OAS mission's real purpose is not to sort out technical glitches but to resolve the political stalemate between the presumed top three presidential rivals - former senator and first lady Mirlande Manigat, official Unity party candidate Jude Célestin and pro-coup popular *konpa* musician Michel Martelly – and find a way to have the Haitian people swallow a vote



IHRC co-chair Bill Clinton (left) and Executive Director Gabriel Verret both sit on the Executive Committee denounced by the IHRC's Haitian board members

which is patently fraudulent and flawed, whoever supposedly wins.

"*The Organization of American States and UN should not be trying to legitimize a fundamentally illegitimate election,*" said economist Mark Weisbrot, the co-director of the Washington-based Center for Economic and Policy Research (CEPR). "*If the OAS certifies this election, this would be a political decision.*" The CEPR has independently recounted and reviewed the CEP's 11,171 tally sheets and found massive irregularities, errors and fraudulent vote totals.

The election was illegitimate not only due to Haitians' widespread disenfranchisement on Nov. 28 but because, a year earlier, exiled former President Jean-Bertrand Aristide's political party, the Lavalas Family (FL) – Haiti's largest – was excluded from running. The result was that only 23% of Haiti's 4.7 eligible voters, according to the CEP's own figures, went to the polls, a phenomenally low turn-out from a people denied the right to choose their head of state for three decades under the dictatorial Duvalier dynasty (1957-1986). Some would-be voters reported walking past cholera victims' bodies on the street in search of a polling station with their name on the voters' list, only to find the name of their neighbor who died in the Jan. 12 earthquake. People called it "*eleksyon zombi*" because the dead were being used to do the bidding of their enemies.

The take-over of Haiti's sovereign elections is being denounced not just by Haitians, but by OAS officials themselves. "*We are deciding for them,*" said Brazilian diplomat Ricardo Seitenfus, who was the OAS Ambassador to Haiti, in a BBC interview. "*Now we are getting involved in the electoral process. Let Haitian institutions solve their own problems.*"

A week earlier, Seitenfus was dismissed from his post after telling a Swiss paper that "*we want to turn Haiti into a capitalist country, an export platform for the U.S. market, it's absurd.*" He also criticized the United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), as the occupation force is called: "*When the level of unemployment is 80%, it is unbearable to deploy a stabilization mission. There is nothing to stabilize and everything to build.*" UN officials have repeatedly rejected Préval's pleas to turn MINUSTAH's "*tanks into bulldozers,*" even after the earthquake.

"*Instead of taking stock, we sent more soldiers,*" Seitenfus said. "*We must build roads, erect dams, participate in the organization of the State, the judicial system. The UN says it has no mandate for that. Its mandate in Haiti is to keep the peace of the cemetery.*"

Meanwhile, twelve Haitian board members of the Interim Haiti Reconstruction Commission (IHRC) – a 26 member body already dominated by foreign banks and foreign governments that decides where to spend the billions slowly being donated to Haiti's reconstruction – presented a letter of protest to IHRC co-chairman Bill Clinton at the commission's latest meeting on Dec. 14 in Santo Domingo, Dominican Republic.

The Haitians complained of being "*completely disconnected from the activities of the IHRC,*" given no background information on the projects they are supposed to fund, given "*time neither to read, nor analyze, nor understand – and much less respond intelligently – to projects submitted*" the day before they're voted on. There is no follow up on previously approved millions, they "*don't even know the names of the consultants who work for the IHRC nor their respective tasks.*"

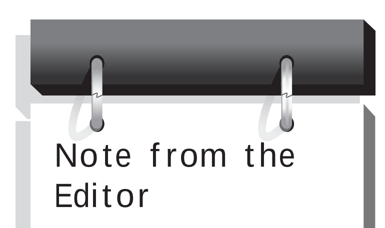
They concluded that "*in reality, Haitians members of the board have one role: to endorse the decisions made by the Executive Director and Executive Committee.*"

The IHRC's Executive Director they denounced was Gabriel Verret, a long-time U.S. State Department employee at USAID as well as a U.S. informant inside President René Préval's inner circle. ""*Préval appears not to trust his advisers or ministers to make key decisions, or even to implement key decisions,*" former U.S. Ambassador Janet Sanderson wrote in a Mar. 7, 2007 an Embassy cable made public last month by WikiLeaks. "*The most recent account of the council of ministers meetings provided by Gabriel Verret to the Ambassador describes Préval going through the action items of each ministry and demanding status reports.*"

Verret, who according to Sanderson was "*both a trusted confidante and influential policy advisor*" to Préval, is the third fiddle on the IHRC Executive Committee with Clinton and the other IHRC co-chair, Prime Minister Jean-Max Bellerive.

So the tiny-fig leaf barely hiding Washington's heavy hand on Haiti's rudder has fallen away in the last month as both the foreign-controlled reconstruction and election have foundered.

As the Jan. 12 anniversary of the earthquake arrives next week, Haitians everywhere are calling louder than ever for an end to foreign meddling. "*Since 2004 [when the U.S., France, and Canada backed the coup ousting him, occupied Haiti, then turned over the mission to the UN], the new colonists have painted the face of us who are Haitian with the mud of humiliation,*" wrote Aristide in his traditional year-end long letter-poem to the Haitian people on Dec. 21. "*Up until now, the minority which excluded the majority cannot admit that it made a big mistake by accepting to saw off the branch that it was sitting on.*"



Note from the Editor

Due to limited space, the third and last installment of André Juste's "Saving Grace: Celebrating the Status Quo Ante" will be published next week.





Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

DÉCÈS

Nous annonçons avec peine la triste nouvelle de la mort de Monsieur Lhérisson Charles, survenue en Floride des suites d'une longue maladie chrétiennement supportée.

En cette pénible circonstance, nous présentons nos condoléances à son épouse Veuve Olga Pratt, ses enfants Raymond, Arnold, Alix Charles et leurs enfants, Eddy Lucien, Julio Joseph, leurs enfants et leurs familles, Mademoiselle Dany Charles, Carolle et Carline Timolien leurs enfants et leurs familles, sa soeur unique Madame Ginette Désert, née Charles. Ses petits enfants Georgina, Michaelle et Nathalia Joseph,

Sa tante Mme Christianne Brice,ses neveux et nièces, Veuve Kettelie Frédérique et ses enfants, Ulrick et Alix Désert et enfants, Lionel Paillant, ses enfants et famille, Mireille Paillant Duroseau et enfants, Adeline Paillant et famille.

Ses cousins et cousines Rosadelle Cédat, Simone Brice, M. et Mme Arnold Galette et leurs enfants, Marie Antoinette Gallette et famille, M. et Mme Charles Désgrottes, née Bernadette Gallette et famille, aux familles Charles, Pratt, Désert, Drice, Cédat, Paillant, Frédérique, Duroseau, Laforêt, Kébreau, Bertrand, Lemoine, Bien Aimé, Avril, Pongnon, Florestal ainsi qu'à tous les autres parents et alliés si cruellement affectés, HAITI LIBERTE présente ses condoléances émues.

L'exposition de la dépouille de Lhérisson Charles aura lieu le Vendredi 7 Janvier en cours à l'Eglise Paroissiale Sainte Rose de Lima, située au 415 Nord East, Miami Shore de 7 heures à 9 heures PM et les funérailles seront chantées en la même Eglise Samedi Matin à partir de 11 Heures.

Paix à son âme!

ENTRETIEN AVEC RAFAEL CORR

« J'AI DEMANDÉ UNE ARM

Par Ignacio Ramonet*

Le 30 septembre 2010, le principal régiment de police de Quito, s'est soulevé contre le président Rafael Correa, qui mène d'audacieuses réformes progressistes en Equateur. La tentative de coup d'Etat a fait 8 morts et 275 blessés, mais a échoué. Quelles leçons politiques a tiré le président de cette tentative de renversement ? Pour en parler et nous donner également son point de vue sur la révolution citoyenne, l'évolution de l'Amérique latine et divers fronts de politique internationale, Rafael Correa nous reçoit dans le salon protocolaire du Palais Carondelet à Quito.

Ignacio Ramonet : Vous avez qualifié la tentative d'assassinat du 30 septembre de 'coup d'Etat'. Certains commentateurs estiment que ce n'en était pas un. Pourquoi considérez-vous qu'il s'agissait d'un 'coup d'Etat' et non une simple mutinerie policière ?

Rafael Correa : Cher Ignacio, il se trouve que non seulement moi, mais les pays d'Amérique latine eux-mêmes ont condamné, durant le dernier sommet à Mar del Plata (3 et 4 décembre 2010), le "coup d'Etat du 30 septembre en Equateur", car c'est une évidence. Seul un aveugle peut le nier. C'est mis en doute par une presse corrompue qui ne cherche pas la vérité, qui veut seulement nuire au gouvernement. Si on dit 'blanc', elle dit 'noir', dans le seul but de nous affaiblir. Mais en tous cas, en se basant simplement sur la sociopolitique latino-américaine et en observant l'histoire de l'Amérique latine, la mutinerie d'une force armée est déjà considérée comme un 'coup d'Etat'.

Les policiers ont été clairement utilisés ce jour-là. Ils ont été désinformés à propos d'une loi qui leur était très favorable. Ils le reconnaissent d'ailleurs amplement aujourd'hui. Nous discutions alors avec les délégations qu'ils nous envoyaient et qui admettaient : "Nous n'avons pas lu la loi". On la leur expliquait, et ils s'estimaient très satisfaits.

Mais, derrière tout cela, il y avait une conspiration pour déstabiliser le gouvernement. D'ailleurs, le Régiment Quito [qui s'est insurgé] lui-même, ne réclamait pas une augmentation de salaire, il s'opposait en réalité à l'enquête que nous étions en train de conduire sur les atteintes aux droits de l'homme, commises par certains policiers. Ils étaient également hostiles à notre décision de transférer les compétences concernant la circulation aux communes. Ils nous criaient : "Mort aux communistes !", "Dehors Cuba et le Venezuela !", "Vive Lucio Gutiérrez !". Tout un plan avait été élaboré pour que les Forces Armées se soulèvent ce jour-là et pour que les gens sortent les soutenir dans la rue. Ce qui a échoué. Ils ont essayé d'obtenir l'appui des étudiants, mais seulement deux ou trois lycées à Guayaquil ont répondu à leur appel, rien de plus. Ils ont organisé des pillages Comment expliquer que, à huit heures du matin, la Police se déclare en grève, et que, dès neuf heures, il y ait déjà des pillages massifs à Guayaquil... ? Tout cela a été clairement encouragé. Ils ont essayé de s'emparer des chaînes de télévision, ils ont occupé l'aéroport... Après, ils ont directement demandé l'amnistie pour tous les insurgés, malgré la violence des évènements.

L'opposition, réunie dans un hôtel de Quito, célébrait déjà la chute du gouvernement . Au moment même où j'étais capturé par les policiers Et les informations postérieures, selon nos services des renseignements, m'indiquent que tout cela a été planifié avec trois semaines d'avance. Ce qui a bouleversé leur plan, c'est précisément que je me suis rendu à la caserne du Régiment Quito où j'ai été capturé... Mais leur idée était de semer le chaos, durant deux ou trois jours, jusqu'à ce que le gouvernement tombe. Nous n'avons pas le moindre doute qu'il s'agit d'une tentative de coup d'Etat, de conspiration, de déstabilisation.

IR : N'avez-vous pas été imprudent en vous rendant là-bas, au siège du Régiment ? Pensiez-vous réellement les convaincre uniquement en parlant avec eux ?

RC : Nous n'imaginions absolument pas, bien sûr, qu'il y avait un tel niveau de violence... Ils n'avaient pas un comportement normal Je me suis rendu très souvent à des casernes de police, de militaires, à des concentrations d'agriculteurs, d'indigènes, dans des endroits de conflits... J'y suis toujours allé de façon transparente. Je le conçois comme un exercice de démocratie directe tel que nous avons l'habitude de la pratiquer : un président de la république expliquant, cherchant le consensus, informant... Nous n'avons jamais imaginé un guet-apens politique.

Certains ont affirmé, comme vous venez de le dire, que le président, a été "imprudent". Vous vous rendez compte ! Le chef de l'Etat, chef de la police, se rend à un commissariat de police Qu'y a-t-il d'anormal là dedans ? C'est ça être imprudent ? S'il vous plait ! Nous devons dépasser ce genre de choses en Amérique latine. D'autres ont dit que je m'étais 'jeté dans la gueule du loup'. Quelle gueule du loup ? Je suis allé parler à des policiers en grève - selon les informations dont nous disposions, et là en effet, nos services d'intelligence nous ont mal informés - , réfractaires à une loi qui leur était pourtant bénéficiaire, mais qu'ils ne comprenaient pas. Et, comme je l'ai fait à maintes occasions, je suis allé personnellement parler avec eux, pour chercher le consensus et expliquer. Mais, j'insiste, nous nous sommes aperçus immédiatement, dès notre arrivée, qu'il s'agissait d'un piège politique. Ils nous ont reçus avec une extrême violence. Dès le début, quelqu'un nous a lancé une bombe lacrymogène, et nous n'avons pas pu entrer.

Mais je me suis dit : "C'est un marginal". C'est déjà arrivé, il peut y avoir cinq mille personnes qui nous soutiennent et cinq marginaux qui lancent une bombe lacrymogène. Ce n'est pas pour autant que nous devons accuser les autres cinq mille. Nous sommes donc revenus, et cette fois ils nous ont laissé passer... Parce que, entretemps, ils avaient reçu des instructions : « Le président est là, attrapez-le ! ». Ils ont bloqué le cortège, nous sommes entrés et nous nous sommes tout de suite rendus compte qu'il se passait quelque chose d'anormal. J'insiste sur le fait qu'ils criaient : « Mort aux communistes ! », « Dehors Cuba ! », « Dehors le Venezuela ! », « Vive Lucio Gutiérrez ! »... C'est là que nous avons compris qu'il s'agissait d'une embuscade politique.

IR : Votre vie a-t-elle été en danger ?

RC. Peut-être pas à ce moment précis. En revanche, ensuite, à l'hôpital militaire, c'est certain. Ils ont essayé, à un moment, de pénétrer là où nous nous étions barricadés au troisième étage. Nous nous étions réfugiés, ou mis à l'abri, - je ne sais quel terme employer - dans le dernier réduit que nous avions pu trouver. Car, lorsque [après avoir été blessé] mon entourage m'a emmené d'urgence à l'hôpital de la police, ils ont directement encerclé les lieux pour nous empêcher de sortir Ils [mes gardes du corps] m'ont donc conduit au troisième étage, l'endroit le plus sûr, et ont bloqué la porte. Je disposais d'à peine quelques gardes, quatre ou cinq, prêts à donner leur vie pour le président. A un moment donné, ils [les putschistes] ont essayé de pénétrer là où nous étions en enfonçant la porte ; c'était l'instant le plus dangereux ; j'ai alors réclamé une arme pour me défendre Je ne sais pas tirer, mais je n'allais pas permettre à ces sanguinaires de m'assassiner aussi facilement.

Nous avons senti à cet instant que nos vies étaient en danger De même, quand on est venu à notre secours. Les lumières se sont éteintes, la fusillade a commencé, nous sentions les balles siffler au-dessus de nos têtes.

IR. A quoi avez-vous pensé à cet instant ?

RC. Tout le monde a gardé son calme. Moi je pensais plutôt aux victimes qu'il pourrait y avoir entre les civils, les militaires, les policiers. C'était très douloureux, je pensais à eux, et j'étais indigné par l'attitude de la police, jamais je n'aurais imaginé... Ce n'était qu'un groupuscule... La police est une des institutions que nous avons le plus aidée.

IR : Avez-vous pensé que la révolution citoyenne pouvait se terminer avec votre assassinat ?

RC : Nul n'est indispensable mais nous sommes tous nécessaires. Ma disparition physique aurait été, bien sûr, un coup très dur pour la révolution citoyenne Mais les grands défis sont comme ça Ils ne reposent pas sur une personne et doivent continuer, et je suis sûr que si je disparaissais physiquement, des milliers de citoyens sortiraient prendre le relais, et la révolution citoyenne ne s'achèverait pas. Mais cela aurait été, certes, un coup très dur pour le processus.

IR : Avez-vous l'impression qu'il y a eu, réellement, un grand soutien populaire ?

RC : Bien entendu. C'est ce que confirment les sondages. Le problème c'est que nous n'avons pas un mouvement de masse organisé ... C'est une de nos grandes erreurs. Nous l'avons toujours admis, et nous sommes en train de la corriger. Je crois que l'assemblée générale de notre coalition politique, Alianza País, le 15 novembre dernier, a été le pas décisif pour corriger cela définitivement. Nous sommes arrivés au gouvernement [en janvier 2007] pratiquement grâce à une réaction spontanée des citoyens A la différence d'Evo Morales [en Bolivie] qui luttait depuis de nombreuses années dans les mouvements sociaux et disposait d'une structure de base, et à la différence d'Hugo Chavez [au Venezuela] qui était soutenu par le mouvement Quinta República, nous, en revanche, nous sommes arrivés au gouvernement sans mouvement de masse, et notre défi a toujours été de construire cette structure qui, avec le grand capital politique dont nous disposons, devrait se transformer en une structure organisée et mobilisée pour empêcher que des groupuscules puissent déstabiliser le gouvernement, comme ils ont essayé de le faire le 30 septembre dernier. Mais jusqu'à présent, nous avons été débordés, nous n'avons pu le mettre sur pied, non par manque d'envie ou par manque de vision car nous savons que ce mouvement est indispensable, mais par manque de ressources humaines. Nous n'avons pas pu faire davantage, face à tant d'urgences et de priorités dont avait besoin le pays. Mais nous savons que c'est indispensable et nous avons tout mis en marche désormais pour y aboutir. Je pense que le pas définitif dans cette voie a été fait le 15 novembre 2010.

Malgré l'absence de cette structure, des dizaines de milliers de personnes se sont de toute façon précipitées dans les rues, mettant leur vie en danger. Car vous n'imaginez pas, Ignacio, la brutalité avec laquelle ont agi les putschistes. Des bandes de motards cagoulés sillonnaient la ville tirant en l'air, criblant de balles des ambulances, tabassant des gens, les traînant dans les rues Malgré cela, les citoyens continuaient de sortir, non seulement à Quito mais aussi dans tout le pays ainsi qu'à l'étranger, devant nos ambassades. Il y a eu une réaction de masse, d'autant plus importante si l'on considère que le gouvernement ne dispose pas encore d'un mouvement politique bien organisé et capable de mobiliser largement et rapidement.

IR : Vous avez dit que les insurgés ont essayé d'entrer en contact avec les Forces armées. Celles-ci étaient-elles impliquées dans le coup d'Etat ?

RC : Ecoutez, nous sommes en proie à une conspiration permanente et ces opposants savent qu'ils ne vont pas nous vaincre par les urnes, étant donné qu'une partie d'entre eux sont des anciens des forces armées Ce qui est d'ailleurs une honte pour cette institution, comme l'est Lucio Gutiérrez, une vieille baderne, un soudard semi-ignorant, ambitieux de pouvoir, mais qui a gardé des contacts dans les forces armées. Leur stratégie a toujours été - depuis qu'ils ont vu qu'ils ne gagneraient pas par les urnes - d'infiltrer la police et les forces armées. C'est le résultat d'années d'infiltration.

Ceci dit, les forces armées sont plus professionnelles, ont plus d'autorité et - je dois l'admettre- elles sont moins corrompues que la police. Un des détonateurs de cette conspiration, concernant la police, est l'enquête sur les atteintes aux droits de l'homme commises par des policiers, et le transfert de la responsabilité de la circulation aux communes. La circulation et les infractions au code de la route sont une source de revenus, souvent malhonnête, pour certains policiers corrompus. Ce n'est pas le cas des Forces armées. Les militaires vivent de leur salaire et sont conscients que nous avons doublé celui-ci. Ce que nous avons également fait pour les policiers. Mais nombre de ces derniers ne savent même pas combien ils gagnent car la source principale de leurs revenus provient d'autres activités Nous sommes donc en train de lutter contre tout cela. Pour les putschistes, l'infiltration et la manipulation étaient donc plus faciles au sein de la police nationale. Mais ils ont également essayé, depuis le début de mon gouvernement, d'infiltrer les forces armées. Ils y sont arrivés, mais elles se sont révélées beaucoup plus cohérentes, solides, et beaucoup plus professionnelles.

IR : Y a-t-il des puissances étrangères impliquées ?

RC. Nous n'en avons aucune preuve. Au contraire, il y a même eu une grande marque de solidarité de la part du Département d'Etat des Etats-Unis. Mais quand nous sommes arrivés au gouvernement, nos services de renseignements et des unités entières de la police, dépendaient de l'ambassade des Etats-Unis... Les frais d'enquêtes, les salaires, les primes étaient payés par certaines agences de cette ambassade Nous avons mis un terme à tous ces contacts, même si le gouvernement des Etats-Unis et l'ambassade en tant que telle ignoraient leur existence. Vous savez que la CIA et toutes ces agences fonctionnent avec leur propre agenda C'est pourquoi on ne peut pas l'exclure. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'il y a [aux Etats Unis] toutes ces organisations d'extrême droite, ces fondations aux noms ronflants qui financent des groupes qui conspirent contre notre gouvernement, qui les financent de façon camouflée, qui les forment...

IR : Le président Barack Obama vous a-t-il appelé pour vous exprimer sa solidarité ?

RC : Oui monsieur, le président Obama m'a appelé, de façon très courtoise.

IR : Les auteurs du coup d'Etat sont-ils identifiés ?

RC : Les exécutants, oui. Plusieurs policiers ont été utilisés, manipulés, souvent à leur insu. Nous avons identifié deux officiers et un fonctionnaire de police comme les meneurs principaux. Les trois sont d'ailleurs en fuite, je crois. En tout cas le fonctionnaire de police s'est échappé, ça c'est clair. Nous le recherchons, il est accusé, par ailleurs, d'atteinte aux droits de l'homme. Mais, j'insiste, ils ont été manipulés, sans exclure pour autant que certains étaient conscients de ce qu'ils faisaient.

Qu'y avait-il derrière tout cela ? Au départ, un prétexte : protester contre une loi supposée leur porter préjudice. D'autres en ont profité pour fomenter une révolte par peur d'une enquête menée contre eux pour atteinte aux droits de l'homme, ou parce qu'ils refusaient que les compétences liées à la circulation soient transférées aux communes. Des manipulateurs politiques étaient derrière tout cela. Malheureusement, ceci est difficile à prouver. N'importe qui avec un peu de bon sens le comprend.

C'est plus compliqué à démontrer dans un procès juridique. Par exemple, une semaine auparavant, Lucio Gutiérrez, [l'anticastriste cubain] Carlos Alberto Montaner et [le colonel] Mario Pazmiño - ancien chef des services de renseignements des Forces armées équatoriennes, que nous avons renvoyé parce qu'il était payé par la CIA -, s'étaient réunis à Miami. Vous pouvez consulter leurs déclarations Ils y ont rencontré des banquiers corrompus, évadés du pays, de qui nous avons légalement confisqué des entreprises, et qui ont probablement financé le coup.

Ils ont été très clairs : « Pour en finir avec le Socialisme du XXIe siècle, il faut en finir avec Rafael Correa ». A notre âge, nous ne croyons plus aux coïncidences. Ces déclarations ont été faites une semaine avant les évènements du



Le président de l'Equateur Rafael Correa et l protocolaire du Palai



Des dizaines de milliers de personnes se son en danger pour défendre



Les policiers ont été clairement utilisés ce jo loi qui leur étai

EA, PRÉSIDENT DE L'EQUATEUR :
ME POUR ME DÉFENDRE »



le journaliste Ignacio Ramonet dans le salon
is Carondelet à Quito



nt précipitées dans les rues, mettant leur vie
la révolution citoyenne



ur-là. Ils ont été désinformés à propos d'une
t très favorable

30 septembre, et Lucio Gutiérrez, comme par hasard, quitte ensuite l'Equateur, histoire de se trouver à l'étranger le jour fatidique Ce sont eux les véritables cerveaux du coup. Vous pouvez écouter les déclarations d'un député proche de Gutiérrez, la matinée de ce jeudi [30 septembre] ; il affirme, de façon prémonitoire : « Les policiers vont lyncher le président. » L'enregistrement est là. Le frère de Gutiérrez [Gilmar] commandait la garde à l'Assemblée. Les gardes se sont ralliés à lui et se sont insurgés contre le gouvernement. Les liens sont nets. Ils manipulent clairement tout cela, en coulisses. Mais ils ont été très malins, c'est difficile à prouver dans un procès. En revanche, les preuves, quand on a du simple bon sens, sont là.

IR : Est-ce un hasard, s'il y a eu une succession de coups d'Etat dans des pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique (Alba) ?

RC : Ce n'est pas un hasard. Ce sont clairement des tentatives de déstabilisation des gouvernements qui prônent un véritable changement. Pour les oligarchies latino-américaines, pour les groupes américains les plus réactionnaires, pour les "faucons" de Washington, la démocratie en Amérique latine est une bonne chose jusqu'à ce qu'ils décident le contraire. La démocratie ne les intéresse absolument pas ; ce qui les intéresse c'est de maintenir leurs privilèges, leurs positions de pouvoir.

C'est pour cela que les pays progressistes de la région, ceux qui conduisent de vrais changements, doivent subir en permanence des conspirations comme celles que vous venez de signaler : au Venezuela en 2002, en Bolivie en 2008, au Honduras en 2009, réussie, et avortée en Equateur en 2010. Tous des coups d'Etat atypiques. Celui perpétré au Honduras est peut-être le plus proche d'un coup d'Etat classique. Vous savez que, avant, les coups d'Etat en Amérique latine se faisaient ainsi : un général arrivait en force, avec ses hommes en armes, son régiment, sortait le président en place et prenait le pouvoir. Ce mode opératoire est désormais impossible, du moins en Amérique latine, et c'est pour cette raison que maintenant ils maquillent leur forfait. Les coups d'Etat sont devenus "non orthodoxes".

Rappelez-vous que, au Venezuela, les auteurs du putsch ont parlé de "manifestations populaires" et prétendu que le président Chavez avait renoncé au pouvoir. Ils ont passé des images à la télévision pour essayer de démontrer que les chavistes avaient tiré sur les citoyens, alors que c'étaient les putschistes qui avaient tiré... Ils ont créé un climat de confrontation citoyenne. C'est comme ça qu'ils maquillent leurs coups d'Etat désormais. Souvenez-vous que dans le cas d'Evo Morales, ils ont utilisé la supposée autonomie réclamée par certains groupes autonomistes, en réalité des séparatistes qui voulaient assassiner le président. Ils ont commencé à massacrer des indigènes, ... Les comploteurs n'appellent plus les choses par leur vrai nom : 'coup d'Etat'. Mais derrière ces faux nez, se cachent des groupes politiques qui conspirent. Si le coup d'Etat réussit, ils sortent de l'ombre, sinon ils restent tapis et accusent d'autres personnes... C'est ce qu'ils ont fait en Equateur.

IR : Quelle a été la responsabilité des médias privés ?

RC : Enorme, ils conspirent en permanence. Se sont les « chiens de garde » du statu quo ante. Ce n'est pas nouveau, ni en Equateur, ni en Amérique latine. Cela nous renvoie même au 28 janvier 1912, quand Eloy Alfaro fut assassiné. Prisonnier, il avait été transféré de Guayaquil à Quito. Un dimanche, la foule l'a tiré de sa prison et l'a massacré, lui et Ulpiano Páez. Son corps a été traîné dans les rues... Le peuple de Quito n'est pourtant pas un peuple de criminels, mais il avait été chauffé à blanc et manipulé durant des semaines par une presse corrompue. Tous les historiens sérieux le confirment. Nous vivons ce genre de situation en permanence depuis le premier jour de notre mandat. En grande partie parce que nous refusons de nous soumettre au diktat des médias. Ceux-ci considèrent qu'ils sont un pouvoir omnipuissant. C'était vrai, mais cela est en train de changer et ça les préoccupe beaucoup. Ils ont essayé de semer la zizanie et de déstabiliser mon gouvernement depuis le premier jour. Ce qui s'est passé le 30 septembre est le fruit de ce qu'ils ont semé, car ils ont été les premiers à faire de la désinformation à propos de la loi sur la rémunération des policiers. Ils ont tout fait pour monter les fonctionnaires de police contre nous. La loi propose que les policiers puissent toucher la moitié de leur indemnité de départ en obligations d'Etat. Les médias ont crié au scandale, parlé de «tromperie», de «monnaie de singe»... En oubliant d'expliquer que, avant cette loi, les policiers ne percevaient pour ainsi dire pas d'indemnité...

En effet, à son départ à la retraite, un fonctionnaire public avec quarante ans d'ancienneté touchait une indemnité de départ d'un montant équivalent à ses quatre derniers salaires : s'il gagnait 500 dollars par mois, il se retrouvait avec 2 000 dollars, s'il en gagnait 3 000, il en touchait 12 000. Maintenant ils peuvent partir à la retraite avec 36 000 dollars, qu'ils en gagnent 500 ou 3000. C'est-à-dire : équité. Nous avons des fonctionnaires âgés de 80 ans qui travaillent encore ; ils ne prennent pas leur retraite parce que, avant, il n'y avait pas d'indemnité de départ, et les pensions de retraite étaient misérables. Ce n'est plus le cas. Nous avons pensé qu'avec cette prime de départ, beaucoup de fonctionnaires pourraient enfin prendre leur retraite. C'est pourquoi cette loi propose que l'Etat puisse verser jusqu'à la moitié du montant de l'indemnité de départ - qui n'existait pas auparavant, je le rappelle -, en obligations. Ce qui représente d'ailleurs une grande dépense pour le budget. Eh bien, vous n'imaginez pas la campagne que les médias ont menée en disant que nous étions en train de "tromper" les fonctionnaires... Ils ont manipulé l'opinion publique. Nous avons affaire à une conspiration permanente des médias privés, extrêmement corrompus et médiocres de surcroît.

IR : Lors du récent Sommet Ibéro-américain de Mar del Plata, une "clause démocratique" a été approuvée, qui exclut les gouvernements issus d'un coup d'Etat. La formulation est plus timide que celle approuvée en Guyane, en novembre 2010, par les membres de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), qui prévoit l'imposition de sanctions économiques et la fermeture des frontières avec tout pays où un coup d'Etat aurait renversé un gouvernement démocratique. Vous vouliez, semble-t-il, la proposer au Sommet ibéro-américain. L'Espagne et d'autres Etats se seraient opposés à cette proposition. La Déclaration finale inclut néanmoins une condamnation à la tentative de coup d'Etat du 30 septembre dernier en Equateur, tel que vous le désiriez. En êtes-vous satisfait ?

RC : Oui, que tous les pays ibéro-américains reconnaissent une tentative de coup d'Etat le 30 septembre ferme le clapet à cette presse corrompue dont nous avons parlé, et à ce médiocre personnage de l'opposition qui raconte que "le président n'a pas été séquestré", qu'« il n'y a pas eu de tentative d'assassinat », et que « tout cela est une pure fiction »... Les cadavres des victimes du 30 septembre jouent très bien leur rôle ! Le niveau de traîtrise et d'audace de ces gens est incroyable. En tout cas, la résolution de l'UNASUR a été, en effet, beaucoup plus ferme. Mais l'adoption de cette «clause démocratique» marque un changement d'époque. Vous me ferez peut-être remarquer que la « clause démocratique » existe aussi au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA), mais rappelez-vous que les Etats-Unis en sont membres et ils bloquent toute décision... En tout cas, il est clair que la crédibilité de l'instance en question (le sommet ibéro-américain) est beaucoup plus forte, les décisions seront appliquées, et les coups d'Etats ne seront plus permis dans la région.

IR : Trotsky a dit : "La révolution a besoin du fouet de la contre-révolution." Pensez-vous accélérer et radicaliser la Révolution Citoyenne ?

RC : Bien évidemment. Premièrement, nous sommes d'accord sur un point : il n'y a pas de révolution sans contre-révolution. C'est une vérité immuable. Le processus de changement en Amérique latine connaît beaucoup de résistances. Si elles ne se manifestent pas toujours, cela ne veut pas dire qu'elles n'existent pas, elles attendent simplement l'occasion pour détruire ces processus par tous les moyens possibles, comme ils l'ont fait ici le 30 septembre : en agressant, en mitraillant, en tuant, en déchirant la Constitution, en occupant l'Assemblée, Ce qui les intéresse le moins, c'est la démocratie et le bien public. Leur seul but est d'empêcher le changement. Après tout ce qui s'est passé, il faut être beaucoup plus ferme, beaucoup plus efficace et précis pour appliquer la Révolution citoyenne en Equateur. Il faut un changement radical, profond et rapide, mais il faudra aussi corriger nos faiblesses. Nous devons être autocritiques. Je suis un universitaire, ces questions de sécurité et de renseignements ne sont donc pas mon domaine. Le 30 septembre s'est produit peut-être à cause de notre manque d'expérience à cet égard. Nous devons être beaucoup plus attentifs et nous investir davantage dans les questions de sécurité. Nous devons remettre en place des mécanismes de renseignements que nous avions dû pratiquement démanteler et reconstruire. J'insiste et je n'exagère pas, Ignacio, même si ça a en a l'air, en vous disant que quand nous sommes arrivés au gouvernement, les responsables [des appareils de sécurité] étaient nommés et payés par l'ambassade des Etats-Unis. Ici, il n'y avait pas de fonds réservés aux services de renseignements Maintenant, une nouvelle Loi de Sécurité permet de créer ces fonds. Nos services de renseignements étaient -je le répète- financés par l'ambassade des Etats-Unis, c'était des services de ce pays et pas de l'Equateur.

IR : Comment définiriez-vous le concept de révolution citoyenne ?

RC : Je vous l'ai déjà défini : il s'agit d'un changement radical, profond et rapide des structures en place. Surtout en ce qui concerne les rapports de pouvoir. C'est le grand défi de l'Amérique latine du XXIe siècle, du moins de la première partie de ce siècle. Un changement définitif des rapports de pouvoir ; celui-ci était aux mains de quelques personnes, de quelques élites qui nous ont toujours exploités avec la complicité de puissances étrangères. Le pouvoir doit passer aux mains des grandes majorités, ce qui aura un impact sur la qualité de l'Etat. Nous devons passer de l'Etat bourgeois et aller vers de véritables Etats populaires.

IR : Pourriez-vous nous citer quelques-unes des principales avancées sociales ?

RC. Nous en avons beaucoup, et nul ne le nie. Seul un idiot dirait le contraire. Nous avons fait d'immenses progrès au niveau de la santé, de l'éducation, de l'intégration sociale, reflétés par les augmentations accordées à ces lignes du budget de l'Etat. La meilleure façon de voir qui détient le pouvoir dans une société, c'est d'observer la répartition des ressources du budget de la nation. Elle reflète le rapport de forces. Le budget d'un Etat en est le principal révélateur. Nous avions - avant notre gouvernement - un budget dont la dotation principale était consacrée au service de la dette extérieure, et celle-ci était même remboursée de façon anticipée. A peine une proportion marginale était dédiée à l'éducation, à la santé, etc. C'était la preuve que les créditeurs, la banque et le capital financier détenaient le vrai pouvoir, et non le peuple. Aujourd'hui cela a changé, le service de la dette a été réduit de façon drastique, tandis que les budgets consacrés à la santé, l'éducation et le logement, entre autres, ont plus que doublé. Nous avons construit plus de logements que tous les gouvernements de l'histoire réunis. Nous pouvons parler d'intégration économique et sociale notamment avec le 'crédit de développement humain', qui a été transformé en 'crédit d'égalité des chances' Il y a eu énormément d'avancées. On arrive peut-être maintenant à l'étape la plus difficile, après avoir beaucoup fait sur le plan quantitatif... Après la création de plus de collèges, avec un nombre d'élèves qui a augmenté de façon exponentielle, une confiance dans l'éducation publique qui a été retrouvée, des élèves qui ont accès à des livres et des uniformes gratuits, de meilleurs hôpitaux, de meilleurs équipements, etc.

Maintenant vient l'étape la plus difficile : l'étape qualitative. Être plus efficaces. Il nous faut offrir de meilleurs services. Les budgets ont énormément augmenté, mais un dollar investi ne signifie pas nécessairement un meilleur service. Il nous faut donc faire beaucoup d'efforts en matière d'efficacité et de qualité, en autres dans les services hospitaliers et dans l'éducation.

IR : Une proposition faite par votre gouvernement en matière de protection de l'environnement, est l»initiative Yasuní-ITT». Pourriez-vous nous rappeler en quoi cela consiste et comment imaginez-vous qu'elle puisse s'appliquer ?

RC. C'est une initiative révolutionnaire. Là on va savoir qui est qui, comme disait Miguel d'Escoto, ancien président de l'Assemblée générale des Nations unies. Le moyen le plus concret et le plus clair pour combattre le changement climatique est de passer de la rhétorique aux actes. Ce que propose l'Equateur au reste du monde est de garder dans son sous-sol des réserves de pétrole jugées très importantes, et d'éviter ainsi le rejet de 400 millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère, moyennant une compensation, à niveau international, pour un montant qui n'atteint même pas la moitié de ce que nous pourrions percevoir en exploitant cette énergie.

Financièrement, ce qui nous convient le plus est d'exploiter ce pétrole, mais cela contribuerait au changement climatique, au réchauffement global. Ce pétrole se trouve dans une zone riche d'une très grande biodiversité, proche de groupes indigènes "non contactés". Sans compter les 400 millions de tonnes de CO2 Nous faisons cet énorme sacrifice, mais nous demandons que le reste du monde partage cette responsabilité, nous ne voulons pas être les imbéciles de service.

D'un point de vue conceptuel, la logique et la légitimité sont irréprochables. Certains parlent d'un "chantage de l'Equateur". C'est absurde ! C'est un principe très connu qui stipule que celui qui reçoit la compensation est celui qui a, en matière d'environnement, un droit d'action ou d'omission. C'est-à-dire que si nous avons le droit d'exploiter le pétrole et nous ne le faisons pas de façon volontaire, nous avons droit à un dédommagement.

Dans le cas de la forêt primaire, en discussion dans le cadre du protocole de Kyoto, quand un pays a le droit de couper les arbres d'une forêt primaire et ne le fait pas, on lui donne une compensation C'est exactement la même logique. Nous avons le droit d'exploiter le pétrole et nous ne le faisons pas : compensation. Actuellement, un Etat est rétribué quand il fait une action qu'il n'est pas obligé de faire, par exemple : la reforestation. Il n'a aucune obligation, mais il le fait et contribue ainsi à freiner le changement climatique : compensation. C'est ce qui doit être dédommagé. C'est ce à quoi n'a pas abouti le protocole de Kyoto. Cette position est celle de l'UNASUR.

Je pars aujourd'hui pour Cancun au Sommet du climat, où nous allons présenter précisément ce concept. Il faut discuter des 'émissions nettes évitées'. Ce qui doit être dédommagé ce sont les 'émissions nettes évitées'.

Quand je construis une usine hydroélectrique pour remplacer une usine thermoélectrique, je réduis les émissions, donc on me doit une compensation. Quand je n'exploite pas la forêt vierge, je purifie l'environnement, donc : compensation. Quand je replante des arbres, je réduis les émissions de gaz, donc : compensation. Quand je n'exploite pas le pétrole, j'évite d'envoyer des émissions de CO2 ; cela doit être compensé de la même façon. La légitimité de la logique est implacable. Nous allons voir qui est qui, nous allons voir qui passe de la rhétorique aux faits.

IR : Vous avez été élu avec l'appui du mouvement social et en particulier grâce à celui du grand mouvement indigène équatorien. Cependant, aujourd'hui, tant la CONAIE [Confédération de nationalités indigènes

Suite à la page (16)

50 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba : vérité, justice et réparation pour le peuple congolais !

50 ans après son assassinat, le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba reste le symbole de la lutte panafricaine pour l'indépendance du Congo et l'émancipation des peuples. Son combat reste une source d'inspiration à travers le monde. Premier Ministre du Congo nouvellement indépendant, élu démocratiquement par le peuple congolais à la grande surprise du gouvernement belge qui avait organisé les élections, il est assassiné six mois plus tard, ainsi que plusieurs de ses compagnons, dont notamment Joseph Okito, Président du Sénat et Maurice Mpolo, Ministre des Sports, parce qu'ils ont tenté de libérer leur pays du joug colonial et néocolonial.

De nombreuses preuves pointent la responsabilité entre autres des gouvernements belge et américain dans l'isolement puis dans le renversement anticonstitutionnel du gouvernement Lumumba, dans l'organisation de ces meurtres, et dans la mise en place du gouvernement de Mobutu, dictateur corrompu qui a servi les intérêts des gouvernements occidentaux et de leurs multinationales.

Nous estimons que pour la démocratie congolaise et pour la démocratie belge, il est essentiel que cessent la désinformation et l'impunité qui couvrent ces crimes contre l'humanité, et que les victimes et leurs familles, mais aussi les peuples belges et congolais, aient enfin droit à la vérité, la justice, et la réparation.

Vérité !

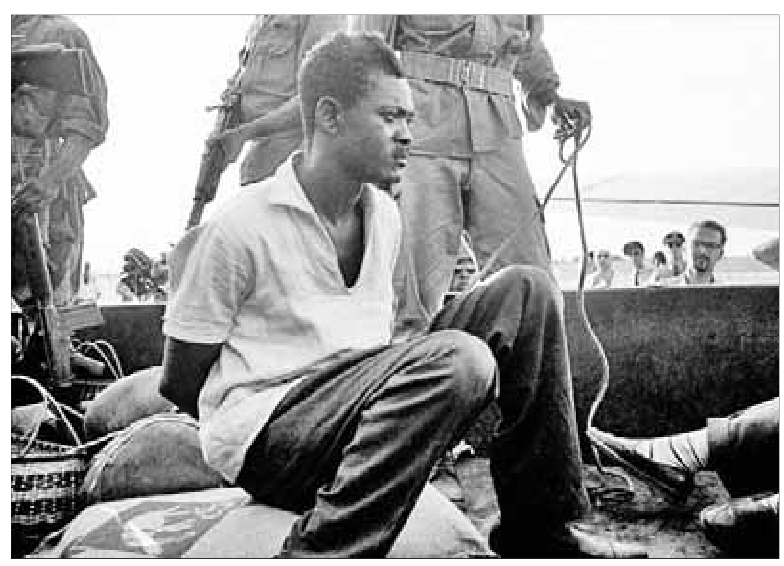
- Nous demandons que les archives coloniales soient ouvertes dans leur intégralité.
- Nous exigeons que ne persiste aucun tabou sur la responsabilité de l'Etat belge et des divers acteurs qui ont pris part d'une manière ou d'une autre à la mise à mort du Premier Ministre Patrice Lumumba et de ses compagnons.

Justice !

- Ces crimes contre l'humanité étant imprescriptibles, il faut que justice soit faite. Nous soutenons notamment la plainte déposée par la famille de Patrice Lumumba visant douze Belges suspectés d'avoir participé à l'enlèvement, la torture et l'assassinat de Patrice Lumumba, et de ses compagnons.
- Les mécanismes qui entravent la souveraineté économique et financière de la RDC, réclamée par Lumumba, doivent être démantelés ; la résolution du sénat belge du 29 mars 2007 sur la dette doit être mise en œuvre, et le pillage des ressources naturelles par les multinationales belges et étrangères doit cesser. .

Réparation !

- L'Etat belge et les divers acteurs de ces multiples meurtres doivent reconnaître leur responsabilité et les assumer, soit spontanément, soit par l'action de la justice ;
- Nous exigeons des autorités qu'elles mènent une politique active de réhabilitation de la mémoire de Lumumba et de ses compagnons qui ont lutté pour l'émancipation africaine, en corrigeant les manuels scolaires, en lançant une exposition sur ce sujet en 2011, en ouvrant un département spécial sur l'indépendance du Congo au Musée Royal de l'Afrique centrale de Tervuren, et en leur consacrant un lieu ou une institution facilement accessible à Bruxelles
- Conformément aux recommandations de la commission parlementaire belge de 2001 et aux promesses des autorités belges, nous demandons également la mise en place immédiate de la fondation Patrice Lumumba et sa dotation adéquate, incluant les arriérés.



Patrice Lumumba reste le symbole de la lutte panafricaine pour l'indépendance du Congo et l'émancipation des peuples

Refusons l'impunité ! Rendons hommage aux combattants de la liberté et l'indépendance ! Soutenons la lutte du peuple congolais pour sa souveraineté, pour l'intégrité de son territoire et la défense de ses richesses naturelles !

Pour appuyer ces revendications, nous appelons à manifester **Dimanche 16 Janvier 2011, à Bruxelles. Départ à 14h00 place du Trône (métro Trône),**

Premiers signataires :

Organisations : Collectif Mémoires Coloniales, CADTM Lubumbashi, CADTM Belgique, Oasis Ndjili, INTAL, LCR-SAP, Égalité, Dialogue des Peuples, Organisation Guyanaise des Droits Humains, Cercle des Amis de Lumumba, FNDP (Forum national contre la dette et la pauvreté - Côte d'Ivoire), Collectif des militants du Maroc de l'immigration d'Action et de lutte, Collectif «Venezuela 13 Avril», Mouvement International de la Réconciliation, l'Internationale des Résistant-e-s à la Guerre, Links Ecologisch Forum, Attac ULB, Respaix, Conscience Musulmane, Réveil des Consciences, LHAC « Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale », Comité pour les droits humains, Collectif patriotes congolais, Collectif Aurora, Organisation communiste marxiste-léniniste en Belgique (OCMLB), A.P.P.EL. (actions pour la pensée politique de P.E.LUMUMBA), DIASPOC (diaspora congolaise), A.A.A. (association des artistes africains), ESPACE francophone, BEPEC (bureau d'études et de développement pour le Congo), Sans logis international, OK services , OK solutions, A.F.A.F (association des familles francophones), CERDEC (centre de recherche et de développement du Congo), FORUM NORD SUD, Le Parti Communiste d'Espagne, Fundacion IEPALA (España), COMAC, Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC), PTB (Parti de Travail de Belgique), Collectif AURORA (librairie, St-Gilles),

Individus : Elikia Mbokolo (historien), Adam Hochschild (historien), Guy de Boeck (historien), Jean Van Hees, Jean-Pierre Mbelu (Groupe Epiphanie), Balufu Bakupa-Kanyinda (Cinéaste), Paul-Emile Dupret (Parlement européen, groupe GUE/NGL), Ludo De Witte (auteur), Tony Busselen (esponsable pages internationales de Solidaire), Josy Dubié (Sénateur honoraire), Francine Mestrum (Global Social Justice), Bruno Jaffre (Coordinateur de la plateforme Vérité Justice pour Thomas Sankara), Antoine Tshitungu Kongolo (auteur), Karel Arnaut (anthropologue), Guy-Patrice Lumumba (Cercle des Amis de Lumumba), Didier de Lannoy, Germain Mukendi, Albert Kisonga (Comité organisateur du colloque international de Charleroi sur la pensée de Lumumba), Lucas Catherine (auteur), Céline Caudron (porte parole de la LCR), Christine Pagnoule (membre d'ATTAC Liège), Théophile de Giraud (auteur), Brigitte Baptista, Vincent Lombume Kalimasi (écrivain), Maite Mola, Vice-présidente du Parti de la Gauche Européenne (PIE), Jean-Marc Helson (architecte), Jacquie Dever, Delforge Thierry, Nordine Saïdi (militant anticolonialiste - Mouvement Citoyen Palestine), Aude Bausmens, Akis Gavriilidis (traducteur), Raf Custers (GRESEA), Eric Pauporté (réalisateur du film «Mali d'or»), Françoise Gérard (membre de l'association des Amis du Monde Diplomatique), Irénée Domboué, Amadéï Henri, Daniel Gillard (Comité pour les droits humains), Sami Boumendjel, Kasongo Maloba Dickens, Vincent Touchaleaume (Steg-UTG Cayenne), Georges Foy (écrivain - prof. NY University, membre PEN American Center), Daniel Simon, (écrivain, éditeur), Serge Simon, Anne-Louise Flynn, Claudine Gillet, Coeckelberghs Ralph, Dimoberzo Ngeya, Lise Thiry, Christian Carez (photographie), Philippe Gielen, Carmelo Virone (écrivain), Jeanne-Marie Sindani (Présidente de l'Union

Suite à la page (16)

Les Cinq : lettre de janvier à Obama

Libérez les Cinq Cubains !

Fernando González Ramón Labañino Antonio Guerrero Gerardo Hernández René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Nous entamons une nouvelle année, et les cinq Cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González n'ont pas été encore libérés, ils croupissent toujours dans des prisons de votre pays.

Vous avez, comme il est de coutume en la période de Noël, gracié plusieurs condamnés : des narcotrafiquants ou des individus ayant commis des activités frauduleuses. Vous n'avez pas eu un geste pour les cinq Cubains. Ce sont, eux, des prisonniers politiques qui sont venus à Miami, il y a une vingtaine d'années pour infiltrer les milieux terroristes de Floride : ils ont œuvré pour la Vie.

Pour que vous mainteniez ces hommes sous les verrous, faut-il que la connivence soit grande entre les mafieux de Floride et la CIA, c'est-à-dire le gouvernement que vous représentez !

La fin de l'année 2010 nous en a encore apporté des exemples flagrants. En voici deux, l'un qui appartient au passé, l'autre qui augure mal de l'avenir.

Celui faisant référence au passé d'abord. A Miami, les 12 et 13 novembre derniers a été fêté en grande pompe, et avec beaucoup d'émotion d'ailleurs, le cinquantième anniversaire de l'opération « Peter Pan». Ce qui a été passé sous silence lors de cette commémoration, c'est que cette opération a été l'œuvre machiavélique de la CIA.

Alvaro F. Fernandez le 18 mai 2009, soit 8 ans jour pour jour après la mort de son père Angel Fernandez Varela, agent de la CIA à cette époque, a écrit : « ...Ce qui provoqua la panique d'un grand nombre de parents fut la rumeur selon laquelle le nouveau gouvernement révolutionnaire se préparait à rédiger et mettre en œuvre une loi qui enlèverait aux parents leur autorité parentale. Les enfants seraient envoyés en URSS pour être endoctrinés. Ainsi est née l' « Opération Peter Pan » A cette époque la CIA avec l'aide de l'église catholique, a préparé un plan qui, s'il réussissait, aiderait à déstabiliser le nouveau et fragile gouvernement, à provoquer sa ruine et finalement sa chute. Les pions de cette partie d'échec aux enjeux politiques élevés étaient 14 048 enfants et leurs parents.

Mon père Angel Fernandez Varela a été probablement l'un des agents d'origine cubaine les plus importants de la CIA, durant cette décade d'échecs 1960 qui a conduit au fiasco de la Baie des Cochons. Quelques années avant sa mort à Miami Beach, en présence de ma mère, de ma sœur Maria et de son mari, et de moi même il (mon père) nous a dit qu'il avait été un des responsables de la rédaction de la fausse loi qui a provoqué l'hystérie liée à la suppression de l'autorité parentale. C'est pour cela que je sais, sans l'ombre d'un doute, que l'opération Peter Pan a été une initiative sinistre et immorale imaginée par la CIA avant l'invasion de la Baie des Cochons en 1961... »

Depuis la création en janvier 1960 par Allen Dulles, directeur de la CIA, de la « force spéciale » chargée des actions de subversion contre Cuba, l'opération Peter Pan n'a hélas pas été le seul drame. Cuba a vécu un demi siècle de sabotages, d'attentats, de malheurs qui lui ont été infligés par votre pays.

Les Etats-Unis n'en ont malheureusement pas terminé avec leur politique agressive, non seulement contre Cuba, mais aussi contre les autres pays de l'Alba pour s'en tenir à l'Amérique latine.

J'en arrive à l'exemple qui concerne cette fois le futur : Le « séminaire de conspirateurs » qui s'est tenu dans l'hémicycle du capitole à Washington le 17 novembre dernier, convoqué par les congressistes de Floride Ilena Ros-Lehtinen et Connie Mack. Ces deux élus vouent une haine farouche à la révolution cubaine, et leur initiative n'augure rien de bon. Tous deux sont liés à la mafieuse FNCA* qui protège des terroristes comme Luis Posada Carriles ou Orlando Bosch, pour ne citer qu'eux.

Parmi les présents se trouvait la fine fleur des congressistes de la droite extrême des Etats-Unis, et quelques invités parmi lesquels plusieurs étrangers, spécialistes de coups tordus ! Les ex-ambassadeurs US du Vénézuela et du Costa Rica, Otto Reich et Jaime Daremblum étaient présents à ce séminaire. On y trouvait aussi Roger Noriega coauteur de la loi Helms-Burton, le vénézuélien Guillermo Zuloaga, président de Globovisión, la plus grosse chaîne TV d'opposition, et qui vient de demander l'asile politique aux Etats-Unis, Alejandro Aguirre, ancien président de la SIP**, précieux instrument de la CIA pendant la guerre froide, l'équatorien Lucio Gutierrez spécialiste des coups d'Etats, John D. Negroponte qui s'est illustré dans le scandale de l'Iran-Contra, et tant d'autres qu'il serait trop long de nommer.

Quelles actions terroristes ont-elles été manigancées une fois de plus dans ce lieu hautement symbolique de votre pays, qui devrait être un garant de la démocratie ? Vous en conviendrez, Monsieur le Président, le travail des cinq Cubains

Suite à la page (16)

Le principal encouragement à nos efforts

Par Fidel Castro Ruz

Le reportage de la journaliste Gladys Rubio sur l'épidémie de choléra en Haïti que la Table ronde télévisée a présenté hier a été si bouleversant que j'ai décidé d'ajourner à aujourd'hui, mercredi, les Réflexions que j'avais promises lundi. La Table ronde se proposait d'analyser, sous un autre angle, le terrible coup qu'a représenté pour le peuple haïtien le séisme du 12 janvier dernier, suivi en moins de dix mois par une épidémie généralisée de choléra et un cyclone.

Ces faits se déroulaient dans un pays qui avait été victime des conquistadores, du colonialisme et de l'esclavage, et dont la population autochtone avait été décimée par la conquête et par la recherche forcée de l'or.

La nation haïtienne plonge ses racines dans les centaines de milliers d'êtres humains arrachés d'Afrique par les commerçants d'esclaves européens qui les vendaient aux planteurs esclavagistes d'Haïti pour produire du café, du sucre et d'autres denrées tropicales écoulés sur les marchés capitalistes en plein essor.

Le peuple haïtien réalisa, au début du XIXe siècle, la première révolution sociale dans l'histoire de ce continent, devenant source d'inspiration et point d'appui en armes pour ceux qui firent la prouesse de libérer l'Amérique du Sud de la domination espagnole.

Notre solidarité avec le peuple haïtien a une double racine : elle naît de nos idées, mais aussi de notre histoire.

Après la révolution sociale qui eut lieu en Haïti, le colonialisme espagnol fit de Cuba, où d'innombrables Africains avaient été aussi arrachés de leur terre et vendus comme esclaves, la principale fournisseuse de café, de sucre et d'autres denrées tropicales.

Ceci explique pourquoi, quand les colonies espagnoles d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale devinrent indépendantes au terme d'une lutte héroïque et acharnée, la colonie cubaine apportait à la métropole espagnole des revenus nets supérieurs à ceux de l'ensemble de ces pays avant leur indépendance, ce qui influa décisivement sur les destinées de notre patrie pendant les presque deux siècles suivants.

J'ai expliqué voici deux jours comment est née notre coopération médicale avec Haïti, qui nous a permis de former des centaines de jeunes de ce pays frère et d'y envoyer des professionnels cubains de la santé. Ce n'est pas du tout le fruit du hasard.

Pas plus que ne le sont - ce qui ne nous surprend pas - les efforts des États-Unis et de l'Europe pour désinformer et mentir au sujet des motifs de Cuba dans ce domaine, et pour les occulter. Un journal britannique, The Independent, qui jouit d'un prestige incontestable dans les milieux libéraux de Grande-Bretagne - même s'il ne bénéficie pas du privilège que WikiLeaks a concédé à The Guardian et à quatre autres organes de presse bien connus qui ont eu des consultations avec Washington pour ne pas publier les points les plus sensibles des informations reçues - a osé publier voilà trois jours un article de la journaliste Nina Lakhani : « Les médecins cubains en Haïti font honte au monde ». C'est là le point que je souhaite analyser, car la journaliste ose appeler les choses par leur nom, même si je ne partage pas chacune de ses appréciations quant aux mobiles de notre conduite. Je résume ci-après l'article du mieux possible.

« Ce sont les vrais héros du séisme catastrophique d'Haïti, de la catastrophe humaine survenue aux portes des États-Unis et que Barack Obama avait promis de soulager en dépêchant une monumentale mission humanitaire. Or, ces héros sont des citoyens du pire ennemi des USA, Cuba, dont les efforts des médecins et du personnel infirmier ont de quoi faire honte à ceux des USA.

« Une brigade médicale de 1 200 Cubains opère dans tout le pays, frappé par le séisme et infecté par le choléra, dans le cadre de la mission médicale internationale de Fidel Castro qui a gagné à l'État socialiste de nombreux amis, mais peu de reconnaissance internationale.

« On devrait pardonner aux observateurs du séisme haïtien de penser que les organismes d'aide internationaux étaient les seuls à se colleter avec la catastrophe qui a tué 250 000 personnes et laissé près d'un 1,5 million de sans-abri.


Les médecins Cubains sont immensément fiers de leur contribution en Haïti et dans d'autres pays pauvres

« En fait, les travailleurs cubains de la santé sont en Haïti depuis 1998 [ ] Alors que l'arrivée de l'aide des USA et de la Grande-Bretagne était annoncée à grand renfort de publicité, celle de centaines de nouveaux médecins d'infirmiers et de thérapeutes cubains faisait à peine l'objet d'une mention.

[...]

« Selon des chiffres de la semaine dernière, le personnel médical cubain, travaillant dans quarante centres dans tout le pays, a soigné plus de 30 000 cholériques depuis octobre. C'est le plus important contingent étranger qui traite environ 40 p. 100 des cholériques. Un autre groupe de médecins provenant de la brigade cubaine Henry Reeve, spécialisée en situation de catastrophes et d'urgences, vient d'arriver quand il est devenu clair qu'Haïti se battait pour faire face à l'épidémie qui a déjà tué des centaines de personnes.

« Cuba a formé gratuitement 550 médecins haïtiens à l'Escuela latinoamericana de medicina (ELAM), l'un des projets médicaux les plus radicaux du pays. Quatre cents autres font actuellement des études dans cette école qui offre une éducation gratuite - dont les livres de texte et un peu d'argent de poche - à quiconque a le niveau requis, mais non les ressources suffisantes pour faire des études de médecine dans son pays.

« John Kirk, professeur d'études latino-américaines à l'université Dalhousie (Canada), qui fait des recherches sur les équipes médicales cubaines à l'étranger, affirme : "La contribution de Cuba en Haïti est probablement le secret le mieux gardé au monde. C'est à peine si on la mentionne, bien qu'elle fasse le gros du travail important."

« Cette tradition remonte à 1960, quand Cuba envoya une poignée de médecins au Chili, frappé par un puissant tremblement de terre, et à 1963, avec une équipe de cinquante médecins en Algérie. Ceci se passait quatre ans après le triomphe de la Révolution, alors que près de la moitié des sept mille médecins existants avait abandonné le pays pour les USA.

« [ ] Le programme le plus connu est l'Opération Miracle, qui a démarré quand des ophtalmologistes ont soigné des personnes atteintes de cataracte dans des villages pauvres du Venezuela en échange de pétrole, cette initiative ayant permis à 1 800 000 personnes dans trente-cinq pays de recouvrer la vue, dont Mario Teran, le sergent bolivien qui tué le Che Guevara en 1967.

« La Brigade Henry Reeve, dont les Étasuniens n'ont pas voulu après le cyclone Katrina, a été la première équipe à arriver au Pakistan en 2005 après le séisme et la dernière à en repartir, six mois plus tard.

« selon le professeur Kirk [ ] "c'est aussi une obsession de Fidel, et ça lui gagne des voix à l'ONU."

« Le tiers des 75 000 médecins cubains, de pair avec 10 000 autres travailleurs de la santé, prête service actuellement dans 77 pays pauvres, dont El Salvador, le Mali et Timor-Leste. Ce qui laisse encore à Cuba un médecin pour 220 habitants, l'un des taux les plus élevés au monde, celui de l'Angleterre étant de 1 pour 370.

« Partout où on les invite, les Cubains mettent en place un modèle intégral axé sur la prévention, visitant les familles à domicile, supervisant activement la santé de la mère et de l'enfant. Ceci a produit des "résultats remarquables" dans des régions d'El Salvador, du Honduras et du Guatemala : réduction des mortalités infantile et maternelle, diminution des maladies infectieuses et meilleure formation des travailleurs locaux de la santé, selon la recherche du professeur Kirk.

« Les études de médecine à Cuba durent six ans - un an de plus qu'en Grande-Bretagne - après quoi chaque diplômé travaille pendant au moins trois ans comme médecin de la communauté. [ ]

« Ce modèle a permis à Cuba de devenir l'un des pays où la santé a enregistré une amélioration parmi les plus enviables au monde, bien qu'elle n'ait dépensé l'an dernier que 400 dollars par personne en comparaison de 3 000 au Royaume-Uni et de 7 500 aux USA, selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

« La mortalité infantile - l'un des indicateurs les plus fiables de la santé d'une nation - y est de 4,8 pour 1 000 naissances vivantes, comparable à celle de la Grande-Bretagne et inférieure à celle des États-Unis. Seuls 5 p. 100 des enfants ont un faible poids à la naissance, ce qui est un facteur capital de la santé à long terme

[...]

« Imti Choonara, pédiatre de Derby a conduit une délégation aux ateliers qui se tiennent tous les ans à Camagüey, la troisième ville de Cuba : "Les services de santé à Cuba sont phénoménaux, la clef en étant le médecin de la communauté axé sur la prévention. L'ironie, c'est que les Cubains se sont rendus au Royaume-Uni après la révolution pour voir comment y fonctionnait le système national de santé. Ils ont ramené ce qu'ils ont vu, l'ont perfectionné et l'ont développé, alors que nous, nous nous orientons vers le modèle étasunien."

« le blocus étasunien empêche de nombreuses sociétés étasuniens de faire du commerce avec Cuba et persuade d'autres pays d'en faire autant.

« Selon le rapport de 2009-2010, la liste comprend des médicaments contre le cancer infantile, le VIH et l'arthrite, des anesthésiques, ainsi que les produits chimiques nécessaires au diagnostic d'infections et à la conservation d'organes.

[...]

« Dans l'ensemble, les Cubains sont immensément fiers de leur contribution en Haïti et dans d'autres pays pauvres, et ils lui sont favorables, ravis de boxer à une catégorie supérieure sur le ring international. [ ]

[...]

« La formation médicale est un autre exemple. L'ELAM, qui a fêté son onzième anniversaire le mois dernier, compte aujourd'hui 8 281 élèves de plus de 30 pays. Le gouvernement espère leur inculquer le sens de leurs responsabilités sociales afin qu'ils exercent dans leurs communautés pauvres pendant au moins cinq ans.

« Damien Joel Suarez, vingt-sept ans, élève de seconde année, de New Jersey, est l'un des 171 étudiants étasuniens ; 47 ont déjà reçu leur titre. Il dément les allégations selon lesquelles l'ELAM fait partie de l'appareil de propagande cubain : "Bien entendu, le Che ici est un héros, mais vous n'êtes pas obligé à vous incliner devant lui." »

Ce que dit cet article n'est pas tout favorable à Cuba. Il contient des critiques, dont nous partageons plusieurs et vis-à-vis desquelles nous sommes parfois plus sévères que The Independent : par exemple, les salaires bas et les pénuries. Indépendamment de nos erreurs, l'article ne dit pas que durant plus de cinquante ans de blocus, d'agressions et de menaces, notre pays a été contraint d'investir énormément d'énergies, de temps et de ressources pour résister aux coups de bélier du plus puissant Empire de l'histoire. On ne peut toutefois qu'admirer la sincérité et la clarté avec lesquelles Nina Lakhani expose dans cet article courageux - et The Independent publie - ce que signifie pour ce malheureux peuple haïtien une tragédie qui a causé dans sa première étape presque trois mille victimes entre enfants, jeunes et adultes, dont beaucoup souffrent de dénutrition et d'autres fléaux sanitaires, sans même disposer parfois de bois de feu pour faire bouillir l'eau qu'ils consomment.

Selon les nouvelles en provenance de ce pays frère, la Mission médicale cubaine a accueilli jusqu'à aujourd'hui, mercredi 29 décembre, 717 cholériques de plus. Aucun décès depuis cinq jours. Le taux de mortalité chez les patients traités par Cuba - un total à ce jour de 48 931 - a diminué à 0,55 p. 100. Le chiffre officiel total de cholériques est de 130 534, dont 2 761 décès, soit un

Suite à la page (16)





Entretien avec Rafael Correa

Suite de la page (11)

d'Equateur] que Pachakutik ont pris de la distance avec votre gouvernement et le critiquent. C'est assez incompréhensible en Europe. Pourriez-vous nous expliquer comment et pourquoi cela s'est-il produit ?

RC : Il y a une certaine confusion sur ce point : ni la CONAIE, ni Pachakutik ne nous ont appuyés lors des élections. Malgré tous nos efforts pour réaliser une alliance, ils ont présenté leur propre candidat, Luis Macas, un de mes amis. Il a obtenu 2,5% des voix. Nous avons eu ensuite un certain appui de différentes institutions, mais depuis le début de notre mandat, CONAIE et Pachakutik ont eu une position, dirais-je, assez destructive. Les deux organisations ne sont qu'une seule et même chose. Mais il faut différencier certains groupes indigènes et le mouvement indigène. Le mouvement indigène, bien au contraire, nous a toujours soutenus, preuves à l'appui : en avril 2009, durant une nouvelle élection présidentielle, fruit de la Constitution, la province où nous avons obtenu le plus de voix a été Imbabura, siège d'une des plus fortes concentrations de population indigène. Nous avons donc un solide appui des indigènes. Malheureusement, certains dirigeants ont complètement perdu le nord, Ignacio, je vous le dis de tout mon cœur, et ce n'est pas pour justifier notre position. L'Europe devrait démystifier le mouvement indigène, du moins démystifier certains dirigeants.

Nous sommes tous ici en faveur de ce mouvement, pour réparer l'exclusion criminelle que ces personnes ont subi durant des siècles, mais cela ne signifie pas qu'ils aient toujours raison. Prenez les positions de certaines organisations qui disent, par exemple, "Non au pétrole ! », « Non à l'extraction minière ! », « Non aux monocultures ! » Nous sommes prêts à donner jusqu'à notre dernier souffle pour construire plus d'hôpitaux, plus de d'écoles, mais comment le faire sans disposer, par exemple, de nos ressources naturelles non renouvelables ? Ce sont donc des positions dogmatiques dépourvues de sens. Ils recherchent des bénéfices corporatifs comme l'éducation bilingue que la CONAIE contrôlait et qui était la pire éducation possible. Toutes les évaluations nous le confirmaient. Nous portions ainsi préjudice à ceux qui avaient le plus besoin d'aide. Le rectorat, le ministère de l'éducation ont donc récupéré cette branche de l'enseignement. On doit démystifier certains dirigeants indigènes ; l'Europe croit que parce qu'ils sont indigènes, ils ont toujours raison. Il y a des gens honnêtes dans le mouvement indigène, mais il y a aussi des corrompus. Il y a des progressistes et des réactionnaires. La CONAIE - c'est un fait publique et notoire - a établi récemment un accord avec le secteur le plus réactionnaire de la politique équatorienne : la Junte civique de Guayaquil (Junta Cívica de Guayaquil). Je ne sais pas si vous la connaissez. Ils se sont réunis et ont décidé que la Junte Civique de Guayaquil financerait les mobilisations de la CONAIE... Ils ont totalement perdu la tête L'Europe doit démystifier certains groupes indigènes.

IR : Votre gouvernement propose en ce moment une loi sur la propriété des médias qui a l'air d'être une des plus avancées au monde. Quelles résistances suscite-t-elle ?

RC : Je ne sais pas si vous faites référence à ce que dit la Constitution, qui interdit désormais que des groupes financiers possèdent des médias. Justement, le délai - pour se mettre en conformité avec la loi - prenait fin en octobre 2010. Dès le mois d'août, j'ai mis en garde : "Attention ! Nous devons nous attendre à tout !" Car retirer au secteur financier les médias constitue un changement fondamental dans les rapports de force. Avant, en Equateur, que pouviez-vous faire contre le secteur bancaire ? Il possédait cinq des sept chaînes de télévision Et il contrôlait les deux autres, via la publicité... En gros si vous vouliez légiférer sur les taux d'intérêt, les banques lançaient sur leurs cinq grandes chaînes des campagnes permanentes sur le thème d' « attentat à la propriété privée », à "l'initiative privée", à la "libre entreprise"... Et les deux autres chaînes devaient se taire, sinon elles perdraient leurs recettes publicitaires C'était un pouvoir énorme. Cette nouvelle disposition constitutionnelle change donc réellement les rapports de force dans notre pays.

J'avais donc anticipé : « Soyez attentifs ! Ces gens vont tenter n'importe quoi pour éviter de rendre, en octobre, leurs médias ! ». Je ne me suis pas trompé. C'est certainement l'une des raisons de la tentative du coup d'Etat du 30 septembre. Des représentants du secteur financier et des banquiers corrompus ont, sans doute, financé le putsch dans l'espoir de ne pas perdre leurs médias... Mais ils ont échoué, et en octobre, ils ont dû les remettre à l'Etat. Nous sommes d'ailleurs en train de réviser certaines transactions en apparence fictives, des changements de propriété de dernière minute qui ont l'air très louches... Les mêmes banquiers voulaient apparemment continuer à contrôler les médias... C'est donc un coup très dur. Et cela change les rapports de force en faveur des grandes majorités populaires.

D'autre part, en effet, une loi est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, une loi très avancée, qui permettra aux citoyens de contrôler les excès de certains groupes de presse. Vous n'imaginez pas les attaques qu'a subies cette loi. C'est peut-être la campagne la plus dure qu'a connue ce pays, des pages entières dans les journaux, totalement coordonnées, réclamant "plus de respect", "notre liberté est en jeu"... La manipulation de toujours, en quelque sorte. En réalité, personnellement, je ne suis pas beaucoup intervenu et j'attends que la discussion, à l'Assemblée nationale, soit terminée et le texte de la loi établi pour le réviser.

IR : Certains dirigeants de l'opposition de gauche, en particulier le Mouvement populaire démocratique (Movimiento Popular Democrático) accusent votre gouvernement de "corruption", ils évoquent des contrats de millions de dollars, passés par l'un de vos frères. Ils parlent aussi de "trahison du désir de changement des peuples d'Equateur". Que leur répondez-vous ?

RC : Premièrement, qui vous a dit que le Mouvement populaire démocratique (MPD) était de gauche ? C'est le meilleur allié de la droite. A l'Assemblée nationale, ils ont toujours pris ce parti. Vous n'ignorez pas qui était Lucio Gutiérrez... Le MPD l'a défendu jusqu'à la dernière minute Ces gens ne sont pas de gauche. Ce sont des opportunistes, ils cherchent à maintenir leurs privilèges et les espaces de pouvoir qu'ils ont gagnés dans les universités et dans certains milieux locaux, etc. Ce sont les grands responsables de la médiocrité de l'éducation primaire, secondaire et supérieure du pays, car ils ont infiltré ces secteurs Le MPD n'a de gauche que son discours, ne vous trompez pas.

Deuxièmement, accuser de "corruption" pour gagner un crédit politique est l'attitude la plus corrompue qui soit en Amérique latine. Qu'ils nous disent donc où est la corruption. Moi, je peux démontrer des cas de corruption les concernant : la façon dont ils obligeaient les instituteurs, par exemple, à participer au financement de leur propre corporation. Qu'ils disent donc où est la corruption. Cela fait parti de la stratégie de la droite. Ils essayent de nous voler notre bien le plus précieux : l'honnêteté. Qu'ils enquêtent et disent si le président s'est enrichi de façon illicite, s'il a pris vingt centimes qui ne lui appartenaient pas. Qu'ils nomment les ministres Je peux garantir l'intégrité de tous les hauts cadres du gouvernement. Bien sûr, celle de cadres moyens, dans certaines provinces, c'est autre chose... Mais cette accusation contre nous est déjà une forme de corruption

En ce qui concerne les contrats millionnaires de mon frère. Il a fait, dans mon dos, illégalement, 80 millions de chiffre d'affaires de contrats, ce à quoi j'ai répondu en mettant fin à tous les contrats et en récupérant les dépôts de garantie qui avaient été versés. Ce qui a permis de préserver, de manière préventive, les intérêts de l'Etat. Que pouvais-je faire de plus ? Le mettre en prison ? Non, car il n'y a pas eu infraction pénale, simplement infraction administrative. Mais, si certains pensent qu'il faut le mettre en prison parce qu'il s'agirait d'un délit d'action publique, ils peuvent eux-mêmes se charger de déposer plainte. Ils doivent le faire d'ailleurs, sinon ils se rendent complices de corruption. S'ils sont au courant et ne le dénoncent pas, comme n'importe quel citoyen peut le faire devant le fisc, c'est grave. Et pourtant, ils ne le font pas. C'est donc de l'hypocrisie. En quoi est-ce ma faute, si mon frère a agi avec une extrême indélicatesse, s'il a été déloyal à mon égard ? J'ai pris toutes les mesures que la loi permettait pour préserver les intérêts de l'Etat. Alors, comme ils n'ont rien à me reprocher, ils continuent à répéter les mêmes idioties... Oubliez qu'ils sont de gauche, mais ils n'ont rien à voir avec la gauche. Allez voir à l'Assemblée avec qui ils votent. Avec l'extrême droite de toujours

IR : Comment expliquez-vous que l'Amérique latine soit aujourd'hui la région du monde où il y a le plus d'expériences progressistes ?

RC : D'heureuses coïncidences, non ? Résultat des abus excessifs commis par la bourgeoisie. Ils nous ont trop exploités. En d'autres termes, le néolibéralisme et ensuite Monsieur [George W.] Bush. Ce dernier a été le meilleur électeur en Amérique latine, nous devons lui en être reconnaissants ! Beaucoup de gouvernements progressistes de la région sont arrivés au pouvoir grâce à lui, en réponse ou en rejet à ses politiques. Et comme ces gouvernements s'en sortent bien, cette tendance progressiste continue de s'étendre en Amérique latine. Ce que les gouvernements néolibéraux ont fait durant les années 1980 et 1990 a eu des conséquences terribles : un désastre économique et social, sans parler de l'échec démocratique. Quelles atteintes à la démocratie ! Rien ne se décidait dans les urnes. Quel que fût le résultat des élections, les politiques suivies restaient les mêmes, définies par des instances extérieures ou par des pièges institutionnels mis en place. Prenons l'exemple des Banques centrales autonomes. Qu'étaient ces Banques centrales autonomes ? Indépendamment de l'élu qui arrivait au pouvoir, la politique monétaire demeurait la même. Les Banques centrales étaient autonomes par rapport à notre démocratie, à nos peuples, mais elles étaient totalement dépendantes de la bureaucratie internationale. Un tel système était fait pour que rien ne change. Sans parler de l'échec économique, social et démocratique qui ont marqué ces décennies de longue nuit néolibérale.

L'Amérique latine avait perdu jusqu'à sa dignité, l'estime de soi. Cela ne surprenait personne qu'un bureaucrate du FMI vienne nous dire ce que nous devions faire, vienne réviser nos comptes. Maintenant, si un bureaucrate descend de l'avion, il y remonte directement et repart dans l'autre sens. Je n'oublierai jamais - et ceci m'a beaucoup impressionné, comme je viens de le dire au Sommet Ibéro-américain - quand j'ai accompagné Cristina [Fernández, présidente de l'Argentine] devant le cercueil de Néstor Kirchner. Des dizaines de milliers d'Argentins défilaient, des jeunes pour la plupart, et aucun ne disait : "Merci Nestor, pour avoir augmenté les réserves monétaires.", ou « Merci Nestor, pour avoir réduit le risque du pays. » Ils disaient : « Merci Nestor, pour nous avoir rendu notre dignité. ». L'Amérique latine préfère le risque d'être libre, plutôt que la néfaste solvabilité d'être servile. On avait perdu jusqu'à notre dignité. Notre estime de soi était ravagée.

Aujourd'hui, ont voit tout cela réapparaître. On voit des gouvernements souverains, dignes, qui récupèrent leur dignité, celle de nos peuples, et cette estime de soi. C'est une contribution fondamentale à ce changement d'époque que vit l'Amérique latine. C'est une des explications les plus claires de ce changement. Des gouvernements qui vont véritablement nous défendre, qui vont véritablement œuvrer pour nous, sont enfin arrivés au pouvoir ; des gouvernements qui vont vraiment faire ce dont nos pays ont besoin. Les gens sentent qu'ils récupèrent cette dignité et cette estime de soi.

IR : Au Sommet ibéro-américain de Mar del Plata, d'où vous venez, vous avez demandé - selon la presse - que figure, dans la déclaration finale, une condamnation de la diplomatie des Etats-Unis après les révélations de WikiLeaks, mais cette proposition n'a apparemment pas été retenue.

RC : Tout cela est faux. C'est une invention de la presse. J'ai lu dans le journal argentin La Nación : que "Correa s'est rendu au Sommet avec l'intention de condamner les Etats-Unis". C'est une pure invention. Je n'ai même pas fait référence au problème de WikiLeaks durant mon intervention, vous pouvez le vérifier. C'est absolument faux. De surcroit, ils ont affirmé que le chancelier Ricardo Patiño a essayé d'inclure cela dans la déclaration finale.

C'est le fruit de la mauvaise foi et de la médiocrité de cette presse argentine, que d'autres médias ont repris sans vérifier les sources, et maintenant c'est à nous de démentir. Cela n'a ni queue ni tête. En tous cas, ça ne vient pas de nous ; nous n'en avons jamais fait mention. Nous avions une toute autre priorité au Sommet ibéro-américain : obtenir la condamnation unanime de la tentative de coup d'Etat du 30 septembre en Equateur, par exemple. Et nous l'avons obtenue. Mais nous n'avons même pas mentionné Wikileaks. C'est une pure invention de la presse, médiocre et corrompue, qui répète sans vérifier ses sources[i].

Suite à la page (18)



Le peuple Equatorien confrontant les policiers

BAY PEP AYISYEN AN ED KOUNYEA



SAMDI, KAP 8 JANVYE, 2011 AP GEN YON GWO LEVE KANPE KAP FET

DEVAN OFIS PREZIDAN WILLIAM J. CLINTON, KI SE ANVWAYE ESPESYAL NASYON ZINI POU AYITI.

ADRES LA SE: 55 West 125th Street, New York, NY (Li ant Lenox ak 5th Avni). Lè-a se 10 zè pou midi edmi.

Sa fè deja preske yon lane depi tranbleman tè a, epi demwa depi zafè kolera ap fè ravaj nan peyi a. Plis pase yon milyon moun ap dòmi nan lari nan menm kondisyon ak bèt, san lijyèn, ni dlo, prèske san manje, pa gen sekirite, pa gen kote pou pèp la pare pou solèy ak lapli. Moun ki gen kolera ap mouri paske pa genyen medikaman nan sant de sante yo. Nap mande kisa yo fè ak tout bilyon dola yo òganizasyon charitab yo ranmase nan non pèp Ayisyen an ki te viktim yo. Malgre gen yon pakèt moun Nasyon Zini voye nan peyi a, nou pa wè ankenn chanjman nan sitiyasyon ak soufrans pèp la.

N ap mande pou yo ede pèp la jwenn medikaman ak dlo potab pou trete moun ki viktim nan maladi kolera; pou yo fè bonjan kay pou mete tout viktim tranbleman tè yo; kounye a pou yon elimine tout tant yo nan vil la; pou moun yo jwenn bon jan dlo pou bwe; pou gen bon lijyèn; se pou responsab yo distibye manje bay moun yo; pou yo bay moun ki pap fè anyèn yo travay nan gwo kay ki pral konstwi yo; pou yo elimine tout vye dechè ki anpeche moun viv an sante; nou bezwen pou gen bonjan transparans nan gouvènman e nan moun ki responsab nan peyi a, nan ONG yo ak nan Loni ak moun ki reprezante òganizasyon sa yo nan sa ki konsène lajan kap antre ak sa kap sòti.

Nou se yon gwoup ayisyen tèt kole kap viv nan zòn Nòdes peyi Etazini. Nou mete tèt nou ansanm pou nou fè devlopman ak edikasyon nan peyi Dayiti. Nap batay tou pou jistis, demokrasi nan peyi Dayiti.

Pou plis enfòmasyon oubyen si w vle ede, ou ka kontakte moun sa yo: Judy Reilly, 201-784-0008, Fr. John Squeo, 201-207-0112; Clauvice St. Hilaire, 732-646-1671. HSNNE99@yahoo.com.

Vous avez dit tumeur…

Par Dòk Fanfan

On entend souvent dire: il/elle a une tumeur, le docteur lui a trouvé une grosse tumeur, quelle sorte de tumeur est-ce ? Sans aucun doute le profane utilise le mot tumeur sans en savoir le sens précis. Même, dans l'esprit de plus d'un, avoir une tumeur c'est vouloir dire avoir un cancer, ce qui n'est pas tout à fait exact. Alors de quoi s'agit-il ? Peut-on en arriver au *nannan* de la question ?

Commençons simplement par cette définition que donne le Petit Larousse du mot tumeur :« *Augmentation de volume d'une partie d'un tissu ou d'un organe due à une prolifération cellulaire formant un nouveau tissu* (*néoplasme*). C'est vrai que le petit Larousse et moi faisons bon commerce, mais je me sens parfois plus en sécurité en compagnie du Petit Robert. En effet, en plus de la définition du Larousse, d'allure médicale, Ti Bob mentionne une deuxième définition, «*au sens large*» : «*tout gonflement pathologique formant une saillie anormale : enflure, excroissance,* ***grosseur…***».

Voilà le maître mot, le tonton mot : **grosseur**. Indépendamment de sa cause, de son origine, de sa nature, une tumeur est d'abord une grosseur, une masse occupant un certain volume. Ainsi, une accumulation circonscrite de sang, formant une bosse suite à un traumatisme est une tumeur qui, dans le jargon médical, se nomme un hématome. Une femme développe-t-elle un fibrome utérin, c'est encore une tumeur. Un abcès occupant un certain volume est aussi une tumeur. Un cancer du poumon ou du sein est aussi une tumeur. Nous avons donc affaire à quatre tumeurs, quatre grosseurs, quatre masses (petites ou grosses), mais elles sont de nature différente.

Dans le cas d'un hématome ou d'un abcès, il y a une grosseur, une enflure, mais il n'y a pas formation de nouveau tissu, il n'y a pas **prolifération** de nouveau tissu, ce qui est le cas pour un fibrome de l'utérus ou un cancer du poumon. Le mot «néoplasme» est le terme



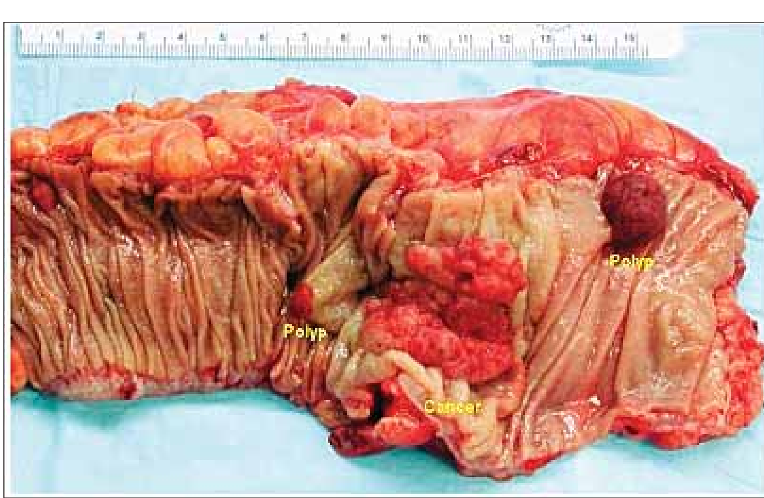
Lipome du cou

général (médical) pour désigner ces tumeurs formées à la suite d'une prolifération de nouveau tissu, le préfixe «néo» venant du grec *neos* : nouveau. Les néoplasmes peuvent être bénins, ou malins. Les néoplasmes malins sont ce que couramment on désigne sous le vocable de cancer. La tumeur bénigne par elle-même n'est pas une menace à la vie de l'individu, contrairement à la tumeur maligne, ou cancer, qui éventuellement finit par tuer. Dans le développement qui suit je me limiterai à l'usage du mot «tumeur», moins lourd que le terme «néoplasme» un peu rébarbatif, même pour mon oreille médicale.

Tumeurs bénignes

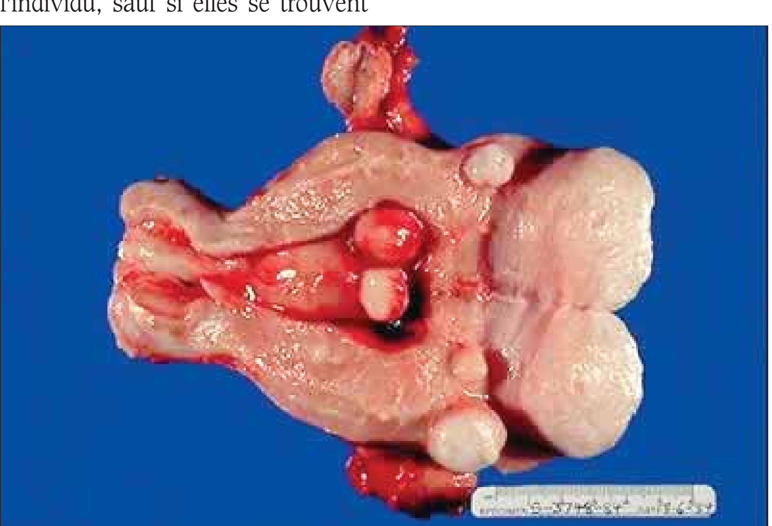
Elles peuvent prendre naissance pratiquement dans n'importe quel tissu ou organe. Généralement, elles comportent le suffixe «ome» indiquant qu'il s'agit d'un néoplasme. Le préfixe varie et se réfère généralement au tissu d'origine. Un **angi**ome est d'origine vasculaire, un **méningi**ome prend son origine dans les méninges (menbranes autour du cerveau), un **adén**ome/ **fibroadén**ome du sein provient des tissus fibreux et glandulaires de cet organe, un **lip**ome naît de tissu graisseux. Il existe quelques exceptions en ce qui a trait à la terminologie. Ainsi un fibrome utérin est en réalité un **léio**myome parce que prenant naisance à partir du tissu musculaire de l'utérus. Un **héma**tome quoique n'étant qu'une collection localisée de sang (hémato) coagulé, a pu se faufiler jusqu'à mériter du suffixe «ome».

Les tumeurs bénignes croissent lentement, formant des masses de grosseur variable. Elles ne sont pas douloureuses. Par contre elles peuvent causer de la douleur si elles



Spécimen chirurgical montrant un cancer aux contours très irréguliers et deux polypes : deux masses bien arrondies

compriment une racine nerveuse. Elles ne menacent pas la vie de l'individu, sauf si elles se trouvent transformer en une tumeur maligne, en un cancer (adénocarcinome).



Pièce d'hystérectomie. L'utérus a été sectionné le long de la ligne médiane exposant trois fibromes, chacun tranché en deux

dans une localisation pouvant causer menace à la vie. Ainsi, un fibrome utérin peut faire saigner abondamment une femme jusqu'à mettre sa vie en danger.

Les «polypes» (de l'intestin, de la gorge, des sinus, des cordes vocale, de l'utérus) ne doivent leur nom qu'à leur forme rappelant les polypes marins. Ce sont des **grosseurs**, des masses, de nature inflammatoire (sinus) ou néoplasique (intestins). Les polypes intestinaux sont de nature glandulaire, ils sont dus à une prolifération des glandes intestinales (adénome) qui peut se

Tumeurs malignes (cancers)

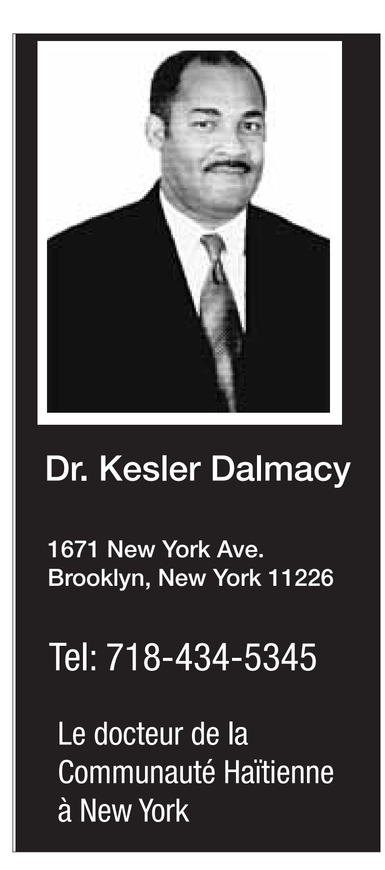
Elles se caractérisent essentiellement par leur nature agressive, envahissante, et peuvent s'étendre à distance (métastases). Elles sont débilitantes, conduisant à un amaigrissement et affaiblissement progressifs jusqu'à ce que mort s'ensuive. En général leur appellation varie avec leur tissu d'origine : adénocarcinome (glandulaire), léiomyosarcome (tissu musculaire lisse), lymphome (tissu lymphoïde des ganglions), etc. Des exceptions existent.

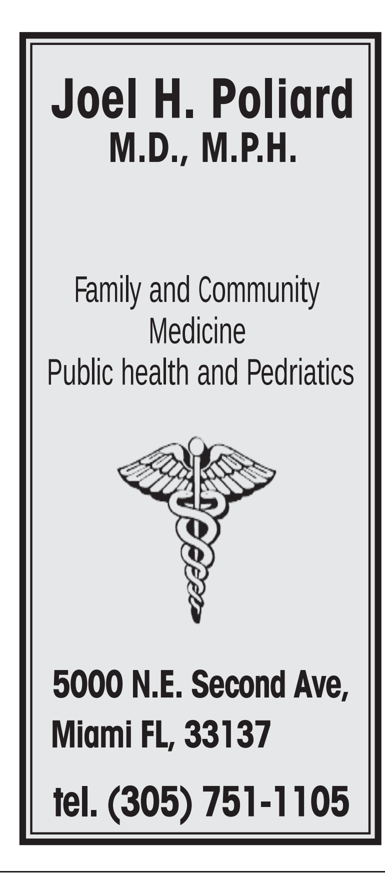
Les tumeurs malignes sont des masses circonscrites à un organe. Toutefois elles peuvent être diffuses, c'est le cas des leucémies dans lesquelles les cellules malignes prolifèrent dans le sang même. Elles peuvent être multiples, c'est le cas d'une tumeur maligne connue sous le nom de myélome multiple, consistant en de multiples masses se développant au niveau de la moelle osseuse.

Enfin, les tumeurs malignes ne sont pas d'égale agressivité. Certaines sont de «faible malignité» ou de «malignité réduite», d'autres sont de «haut degré de malignité». Les cancers de l'estomac, du pancréas, de l'œsophage par exemple sont hautement malins. Les survies de plus d'une année, après diagnostic, sont rares. Le cancer de la thyroïde de la variété dite «papillaire» est une tumeur de faible malignité, alors que le cancer thyroïdien de la variété dite «folliculaire» est bien plus agressive. Il se peut même qu'un individu ne meure pas de son cancer mais succombe à une autre maladie. Ainsi, un septuagénaire atteint d'un cancer de la prostate peut vivre relativement longuement jusqu'à être emporté par une crise cardiaque, une rupture d'anévrysme de l'aorte ou un accident cérébro-vasculaire (*stroke*).

Conclusion

Vous avez dit tumeur, n'est-ce pas ? Maintenant, vous savez que tumeur n'est pas nécessairement synonyme de cancer. Mieux, vous savez qu'il y a des tumeurs bénignes et des tumeurs malignes, ces dernières correspondant à des cancers. Vous savez aussi qu'il y a des cancers moins «méchants» que d'autres. L'essentiel c'est de ne pas jouer au plus malin si vous vous découvrez une grosseur, une tumeur, par exemple au niveau des seins, de la peau, du cuir chevelu, des testicules. D'ailleurs, vous seriez bien avisé de consulter votre médecin au moins une fois par année. Dans l'éventualité d'apparition de signes ou symptômes **persistants** (toux, constipation, perte de poids ou autre) qui peuvent bien être les premières manifestations d'une tumeur, bénigne ou maligne, il faut absolument consulter un médecin.







FAMILY LAW & CRIMINAL
• Divorces
• Child Custody & Visitation
• Child/Spousal Support
• DWI
• Assault
• Theft/Juvenile Crimes
BANKRUPTCY • IMMIGRATION
REAL ESTATE • WILLS/PROBATE
Reasonable Rates
Free Phone Consultation
347-240-2876
1501 Newkirk Avenue
Brooklyn, NY 11226

A & P Shipping
THE BEST CARGO FOR HAITI

4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210
TEL: 347-599-8068
718-421-0101
Machines, Camions
Nou bay bon sèvis
Nou delivre pòt an pòt
Pri piyay chak jou
Ayiti chak mwa
Nou rapid epi nou garanti
TEL: 347-599-8068
718-421-0101
Door To Door In Haiti
Port-au-Prince And
Countrysides
Good Prices
We Deliver Barrels, Boxes,
Trucks, And Cars... Etc.
Every Month In Haiti

Deklarasyon Kolektif

Soti nan paj 6

« fidèl » yo kont **Sèvitè Vodouyizan** an yo ki fè yo radote konsa a tankou bounda malere ki gen dyare Kolera menm tchoul mouche Mouche Leblan Enperyalis pote vin lage nan kòlèt Mas Popilè yo.

KADAV ap di ni pastè atoufè, ni « frè ak sè » potestan ki met « lafwa » yo sèlman nan **kèk plat manje** pou yo pa kite ONG anjandre ak Mouche Leblan Enperyalis voye yo al touye **Sèvitè Vodouyizan** an yo ki se menm san ak yo pou yo ka ba yo kèk sak sinistre ki fin fè vè e ki chaje ak vètè. **KADAV** ap di ni pastè atoufè, ni « frè ak sè » potestan an yo al di patwon yo Mouche Leblan Enperyalis sispann kidnape Prezidan peyi n pou yo ka lage Ayiti nan Katchouboumbe. **KADAV** ap di ni pastè atoufè, ni « frè ak sè » potestan mangouyan an yo al di patwon yo Mouche Leblan Enperyalis sispann finanse Zeleksyon/Seleksyon/Esklizyon pou lage peyi n nan plis Tèt Chaje toujou. **KADAV** ap di ni pastè atoufè, ni « frè ak sè » potestan mangouyan an yo al di patwon yo Mouche Leblan Enperyalis ba peyi n Ayiti yon chans pou l viv nan lapè ki se chimen ki mennnen nan lakou Chanjman Devlopman ak Pwogrè pou tout Mas Popilè yo.

Jistis, Reparasyon ak Dedomajman, se sa **KADAV** reklame ak tout fòs li pou tout frè n ak sè n ki mouri nan **MERA KOLERA MINISTA,** ni pou tout Sèvitè sa yo bay pou pastè atoufè voye potestan fondamantalis yo al rache ak manchèt, ak kout hach, ak kout katchapika, ou byen lapide ak kout baton, ak kout wòch pou fè Mouche Leblan Enperyalis plezi. **KADAV** ki pa janm nan benyen kache twou lonbrik ap fè Mas Popilè yo sonje menm jan ak **Mera Kolera** a relijyon katolik, relijyon potestan, ONG, kalvè mizè ak lesklavay, se kèk nan malè giyon ak nan pwazon pa tann te Mouche Leblan Enperyalis pote pou detwi lavi pwòp pitit tè a pran depi lane 1492 pou rive jis jounen jodia.

KADAV ap di Ayibobo pou tout Sèvitè Vodouyizan ki pa bay Zagoloray Legen

Sispann kite zòt pot Lakwa vin plante nan Peristil yo

ABA tout Fondamantalis ki se Zouti enperyalis sèvi pou divize yon peyi

ABA tout Pè, Pastè ak Fidèl Asasen, Sanguinè, Atoufè

ABA tout ONG Pèpè k ap lage Kolera Divizyon nan mitan Ayisyen

ABA Militè Minista MERA KOLERA

Viv Kilti Popilè peyi a.

Viv Lit Anplwaye revoke yo pou jwenn Dedomajman Reparasyon ak Reyentegrasyon.

Viv Lit pèp Ayisyen an pou l viv nan Sante nan Diyite ak nan Fratènite.

Paske Laviktwa se pou pèp ki kwè nan Batay, ki pa pè Batay e ki konn Batay

Pou Komite a : **J. Fatal PIARD Kòdonatè, James DORVI Kòdonatè Annapre**
Pòtoprens 24 desanm 2010

Premye

Soti nan paj 6

konstitisyon 1987 la. Manifestasyon sa a te demare devan lokal ONA sou Channmas la, manifestan yo te fè plizyè virewon sou plas Channmas yo, arebò palè a, anvan yo te vire nan ri Kapwa, monte sou wout Lali a, kote yo te bloke sikilasyon an ak barikad, kawoutchou ki t ap boule. Manifestan yo te vire nan Avni Martin L. King, vire desann sou Bwavèna a, tout kote manifestan yo te vire, yo te ankòlè, bloke devan Teleko Pon-moren an ak barikad, dife, sou tout wout Bwavèna, lapolis administrastif ak Ajan Simo yo te debake arete 2 manifestan, foul la te anvayi machin lapolis, yo rale 2 manifestan polisye yo te arete fèmen yo nan machin yo. Polisye Simo yo te bay manifestan yo anpil presyon pou te fè yo antre lakay yo, moun yo te detèmine, yo pa t pran nan presyon, yo te di polisye yo jodi a se Premye Janvye, se jou Dessalines te bay peyi a endepandans li, jounen jodi a, peyi a okipe, okenn moun pa ka anpeche pèp la pran lari a. Manifestan yo te kontinye desann sou Bwavèna a, bloke kafou Tifou ak kawoutchou, tout channmas te bloke. Se ponpye yo ki te vin touye dife yo. Sou tout pakou manifestasyon an depi se machin Minustah yo te jwenn, yo kalonnnen yo ak kout wòch, nan ri Kapwa, manifestan yo te wè 2 machin Minustah ki t ap parèt nan zòn anbasad Lafrans, manifestan yo kouri dèyè yo ak kout wòch, sòlda Minustah yo te kouri kase tèt tounen al antre nan komisarya Pòtoprens, nan ponpye a, si yo pa t kouri, manifestan yo t ap fè yo pase yon move moman.

Sou pankat yo, manifestan yo te ekri : *« Libète pou Ayiti, prizon pou Preval. Minustah-Kolera dwe kite peyi a. Anilasyon maskarad 28 novanm la. Arestasyon tout manm KEP a ak direktè jeneral la. Aba okipasyon ! Aba Rene Preval ! Aba Bill Clinton ! Aba ONU ! Minustah pote Kolera, OEA pote kriz elektoral ! Viv yon Ayiti Granmoun » !*

Manifestasyon samdi premye Janvye 2011 lan se yon prèv ki montre, yon lòt fwa ankò pèp ayisyen an pa dakò ak fòs okipasyon Loni an, Minustah nan peyi a, li pa dakò ak gran pisans enperyalis ameriken ak ewopeyen yo, k ap pouri peyi pi plis, k ap piye richès peyi a. Li pa dakò ak Rene Preval ki vle tabli yon rejim diktati sou baz yon kontinite nan okipasyon, grangou, mizè, chomaj, inyorans, esklizyon, tranzisyon. Pèp ayisyen pa dakò ak maskarad 28 Novanm lan, ak OEA ki vle enpoze maskarad sa a pèp ayisyen. Tout solisyon politik LONI, OEA ak gwo pwisans enperyalis yo ap enpoze a pèp ayisyen ap vin ogmante kriz la ak enstabilite politik la. Se pèp ayisyen an ki pou pran desten peyi l ak yon pwojè politik byen defini ak patisipasyon mas yo ki pou kondwi peyi a sou chimen devlopman ak demokrasi reyèl.

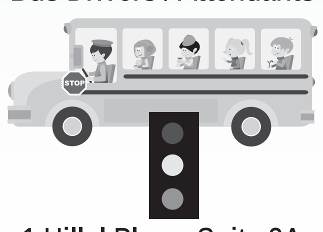
Yves Pierre Louis

PRIME TIME
DRIVING SCHOOL, Inc.



Cars or Buses • 5 Hour Class

All Classes for School
Bus Drivers / Attendants



1 Hillel Place, Suite 3A
Brooklyn, NY

718-859-8526

Le principal

Suite de la page (13)

taux de 2,1 p. 100. La lutte est maintenant de faire appliquer les méthodes les plus efficaces dans tous les centres traitant l'épidémie. Les Groupes de proximité de la brigade Henry Reeve - des Cubains, ainsi que des Latino-Américains et des Haïtiens diplômés de l'ELAM - se montent maintenant à quarante-deux, et ils peuvent atteindre n'importe laquelle des sous-communes les plus isolées du pays. On dispose aussi de soixante-et-une unités de traitement du choléra.

On peut apprécier l'effort que consent notre pays en faveur de la santé publique - démarré, comme le rappelle l'article de The Independent, dès le triomphe même de la Révolution - dans le simple fait que la République bolivarienne du Venezuela diplômera l'an prochain huit mille médecins formés sur les plans théorique et pratique avec le concours de spécialistes cubains. Le Venezuela finira par atteindre des niveaux de santé qui le situeront parmi les meilleurs au monde. Des résultats si prometteurs constituent le principal encouragement à nos efforts.

Fidel Castro Ruz
Le 29 décembre 2010

Offrez un cadeau à vos proches !

A quelques jours des fêtes de fin d'année, si vous manquez d'inspiration pour vos cadeaux de Noël et du jour de l'An. Visitez Grenadier Books et Découvrez de beaux livres, de rares CDs et DVDs ; T-shirts de Fidel Castro, Che Guevara, Jean Jacques Dessalines et autres articles.
De plus ayez soin de vous procurer un poster du Fondateur de la Nation haïtienne Jean-Jacques Dessalines. « Vous n'êtes pas haïtien si vous n'êtes pas Dessalinien »
Les prix sont abordables !



Grenadier Books

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel 718-421-0562

Les Cinq

Suite de la page (12)

dans votre pays était on ne peut plus justifié ! Pourtant ce sont eux qu'on emprisonnés, quand les mafieux complotent en toute impunité, voire même y sont encouragés ! Ce sont aux épouses de deux d'entre eux que votre gouvernement refuse le visa d'entrée aux Etats-Unis, les empêchant ainsi d'aller voir leurs maris, sous prétexte qu'elles sont dangereuses pour la sécurité de ce pays !

Monsieur le Président Obama, vous vous devez d'accorder la « clémence exécutive » à ces cinq hommes qui n'ont que trop souffert depuis plus de 12 ans. Il n'est pas trop tard, même si cette clémence ne pourrait effacer toutes ces années de jeunesse qu'ils ont perdues dans vos prisons, mais ce serait un premier pas vers un début de justice. « Yes you can ».

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie

Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Messieurs Harry Reid, Eric Holder et l'Ambassadeur des USA en France

CSL 3 Janvier 2011

Ndlr. * **FNCA**. Fondation nationale cubano-américaine.

****SIP.** Société interaméricaine de presse.

50 ans après l'assassinat...

Suite de la page (12)

des Patriotes de la Diaspora Congolaise (UPDC e.V.), Philomène Ekouma, Kalonji Carro Kassongo, Roger Somville (artiste peintre), Marc Somville (manager artistique), Lambert Okundji Lutula (Secrétaire cercle des amis de Lumumba), Iseewanga Indongo-Imbanda (Sociologue), Yalale, Luc Delval, Mete-Lobonza, Abbé Claude Okondjo, Serge Poliart, Joëlle Baumerder (Directrice de La Maison du Livre), Roger-Shimba Kankwende, Bertrand Terlinden, Mohammed Belmaizi (Défenseur des droits humains), André Berruer, Raoul M. Jennar (Consultant en relations internationales), José Fontaine (directeur de la revue TOUDI), Chris Den Hond (réalisateur militant), Ginette Bauwens (philosophe), Jean-Claude Englebert (Président du Foyer forestois), Herman de Ley (em. prof.), Olivier Mukuna (Journaliste), Christiane Lévêque (membre du collectif Mémoires Coloniales), Wende da Dese (enseignant membre du CAL), Veronique Bragard (UCL), Bernadette Renard, Ploumhans Madeleine (pensionnée, CADTM), Diagne Roland (porte parole du collectif Afrique - CA), Hughes Van Stichel, Anatole Atlas (Jean-Louis Lippert), Luhahi Jean-Marie, Soiresse Kalvin, Moïse Essoh (secrétaire exécutif du CODE-Cameroun), Lopez Mary, André Berruer, Francis Leboutte (ingénieur civil, objecteur de croissance), Philippe DeVillé (Professeur émérite à l'Université Catholique de Louvain (UCL), Professeur Invité à la faculté des sc. économiques, sociales et politiques IRES, Institut de Recherches Économiques et Sociales, UCL), Michel Ansay (Prof hreULG), Anne Ransquin (collaboratrice de Balufu Bakupa-Kanyinda), Enrique Santiago Romero Abogado (España), Toon Mondelaers (CvS Brussel), Vincent Robeyns (enseignant), Paul BLANJEAN (Secrétaire Fédéral, MOC VERVIERS), Marco Antonio Velázquez Navarrete (Secretario Técnicov Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio «RMALC»), Cinzia Donadelli (Roma, Italia), Tony Busselen (Solidaire), Jean Pestieau (professeur émérite UCL), Damien de Charrette, Jean Flinker (membre d'Attac-Bruxelles, enseignant), Bernadette Renard.

CADTM 23 décembre 2010

Les Etats-Unis et l'UE préparent une action militaire contre la Côte d'Ivoire

Par Ann Talbot

La situation dans ce pays d'Afrique occidentale continue à se détériorer après les élections présidentielles contestées de novembre où le président sortant Laurent Gbagbo et son rival, Alassane Ouattara, ont tous deux revendiqué la victoire.

Le ministère américain des Affaires étrangères a imposé une interdiction de voyage à Gbagbo. Le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires africaines, William Fitzgerald, a dit que les Etats-Unis imposeraient une interdiction de ce type à Gbagbo, à tous les membres de sa famille et à son entourage, tout en envisageant également l'imposition de sanctions financières.« Il est tout à fait possible qu'il essaie de nous ignorer en espérant que nous oublierons l'affaire et que nous disparaîtrons ou que nous nous concentrerons sur une autre question », a dit Fitzgerald. « Je ne peux que lui rappeler qu'il s'agit ici d'une communauté internationale unanime. Nous ne disparaîtrons pas et nous n'oublierons pas. »

Une déclaration identique est venue de l'Union européenne (UE). Elle a gelé les avoirs de Gbagbo et lui a imposé une interdiction de visa ainsi qu'à ses partisans.

Entre-temps, le Conseil de sécurité des Nations unies a prolongé de six mois le déploiement de ses soldats en Côte d'Ivoire. Cette décision a été prise en réponse à Gbagbo qui réclamait le départ immédiat des troupes onusiennes.

L'ambassadrice américaine, Susan Rice, qui préside actuellement le Conseil de sécurité et qui est l'ancienne assistante du secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, a émis une menace à peine voilée à l'adresse de Gbagbo et de ses partisans.

« Les membres du Conseil de Sécurité préviennent toutes les parties prenantes qu'elles seront tenues responsables des attaques contre les civils et les forces de maintien de la paix et qu'elles seront poursuivies en justice en vertu de la loi internationale et du droit international humanitaire. »

Le ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth a conseillé aux ressortissants britanniques de quitter la Côte d'Ivoire. L'ambassade américaine à Abidjan a fait évacuer l'ensemble du personnel non essentiel et leurs familles.



Les forces loyales à Gbagbo ont attaqué les troupes de l'ONU à l'Hôtel du Golf. Un soldat ivoirien a été tué lors de l'affrontement. Les forces de l'ONU ont depuis renforcé leur position

Newcrest Mining a cessé ses opérations minières dans la mine d'or de Bonkro. Newcrest est la première entreprise aurifère d'Australie. Ses installations à Bonikro produisent 120.000 onces d'or par an. L'entreprise a évacué son personnel au Ghana en ne laissant que le personnel de sécurité dans la mine. Elle s'attend de toute évidence à une intensification des opérations militaires en Côte d'Ivoire.

Les Etats-Unis, l'UE et les Nations unies ont reconnu Alassane Dramane Ouattara, le rival de Gbagbo, comme le vainqueur des élections présidentielles du mois dernier. Ouattara s'est installé dans l'Hôtel du Golf sous la protection des troupes de l'ONU et Gbagbo demeure dans le palais présidentiel. Les annonces coordonnées des Etats-Unis, de l'UE et de l'ONU visent clairement à faire passer le message qu'ils sont déterminés à établir un contrôle ferme sur cet important Etat d'Afrique occidentale. L'évacuation des civils donne à penser que les Etats-Unis et leurs alliés vont rapidement procéder à une nouvelle intervention militaire.

Entre 2002 et 2004, la Côte d'Ivoire avait été en proie à une guerre civile. En novembre 2004, la France avait détruit l'armée de l'air ivoirienne en saisissant le contrôle de la capitale Abidjan. Près d'un millier de soldats et de gendarmes français y sont encore stationnés, pour la plupart à l'aéroport. De plus, il y a plus de 9.000 personnels de l'ONU, dont des troupes, des observateurs militaires, des policiers et des responsables civils.

Les puissances régionales se sont alignées sur l'Occident. La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest a coupé les fonds à Gbagbo. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui a reconnu Ouattara comme président, soutient cette action et a suspendu l'adhésion de la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire est diplomatiquement isolée et Gbagbo pourrait ne pas être en mesure de payer ses troupes au-delà du mois.

Les tensions se sont intensifiées ces jours derniers. Les forces loyales à Gbagbo ont attaqué les troupes de l'ONU à l'Hôtel du Golf. Un soldat ivoirien a été tué lors de l'affrontement. Les forces de l'ONU ont depuis renforcé leur position par deux chars. Gbagbo a empêché que des livraisons n'arrivent à l'hôtel. Un porte-parole d'Ouattara a appelé à l'aide la communauté internationale. « Nous vivons des réserves de l'hôtel, » a-t-il dit, « D'ici mardi, ce sera fini. Il ne restera plus rien. »

A l'intérieur du pays, il y a eu des heurts entre les Forces Nouvelles loyales à Ouattara et les forces gouvernementales restant loyales à Gbagbo, en dépit des efforts entrepris par les Occidentaux pour provoquer une division au sein du commandement militaire. Ceci a introduit la possibilité d'une reprise de la guerre civile.

Selon l'ONU, quelque 200 personnes ont été blessées et 50 tuées durant la semaine. Un communiqué de l'ONU prétend que des gens sont enlevés de leurs domiciles par des hommes armés non identifiés fidèles à Gbagbo.

La commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, a parlé de massives violations des droits de l'homme commises en Côte d'Ivoire. « Des personnes enlevées seraient emmenées de force dans des endroits de détention illégaux où elles sont gardées au secret sans instruction. Certaines ont été trouvées mortes dans des circonstances discutables. »

L'on rapporte que les milices loyales à Gbagbo font des rafles dans les maisons et arrêtent les gens à Abidjan. L'ONU affirme qu'un immense charnier a été découvert dans la ville. Alors que la situation se détériore, les civils se préparent eux-mêmes à la guerre. Quelque 4.000 personnes ont franchi la frontière vers le Libéria voisin en quête de refuge.

Il est vraisemblable qu'il y aura une sorte d'intervention militaire bientôt. On est en train de préparer un dossier judicaire pour justifier une telle action en termes de défense des droits de l'homme. Il n'est pas encore clair quelle forme cette intervention prendra. Ce qui est clair, c'est que ni les Etats-Unis ni la France ne peuvent prétendre être les défenseurs du peuple ivoirien.

Les Etats-Unis et leurs alliés peuvent peut-être se montrer très critiques à l'égard de Gbagbo maintenant, mais ils ont collaboré avec lui pendant des décennies. Il est président depuis 2000 et a soutenu les programmes d'ajustement structurel économique et de privatisation du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Tout au long de cette période, il était loin d'être un défenseur des droits de l'homme. Il s'est avéré utile quand il avait fallu défier l'emprise de la vieille élite politique entourant Félix Houphouët-Boigny, le président de la Côte d'Ivoire depuis son indépendance en 1960. Il semble que Gbagbo a perdu son utilité et a refusé l'offre d'une retraite confortable au Nigéria ou en Afrique du Sud.

Ce qui se cache derrière le changement d'attitude à l'égard de Gbagbo c'est la possibilité que des réserves non négligeables de pétrole existent dans les eaux territoriales de la Côte d'Ivoire. Gbagbo a noué des liens étroits avec l'Angola et la compagnie pétrolière russe Lukoil. Il croit pouvoir utiliser les recettes du pétrole pour rester au pouvoir malgré la désapprobation internationale.

De la même manière, la perspective que la Côte d'Ivoire a des réserves pétrolières viables la rend plus importante stratégiquement pour l'Occident. La France et les Etats-Unis veulent une figure politique loyale pour contrôler ce pays qui possède de longue date une importance régionale ; il est le premier producteur de cacao du monde, dispose de nombreuses et précieuses ressources naturelles et dispose maintenant peut-être de l'importance supplémentaire due au pétrole.

Le Financial Times a mis en garde contre une intervention menée par la France comme étant « imprudente ». Mais il a réclamé une intervention africaine. Ceci signifierait que des troupes de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou d'autres troupes africaines seraient envoyées en Côte d'Ivoire avec le soutien de la France et des Etats-Unis. Ceci ne représenterait en aucune manière une « solution africaine pour un problème africain » selon la formule consacrée. Il ne s'agirait que d'une invasion impérialiste déguisée qui aurait au bout du compte comme récompense les ressources naturelles de la Côte d'Ivoire.

Wsws 31 décembre 2010







Bonne année 2011! Les voeux du Président Hugo Chavez

Chaque année vient avec ses particularités : 2010 nous a amené ses défis et ses difficultés. Il suffit de rappeler que nous avons dû combattre une sécheresse prolongée qui a généré une sévère crise électrique et, comme si cela n'était pas assez, les désastreuses conséquences matérielles et humaines consécutives aux intenses pluies de la fin de l'année.

Il faut le dire : nous avons surmonté les défis et les difficultés, comme dirait Gramsci, avec l'optimisme et la volonté ; avec la ferme et solide détermination qu'ils exigeaient ; avec la conviction, de plus, de savoir que, unie aux institutions de l'Etat et du gouvernement, il y avait la ferme volonté populaire sur laquelle on pouvait compter, comme cela a été démontré. Devant la volonté et le dévouement du peuple vénézuélien, hier, aujourd'hui ou demain, on ne peut que se sentir fier. Ces obstacles sont venus nous avertir qu'une Révolution n'arrive à s'établir pour satisfaire une nécessité historique que si un peuple la fait et la sent sienne.

Cela ne m'a pas fatigué de le dire et cela ne me fatiguera pas de le redire : nous sommes les fils et les filles de Bolivar et, c'est pourquoi, nous sommes le peuple aux difficultés. Toutes les difficultés viennent à nous : nous savons les vaincre.

Quel exemple lumineux le Venezuela donne-t-il au monde en matière de participation et d'action populaires. A partir de cet exemple, nous pensons que la Révolution, quand elle s'assume comme volonté transformatrice et comme processus qui désire s'inscrire dans le temps, se convertit en un exercice interpellation quotidienne : chaque jour se change en un éternel présent, un pari motivé par un projet qui advient, l'élaboration perpétuelle de tout un peuple.

Pendant que j'écris ces lignes, je me rappelle le temps écoulé et j'admire tout ce que nous avons réalisé, mais, par-dessus tout, je pense à ce qu'il nous reste à accomplir. Chevauchant le temps et l'éperonnant le plus possible, nous ne nous reposerons avant de voir accompli ce que nous avons tiré des rêves collectifs. Ce qui est vital c'est que la mesure et l'horizon de notre processus soit clair : nous enraciner dans la volonté populaire et en faire une réalité pleine et entière.

Nous le disons avec modestie et en étant conscient de notre responsabilité : il n'y a pas d'autre chemin que celui qui nous conduit à la conquête définitive du suprême bonheur social, pour le dire comme Bolivar.

Nous avons assumé, dans les circonstances actuelles du pays, d'être les héritiers et les continuateurs de la lutte prolongée des siècles et, par conséquent, le temps historique se présente à nous à chaque fois comme un défi, mais un défi orienté par l'espérance irréductible et libertaire. En 2010 a commencé la commémoration, dans les termes d'Augusto Mijares, de notre premier cycle de libération républicaine. C'est le torrent de l'histoire duquel nous sommes les héritiers et qui nous unit profondément à Notre Amérique, et qui est la lumière et la force jaillissant de la mémoire de notre peuple : l'héritage bolivarien.

En 2011, nous commémorerons, en grand, les 200 ans de la Signature de la Déclaration d'Indépendance : les 200 ans de la naissance de notre Venezuela comme République libre, souveraine et indépendante, comme chemin indépendant et comme rêve collectif, ce lumineux 5 Juillet 1811. Ce n'est pas peu de chose, donc, ce que l'on va commémorer et célébrer collectivement.

Pour nous, 1811 incarne une mémoire historique active et animée par une vérité immédiate, qui réside dans notre capacité de nous engager. C'est pourquoi à la thèse réactionnaire de l'Indépendance comme échec frustrant, nous opposons la thèse combative, créative et libératrice de l'Indépendance comme promesse et projet ouvert et inachevé : l'Indépendance n'est pas achevée et elle est historique parce qu'elle se fait et que nous sommes en train de la faire.

A la fin du mois de décembre, les cloaques médiatiques ont façonné une version catastrophiste de l'année 2011. Voyez, par exemple, comme ils se sont mobilisés contre l'unification des taux de changes à 4,30 bolivars pour un dollar à partir du premier janvier, annoncée le jeudi 30 décembre par le Ministre Jorge Giordani : une mesure qui obéit à un besoin de simplification du contrôle des changes. Et que disent les traîtres à la patrie (1)? Que nous générons les conditions pour la mise en place d'un paquet de mesures néolibérales. Il s'agirait, paraît-il, de mentir de façon effrontée pour générer la confusion.

Ils parlent et parlent encore de l'inflation- qui, c'est vrai, a atteint 26,9% en 2010 : beaucoup mais beaucoup moins que ce qu'estimaient les traîtres- mais ils oublient de parler de la spéculation dont ils sont responsables : la façon dont le capital monopoliste, la Fedecamaras [la Fédérationdes Chambres de Commerce et d'Industrie] en tête, gonfle démesurément les prix, rendant irrationnel le fonctionnement de notre économie et se moquant du peuple. Je souhaite les avertir dès maintenant : nous allons mettre les spéculateurs à la diète et nous n'aurons aucun égard pour eux.

De même, obéissant à la même logique, ils minimisent le fait que le taux de chômage à la fin de l'année2 010 était de 7%. Et que la pauvreté continue de diminuer sensiblement : la pauvreté extrême a diminué de 7,3% à 7,1%. Ce sont des chiffres qui, d'eux-mêmes, parlent de la nouvelle réalité nationale.

Et avec la Ley Habilitante (2) s'ouvre un chemin sûr vers le bien-être, la vie bonne que tous et toutes nous méritons : nous allons fortifier et approfondir la légalité révolutionnaire pour renverser définitivement les dissymétries structurelles et les déséquilibres macro-sociaux propres au modèle capitaliste.

Bien sûr, dimanche dernier - un dimanche marqué par la visite fraternelle et solidaire du camarade Evo Morales à La Guajira, Etat de Zulia- nous avons signé à Fuerte Mara la première Ley Habilitante : ce premier décret crée le Fond Simon Bolivar pour la reconstruction des zones dévastées par les pluies et est lancé avec 10 millions de bolivars.

Nous allons commencer l'année 2011 au galop, à toute vitesse. L'année bicentenaire qu'est 2011 sera une année de bataille et de victoire populaire.

Les souhaits des forces contre-révolutionnaires sont iniques : elles ne vont pas empêcher la marche de notre peuple vers le socialisme. Nous n'allons pas leur permettre de semer le chaos dans le pays : je demande à Dieu qu'aucun compatriote ne se lève au son des tambours de guerre de l'extrême droite. 2011 sera l'année de la conception du Grand Pôle Patriotique : nous avons besoin d'un grand centre de lumières et d'action capable de réunir toutes les forces populaires, bien au-delà du PSUV.

Certainement, une des grandes scènes de la bataille de 2011 sera l'Assemblée Nationale. LA responsabilité historique de chacun de nos législateurs est grande : il faut défaire les politicaillons soumis aux yankees sur le terrain des idées et, en même temps, il faut écarter les obstacles au plein exercice de la souveraineté populaire.

Ce premier janvier nous avons assisté à l'investiture de la camarade Dilma Rousseff, cette combattante aux mérites infinis, comme Présidente de la République Fédérale du Brésil. Dilma incarne la continuité du chemin qu'a ouvert ce colosse Sud Américain connu sous le nom de Luiz Inacio Lula da Silva : à Lula, toute notre admiration et toute notre gratitude pour sa solidarité et sa fermeté, pour le fait qu'il ait été un véritable ami du Venezuela et de la République Bolivarienne.

Compatriote qui me lis : avec une accolade virile, reçois mes vœux de bonne année pour toi et ceux qui te sont chers. Bienvenue à l'année 2011! Qu'elle soit Bonne! Bicentenaire! Venceremos!

Notes

(1) Il est important de ne pas traduire « apatridas » par « apatrides » chargé de connotations racistes en Europe. Le contexte montre bien que Chavez, qui a déjà employé ce termes certes malheureux, lui donne un sens de classe et non un sens de race.

(2) La Ley habilitante permet au président vénézuélien de signer seul les lois.

Source : Lineas de Chavez, 2 Janvier 2011

Entretien avec Rafael Correa

Suite de la page (14)

IR : Des centaines de milliers d'Equatoriens résident et travaillent en Espagne, certains font l'objet d'actes xénophobes et discriminatoires, d'autres sont en proie à des problèmes de saisie de leurs biens immobiliers par les banques à cause de la crise économique. Quelle opinion avez-vous de l'attitude des autorités espagnoles concernant ces émigrants équatoriens ?

RC : Je crois que le gouvernement du président [José Luis] Rodríguez Zapatero, un ami cher et un gouvernement pour lequel j'ai beaucoup d'estime, a fait preuve de toute la coopération possible. Bien sûr, on ne peut jamais contrôler, avec des dizaines de millions d'habitants, le fait qu'un marginal xénophobe agresse un étranger que celui-ci soit latino-américain ou marocain. Mais je ne pense pas que cela vienne d'une politique institutionnalisée ni tolérée par le gouvernement espagnol.

En ce qui concerne la crise, c'est quelque chose de complexe, le gouvernement espagnol a de grosses difficultés, injustes de surcroît. Il mérite plus de chance. Je ne veux pas m'immiscer dans leurs affaires internes, mais j'en ai parlé avec le président Zapatero. Nous lui avons proposé, durant le dernier sommet Amérique latine-Europe à Madrid, de changer de logique pour gérer la crise, sur des choses très particulières.

Les abus sur les crédits bancaires en Espagne me paraient, par exemple, incroyable. Les principes légaux de ces crédits, la soumission totale des personnes aux intérêts du capital. La base légale du risque retombe sur les gens quand elle devrait être assumée par le capital. A quoi je fais allusion ? Imaginons qu'une banque vous prête 300 milles euros pour l'achat d'un appartement, et que la valeur de celui-ci - qui va servir de caution - soit estimée par la banque à 300 milles euros. Arrive ensuite une crise et vous ne pouvez plus payer votre crédit. Quelle est la caution de votre crédit bancaire ? L'appartement. Si vous le rendez à la banque, les traites de votre crédit devraient cesser. Vous ne devez plus rien. Eh bien non, les banquiers disent : « En raison de la crise, le logement ne vaut plus que 100 milles euros, vous nous devez encore 200 milles euros ! » C'est horrible ! Le risque retombe sur la personne et non sur le capital. C'est non seulement injuste mais stupide, les banques vont se retrouver dans la pire des situations. Elles vont avoir sur les bras des milliers de logements vides sans possibilité de récupérer les crédits, et les immigrés et leurs familles résidant en Espagne, n'auront plus de logement Le pire des mondes.

Il faut chercher une solution au problème. Le capital financier veut sortir d'une crise qu'il a lui-même produite, au moindre coût, et il exige que les coûts soient assumés par d'autres. Ce n'est pas une bonne solution. La bonne solution serait la suivante : "Ecoutez, tant que vous êtes vivants, payez-moi ce que vous pouvez comme loyer. Si après deux ou trois ans la situation change, on verra ".


Correa et Ramonet


Lucio Gutiérrez

Cela signifie bien sûr que la banque perd aussi, mais elle reçoit au moins quelque chose, et les gens ne sont pas à la rue. Si au terme de deux ou trois ans la crise n'est pas finie, c'est comme si les gens avaient payé un loyer et au moins ils ont un logement Mais si après deux ou trois ans on sort de la crise, et bien les gens peuvent continuer à payer le crédit et les banques déduisent du montant de celui-ci ces deux ou trois ans de loyers... Ce que je veux dire, c'est qu'il y a des solutions plus logiques et moins dogmatiques, mais il faudrait pour cela ne pas compter sur l'orgueil et la myopie du capital financier qui veut sortir d'une crise qu'il a lui-même provoquée, sans en assumer le moindre coût. Les principales victimes sont les immigrés, de nombreux Equatoriens en situation difficile sont en passe de perdre leur logement.

IR : Ils reviennent en Equateur ?
RC : Quelques uns, oui, et nous les aidons de tout cœur.

IR : Une dernière question, président. Le G20 prétend gouverner le monde. Trouvez-vous cela normal ?
RC : Normal, non. Il ne faut pas se faire d'illusions, à l'échelle internationale il faut des processus similaires à ceux que vivent nos nations en interne : des changements dans les rapports de force. Ne nous trompons pas. Prenons, par exemple, le problème de l'environnement dont nous parlions tout à l'heure. Les pays pauvres, surtout ceux du bassin amazonien, nous sommes des générateurs d'environnement et devrions être récompensés de préserver cette richesse, mais les grandes puissances ne vont pas nous prendre en compte tant que les rapports de force restent les mêmes Imaginez, par exemple, le contraire : que ceux qui génèrent de l'environnement soient les Etats-Unis ou l'Europe, et que nous nous en soyons les consommateurs ; il y a longtemps qu'ils nous auraient déjà obligés à payer ou à dédommager cet effort, par la raison ou par la force, en nous envahissant ou en utilisant n'importe quel moyen. Lamentablement, à l'échelle internationale, si nous voulons un monde plus juste, un changement dans les rapports de force est indispensable. Même pour que la globalisation fonctionne, débarrassée de ses terribles contradictions : une très grande mobilité des capitaux et des marchandises, mais une criminalisation de la mobilité humaine. Qui peut comprendre cela ?

Créer un marché mondial dans une société mondiale, mais sans gouvernance Qui gouverne le marché mondial ? Nous sommes victimes de ce marché, et la crise actuelle est le résultat du manque de gouvernance. Les Etats du G20, dominés aussi par le capital financier, n'osent pas faire le premier pas. Faites un bilan de toutes les politiques appliquées par les instances internationales en Amérique latine durant les dix dernières années : elles ont été faites en fonction du grand capital, surtout du capital financier. Parfois elles ont été bénéfiques à nos pays, et d'autres fois non, mais le dénominateur commun est le même : le maximum de bénéfices pour le grand capital et pour le capital financier. Tant que cette logique ne changera pas, tant que la société humaine ne reprendra pas le contrôle du marché, ces crises recommenceront et nous serons à nouveau victimes du marché.

Un changement dans les rapports de force à l'échelle globale est indispensable, car le G20, dont les Etats qui le composent sont eux-mêmes dominés par ce capital financier, ne s'intéresse pas à cette question ; il n'en parle même pas. L'intégration est une des stratégies pour réussir à changer les rapports de force à l'échelle mondiale. Une Amérique latine intégrée, avec toutes les potentialités dont nous disposons en termes de ressources naturelles, de PIB, de population, etc., pourrait avoir beaucoup plus de présence et constituer un facteur déterminant pour modifier enfin, à l'échelle internationale, les rapports de force.

*** Entretien réalisé à Quito, Equateur, le mardi 7 décembre 2010.**

(Une version complète, en espagnol, de cet entretien est disponible sur le site web : www.monde-diplomatique.es)

(Traduit de l'espagnol par Sarah Testard.)

Source: Hernando Calvo Hospina 3 janvier 2010

CSL 4 janvier 2010

Suite de la page (4)

pour leur demander de renouveler leur engagement à une politique qui priorisera les intérêts communs. Mon pays, les Etats-Unis, souhaite également qu'un nouveau Président et un Parlement soient élus démocratiquement conformément à la volonté que le peuple haïtien a exprimée à travers son vote »

Quelle effronterie! Quelle audace ! Quelle méchante hypocrisie ! Voici qu'aujourd'hui, ces Tartuffe enfarinés, ceux-là qui depuis 1915 nous empêchent par la violence d'«*aller de l'avant et* [de] *construire une nation plus prospère*», ceux-là mêmes qui ont tout fait pour saboter la célébration du Bicentenaire de notre Indépendance en 2004, ceux-là mêmes qui depuis plus de deux cents ans sont les artisans du malheur de «*ce beau pays resté sous des nuages trop longtemps*», viennent, armés de duplicité et de fourberie, nous faire croire qu'ils nous apportent «*leur ferme soutien*», et souhaitent que «*que Haïti puisse démarrer et retrouver pleinement sa place dans la région et dans le monde*». Ah, les retors, les pourris ! Madame Hillary Clinton, Monsieur l'ambassadeur Kenneth Merten, vous devriez vous voiler la face et vous taire. Votre toupet n'a vraiment pas d'égal.


Des partisans de l'Inite

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

Bonne et heureuse année à tous les lecteurs et abonnés de l'hebdomadaire *Haïti Liberté*, nous espérons que l'année 2011 leur soit meilleure. À notre chère Haïti, nous souhaitons que plus jamais aucune année ne soit semblable à 2010. Depuis la décennie 1492-1502 au cours de laquelle les pilleurs espagnols, emmenés par Christophe Colomb massacrèrent plus de deux millions d'hommes et de femmes sur l'île d'Ayiti, et les affres de l'esclavage, aucune catastrophe n'a été aussi néfaste pour le pays.

Bonne et heureuse année à nos centaines de milliers de compatriotes, qui continuent à vivre sous les tentes un peu partout à travers les villes touchées par le tremblement de terre du 12 Janvier 2010. Mais le *Goudou - Goudou* étant bel et bien passé, la vie ne doit pas s'arrêter. Nous devons regarder vers l'avant pour reconstruire la vie, faire en sorte de ne plus reproduire les mêmes erreurs, qui ont conduit notre nation dans l'impasse où elle est depuis des lustres.

Bonne et heureuse année à tous les hommes et à toutes les femmes de par le monde qui partagent avec nous cette planète merveilleuse de plus en plus menacée par l'avarice et la cécité de l'espèce humaine, elle même en voie de disparition, en quête constante de superflu.

Actualités Artistiques et Littéraires

Les attentes dans les Subways nous réservent toujours d'agréables surprises. Ce Dimanche dans la galerie souterraine de Times Square, nous sommes tombés un peu par hasard sur la prestation du musicien Peter Joseph Paul. Homme-orchestre de talents confirmés, Peter Joue de la guitare, chante, et joue de la batterie simultanément. Il exécute des tubes Rock & Roll et d'autres musiques avec une rare dextérité. Il faut le voir jouer pour ne pas comprendre qu'il s'agit d'un groupe au complet. Des deux pieds, il arrive à partir de quatre pédales à rendre le support rythmique d'une batterie traditionnelle.



Peter Joseph Paul

Agoci Entertainment, Center Of The Arts dirigé par la danseuse d'origine haïtienne Fabienne Lindor Innocent, ouvre la saison 2011 en offrant les 8 et 15 Janvier prochains, deux journées de classes gratuites aux professionnels de la danse, désireux de renforcer leurs acquis dans ce domaine. Les deux journées de formation qui se tiendront au local de la Compagnie, sis au *204-11 Hollis Ave. Jamaica, NY 11412,* permettront aux participants d'avoir à découvrir d'autres approches du Ballet, de la danse folklorique haïtienne, de la salsa, de la danse moderne, du Yoga, Arts & Crafts, de la danse Africaine, de la musique et du Zumba.



La danseuse d'origine haïtienne Fabienne Lindor Innocent

De la Prose aux Vers

AU NOM DE LA MÈRE

Un roman de Erri De Luca
Gallimard, 2006

Un Extrait

Je le lui ai dit le jour même. Je ne pouvais pas rester une nuit avec le secret. Le jour ne passera pas entier sur la rupture de ton alliance. Nous étions fiancés. Dans notre loi, c'est comme s'être mariés, alors qu'on ne vit pas encore dans la même maison. Et voilà que j'étais enceinte.

La voix du messager était arrivée en même temps qu'un souffle d'air. Je m'étais levée pour fermer les volets et j'ai aussitôt été couverte d'un vent, d'une poussière céleste, au point de fermer les yeux. En Galilée, le vent de Mars vient du nord, des monts du Liban et du Golan. Il apporte le beau temps, fait claquer les portes et gonfler la toile des entrées, qu'on dirait enceinte. Dans les bras de ce vent, la voix et la silhouette d'un homme se trouvaient devant moi.

Dans notre histoire sainte, les anges ont un corps humain normal, on ne les distingue pas. On sait que ce sont eux quand ils s'en vont. Ils laissent un don en même temps qu'un manque. Même Abraham ne les a pas reconnus aux chênes de Mamré, il les a pris pour des voyageurs. Ils laissent des paroles qui sont des semences, ils transforment un corps de femme en motte de terre.

J'étais debout et je l'ai vu à contre-jour devant la fenêtre. J'ai baissé les yeux que j'avais rouverts. Je suis une épouse promise et je ne dois pas regarder les hommes en face. Ses premiers mots devant ma frayeur ont été : « *Shalòm Miriàm*. » Avant que je puisse crier, appeler à l'aide contre l'inconnu qui avait pénétré dans la pièce, ces mots m'ont immobilisée : « *Shalòm Miriàm* », ceux que Iosef m'avait adressés le jour de nos fiançailles. « Shalòm lekhà 1», avais-je répondu. Mais aujourd'hui non, aujourd'hui je n'ai pu détacher une syllabe de mes lèvres. Je suis restée muette. C'était bien l'accueil qu'il lui fallait, il m'a annoncé un fils. Destiné à de grandes choses, de grands saluts, mais j'ai fait peu attention aux promesses. Dans mon corps, dans mon sein s'était créé un espace. Une petite amphore d'argile encore fraîche s'est



posée au creux de mon ventre.

Mon Iosef, beau et compact à mourir, serrait ses bras contre son corps, essayait de rester calme, plié comme s'il avait mal au ventre. La nouvelle lui faisait l'effet d'une trombe arrachant les toits. Il cherchait à s'abriter de son corps, l'air égaré, les muscles saillants de ses bras. Il protégeait son ventre maigre et tendu, il ne se permettait pas de me toucher, d'ébranler mon calme si opposé à son désarroi et qui ne feignait même pas un peu d'agitation.

J'étais debout, le dos droit, une agilité nouvelle me donnait de l'élan. Je m'apercevais que j'étais plus grande et plus légère, précisément au centre de mon corps, au-dessous de mes côtes, dans l'anse de mon ventre. Là où lui accusait le coup et le poids, avec les muscles contractés d'un athlète durant l'effort, moi je recevais une poussée du bas vers le haut, qui me donnait envie de me mettre à sauter.

Ses cheveux aux mèches agitées se rabattaient sur son front clair, dansaient devant ses yeux, je les lui arrangeais par des caresses. Il était encore plus beau dans son bouleversement.

Les fêtes de fin d'année se sont déroulées avec faste une fois de plus dans la cité de New York. La ville brillait de mille feux malgré la tempête de neige qui a frappé plusieurs régions des Etats-Unis au lendemain de la Nativité. Les magasins de jouets et autres espaces ludiques étaient encore remplis d'enfants, accompagnés de leurs parents. Les visiteurs qui arrivaient de partout pour se tremper dans l'exubérance de Manhattan étaient nombreux à la 42th Street.





TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:
FOWOM OUVRIYE
info@fowomouvriye.org
646-829-9519
Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan
Radyo Pa Nou
Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:
www.radyopanou.com
Rele nan liy ouvè:
718-469-8511
718-462-0992



Samedi 15 janvier 2011 à 7 hres PM
Au local d'Haïti Liberté / Grenadier Books
1583 Albany ave, Brooklyn NY.
Le groupe musical de Monvelyno Alexis animera un programme attrayant qui vous apportera beaucoup de plaisir. Rejoignez nous, dans un cadre de charme, pour vous régaler d'un bon bouillon racine. Informations 718-421-0162
Donation $10.00



Renseignez-vous sur le TPS!

FAIT: Les applications doivent être envoyées par la poste avec timbre, indiquant une dâte avant/ou le 18 Janvier 2011.

FAIT: Vous vous inquiétez que vous serez déporté si votre application pour le TPS est rejetée?

Les Etats Unis ne déportent personne vers Haiti en ce moment.

FAIT: Appliquer pour une exemption de frais, n'affectera point votre habilité de gagner le TPS.

FAIT: Le TPS, pour les Haïtiens, peut être prolongé au-delà du 22 Juillet 2011 comme il a été prolongé pour d'autres pays.

Evitez les pièges et les fraudes!

Appellez le N.Y. State Immigration Hotline au

800-566-7636

(en dehors de NY 212-419-3737)

Pour trouver gratuitement ou à bas-prix, de l'assistance légale autorisée pour vous aider avec le TPS.

TOUS LES APPELS SONT CONFIDENTIELS

Un effort collaboratif de Church World Service, CAMBA Legal Services, Catholic Charities et le New York Immigration Coalition. Support donné par un don de la "Foundation to Promote Open Society" et par le "Fund for New New Citizens" au The New York Community Trust sur l'internet au www.nycommunitytrust.org.